



RAPPORT FINANCIER ANNUEL

Exercice 2020

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
RAPPORT FINANCIER SUR L'EXERCICE COMPTABLE 2020	4
1 ACTIVITÉS PRINCIPALES	5
2 RAPPORT D'ACTIVITÉ	6
2.1 Principales données financières issues des Comptes consolidés 2020 d'AMG.....	6
2.2 Faits marquants du 1 ^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2020	7
2.3 Chiffre d'affaires	7
2.4 Évolution des cours des métaux et métaux précieux.....	8
2.5 Résultats consolidés du groupe AMG au 31 décembre 2020.....	9
2.6 Cash-flow net.....	10
2.7 Capitaux propres	10
2.8 Activité et production	10
2.9 Perspectives	12
2.10 Impacts liés à la pandémie de la Covid-19	13
2.11 Principaux risques et incertitudes	13
2.12 Continuité d'exploitation.....	14
2.13 Transactions avec les parties liées.....	14
3 COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2019	15
3.1 Compte de résultats consolidés	15
3.2 État des autres éléments résultat global	16
3.3 Bilan consolidé - Actif	16
3.4 Bilan consolidé – Passif	17
3.5 Tableau de flux de trésorerie consolidé.....	18
3.6 État des variations des capitaux propres consolidés.....	20
4 ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2020	21
4.1 Information générale	21
4.2 Faits marquants du 1 ^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2020	21
4.3 Base de préparation des états financiers.....	22
4.4 Monnaie de présentation des comptes consolidés 2020	22
4.5 Principes de consolidation	22
4.6 Référentiel comptable	23
4.7 Changement de méthodes comptables	24
4.8 Activités non poursuivies	24
4.9 Données comparatives et données proforma.....	24
4.10 Méthodes et règles d'évaluation.....	25
5 PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION	34
5.1 Évolution de la composition du groupe	34
5.2 Liste des sociétés consolidées	35
5.3 Opérations de croissance externe (OSEAD Fund – OMM – CMT)	35

6 ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2020 - BILAN	39
6.1 Écarts d'acquisition, immobilisations incorporelles et corporelles.....	39
6.2 Actifs financiers non courants	44
6.3 Stocks et encours.....	44
6.4 Créances et autres créances.....	45
6.5 Trésorerie et équivalents de trésorerie	45
6.6 Capitaux propres	46
6.7 Variation des provisions pour risques et charges	47
6.8 Emprunts et dettes financières	48
6.9 Dettes commerciales et autres passifs	52
6.10 Impôts et impôts différés.....	53
6.11 Engagements financiers donnés.....	53
7 ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2020 - COMPTE DE RÉSULTAT	54
7.1 Chiffre d'affaires	54
7.2 Charges d'exploitation	54
7.3 Charges de personnel.....	55
7.4 Autres produits et charges d'exploitation	55
7.5 Dotations et reprises aux amortissements et provisions	56
7.6 Produits et charges non récurrents	56
7.7 Produits et charges financières et services de la dette	57
7.8 Preuve d'impôt	57
8 INFORMATION SECTORIELLE AU 31 DÉCEMBRE 2020	58
9 RÉMUNÉRATION DES MANDATAIRES SOCIAUX	58
10 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS	59
11 JUSTIFICATION DE LA CONTINUITÉ D'EXPLOITATION	60
12 PARTIES LIÉES	60
13 HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	60

RAPPORT FINANCIER SUR L'EXERCICE COMPTABLE 2020

Attestation du responsable du Rapport Financier Annuel

Je soussigné,

Monsieur Luc GÉRARD, agissant en qualité de Président Directeur Général de la Société Auplata Mining Group – AMG ("**AMG**"),

Atteste, qu'à ma connaissance, les comptes consolidés du groupe AMG (le "**Groupe**") pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat d'AMG et de l'ensemble des entreprises comprises dans son périmètre de consolidation, et que le Rapport de Gestion est une présentation fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière d'AMG et de l'ensemble des entreprises comprises dans son périmètre de consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquelles ils sont confrontés.

Le 24 mai 2021
Monsieur Luc GÉRARD
Président-Directeur-Général

1 ACTIVITÉS PRINCIPALES

AuPlata Mining Group - AMG cotée sur la bourse de Paris (Euronext Growth) depuis décembre 2006, est un groupe minier polymétallique d'exploration et d'exploitation minière. AMG est actuellement présente en Guyane française, au Pérou et au Maroc.

AMG mène une stratégie industrielle et financière dynamique, durable et novatrice de mise en valeur de gisements de métaux précieux et de base à forts potentiels avec une implication des acteurs locaux. L'objectif d'AMG est de produire les métaux de demain nécessaires à la transition énergétique de manière propre et responsable, tout en essayant d'apporter à la France une source d'approvisionnement nationale en métaux stratégiques.

Le Groupe produit aujourd'hui du Zinc, du Plomb, de l'Argent et de l'Or.

En Guyane française :

Nos opérations se concentrent sur l'exploration, l'extraction et la vente de concentrés d'or. Le Groupe détient des titres miniers sur les communes de Saint Élie (AMG : "*Dieu-Merci*", "*La Renaissance*", "*La Victoire*" et "*Couriège*"), Maripasoula (SMYD : "*Yaou*" et "*Dorlin*") et Saint-Laurent du Maroni et Mana (Armina : "*Bon Espoir*").

Au Pérou :

Les opérations au Pérou se concentrent sur l'exploration, l'extraction et la vente de concentrés de Zinc et de Plomb (Argent). Les opérations minières sont situées dans les unités minières de Suyckutambo et d'El Santo, dans les départements de Cusco et d'Arequipa, dans les districts de Suyckutambo (province d'Espinar, département de Cusco) et Caylloma (province de Caylloma, département d'Arequipa). L'usine de Suyckutambo est le principal site de traitement du Groupe au Pérou. La zone minière comprend : l'usine Ana Maria, la mine de Santa Ursula, les bases-vie et d'autres infrastructures (ateliers de maintenance, entrepôts stockages, plateforme de dépotage, pesage et embarquement des concentrés, etc.).

Au Maroc :

Nous opérons au travers de notre filiale (détenue indirectement à hauteur de 37,04 %) de droit Marocain, la Compagnie Minière de Touissit - CMT ("**CMT**"), société cotée à la bourse de Casablanca. CMT est spécialisée dans l'exploration, l'extraction et le traitement des minerais de métaux de base, métaux précieux, et minéraux industriels. CMT est leader au Maroc dans la production des concentrés de plomb argentifère de haute qualité, elle produit en outre des concentrés de zinc argentifère. CMT possède 13 concessions, 18 permis miniers et 35 permis de recherche répartis sur l'ensemble des régions marocaines.

2 RAPPORT D'ACTIVITÉ

2.1 Principales données financières issues des Comptes consolidés 2020 d'AMG

En '000€	Notes	31-12-20	31-12-19
Chiffre d'affaires	7.1	49.203	18.832
Achats et services	7.2	(25.611)	(15.364)
Charges de personnel	7.3	(14.534)	(8.168)
Impôts et taxes		(423)	(306)
Dotations aux amortissements et provisions	7.5	(13.660)	(5.281)
Autres produits et charges d'exploitation	7.4	1.257	6.449
Résultat opérationnel courant		(3.769)	(3.838)
Produits et charges non récurrents	7.6	(1.560)	(2.489)
Résultat opérationnel		(5.328)	(6.327)
Résultat financier	7.7	(9.472)	(4.750)
Résultat courant		(14.800)	(11.078)
Impôt sur le résultat	7.8	(2.727)	1.006
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence		0	21
Résultat après impôts des activités poursuivies		(17.528)	(10.051)
Résultat net des activités non poursuivies		0	0
Résultat net		(17.528)	(10.051)
dont part du Groupe		(22.121)	(10.048)
dont part des intérêts ne conférant pas le contrôle		4.593	(3)
Nombre moyen pondéré d'actions		274.208.500	263.127.741
Dividende par action versé au titre de l'exercice		0	0
Résultat par action des activités poursuivies, en euros		(0,08)	(0,04)
Résultat par action des activités abandonnées, en euros		0	0
Actions potentielles dilutives		0	0
Nombre moyen pondéré d'actions après dilution		274.208.500	263.127.741
Résultat par action dilué des activités poursuivies, en euros		(0,08)	(0,04)
Résultat par action dilué des activités abandonnées, en euros		0	0

(a) Étant donnée l'opération d'acquisition indirecte de CMT par AMG ("**Regroupement d'Entreprises – IFRS3**"), réalisée d'un point de vue juridique le 19 février 2020 et d'un point de vue comptable le 28 février 2020), le présent rapport (le "**Rapport Annuel 2020**") contient une information financière étendue afin de permettre la compréhension de l'évolution et de la comparaison des comptes depuis le 31 décembre 2019 et les performances enregistrées au 31 décembre 2020.

(b) Le présent rapport financier annuel de l'exercice 2020 (le "**Rapport Annuel 2020**") prend en compte l'opération de Regroupement d'Entreprises – IFRS3 entre AMG et CMT dans la mesure où cette opération confirme la prise de contrôle. De ce fait, le compte de résultat consolidé des

Comptes annuels 2020 comprend 12 mois d'activités d'AMG et 10 mois de l'activité CMT.

(c) Les montants en USD ont été enregistrés au taux de clôture du 31 décembre 2020 de 0,8149 EUR/USD en ce qui concerne les actifs et passifs et au taux moyen de 0,8755 EUR/USD sur la période de 12 mois en ce qui concerne les éléments du compte de résultat. Les montants en MAD ont été enregistrés au taux de clôture de 0,09171 EUR/MAD en ce qui concerne les actifs et les passifs et au taux moyen de 0,09176 EUR/MAD en ce qui concerne les éléments du compte de résultat.

(d) L'incidence de l'opération de Regroupement d'entreprises est reprise en Note 5.1.

2.2 Faits marquants du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2020

- ◆ En février 2020, apparition de la pandémie de la Covid-19, dont les répercussions sur le Groupe ont notamment été :
 - En Guyane française, mise à l'arrêt de la production de l'usine de traitement de "Dieu Merci" entre avril et juin 2020 qui a nécessité un processus de redémarrage de l'usine ayant entraîné une reprise de la production en octobre 2020,
 - Dans l'ensemble des sites de production, mise en place de procédures spécifiques en plus des recommandations de distanciation et de gestion des tests PCR avant toute rotation des équipes (test PCR de moins de 72 heures négatif obligatoire pour toute personne se rendant sur le site),
 - Rupture des chaînes d'approvisionnements dans l'ensemble des sites du Groupe, tant sur les consommables que sur la capacité d'obtenir dans les délais des prestations externes,
 - Augmentation des coûts structurels due à la mise en place des procédures de protection sanitaire face à la pandémie de la Covid-19,
 - Gestion des difficultés liées à la poursuite des opérations au regard de la pandémie de la Covid-19 et ce dans l'ensemble des sites en production (AMG, AMG Pérou et CMT).
 - Le Groupe a également bénéficié de financements de type « relance », au Pérou un crédit « reactiva » a été contracté pour un montant de 0,5 M€, au Maroc un crédit de relance de 5,8 M€ a été contracté par CMT, en Guyane française, divers reports d'échéances (charges sociales, fournisseurs) ont été obtenus en complément de la mise en chômage partiel du personnel durant le mois d'avril 2020.
- ◆ Consolidation d'une junior minière polymétallique et de métaux précieux présente notamment en Guyane française, au Pérou et au Maroc. L'opération de Regroupement d'Entreprises (IFRS3) avec CMT a été finalisée d'un point de vue juridique en date du 19 février 2020, les principales étapes sont identifiées ci-après :
 - Acquisition du solde des titres OSEAD Fund, permettant d'augmenter la participation d'AMG dans OSEAD Fund de 39,85 % au 31 décembre 2019 à 100 % au 19 février 2020, soit un investissement de 25,0 M€, permettant ainsi à AMG de détenir indirectement au travers d'OSEAD Fund et d'Osead Mining Maroc 37,04% de CMT et de prendre le contrôle de CMT dans le respect de la norme IFRS10.
 - Les actifs et passifs au 28 février 2020 de CMT sont présentés dans la section 5.3 ci-après du présent Rapport Annuel 2020. Ces comptes représentent la situation d'entrée dans le nouveau groupe constitué. Le Regroupement d'Entreprises - IFRS3 fait apparaître un *Goodwill* résiduel après exercice d'allocation du prix d'acquisition de 21,8 M€ qui se détermine par la différence entre la juste valeur de l'actif net acquis 23,6 M€ à la date d'entrée dans le périmètre et la valeur d'acquisition et le coût d'acquisition qui se monte à 45,5 M€.
- ◆ Partenariat au travers d'une Joint-Venture entre AMG et CMT ayant pour but le développement et la valorisation des actifs miniers d'AMG en Guyane française.
- ◆ Les charges opérationnelles non récurrentes se composent du don de 0,8 M€ réalisé par CMT dans le cadre du fonds de solidarité créé par le Roi, Sa Majesté Mohamed VI.

2.3 Chiffre d'affaires

◆ AMG - Guyane – Unité génératrice de trésoreries (UGT)

L'apparition de la pandémie mondiale de la Covid-19 en mars 2020 a eu pour conséquence de reporter les premières productions d'or en octobre 2020. Le chiffre d'affaires enregistré s'élève à 1,3 M€.

◆ AMG - Pérou – Unité Génératrice de Trésoreries (UGT)

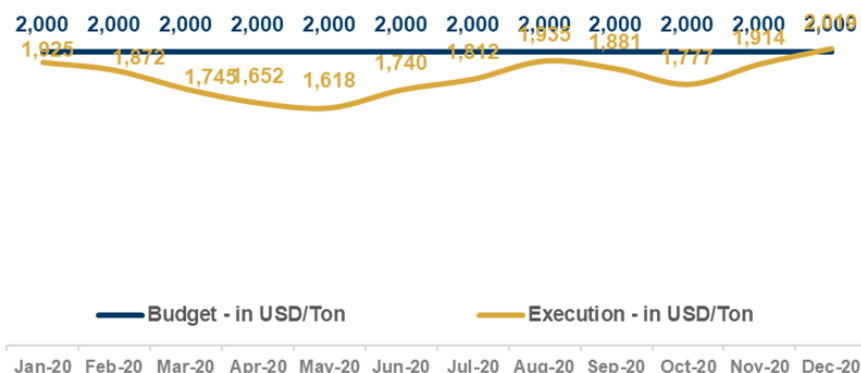
Le chiffre d'affaires de 12,4 M€ réalisé par AMG Pérou est en dessous du budget initialement établi pour 2020. La capacité de production d'AMG Pérou est cependant restée stable, la diminution du résultat d'exploitation est principalement due à (i) à l'impact de la pandémie de la Covid-19, qui a eu pour conséquence une diminution de la productivité qui s'est accompagnée d'une hausse des coûts et (ii) la chute des cours des matières premières (Note 2.4 ci-dessous - Zinc et Plomb), qui a eu pour incidence une contraction du chiffre d'affaires.

◆ CMT – Unité Génératrice de Trésoreries (UGT)

Le chiffre d'affaires de 35,5 M€ réalisé par CMT a également subi les impacts liés la pandémie de la Covid-19, à savoir une réduction de la productivité et des ventes en diminution par rapport à l'exercice 2019, ainsi que la chute des cours des métaux. L'activité reste largement bénéficiaire. Il est rappelé que le chiffre d'affaires repris ci-avant reprend la période de 10 mois. Le chiffre d'affaires de CMT sur une base de 12 mois est présenté à la note 4.8.

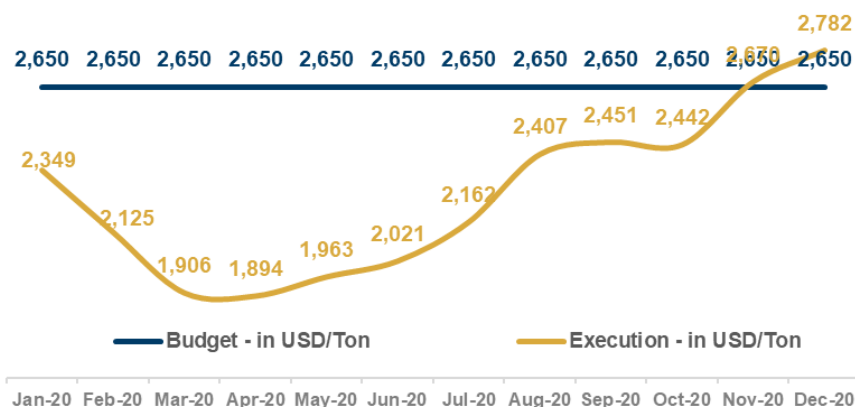
2.4 Évolution des cours des métaux et métaux précieux

Pb – in USD/Ton



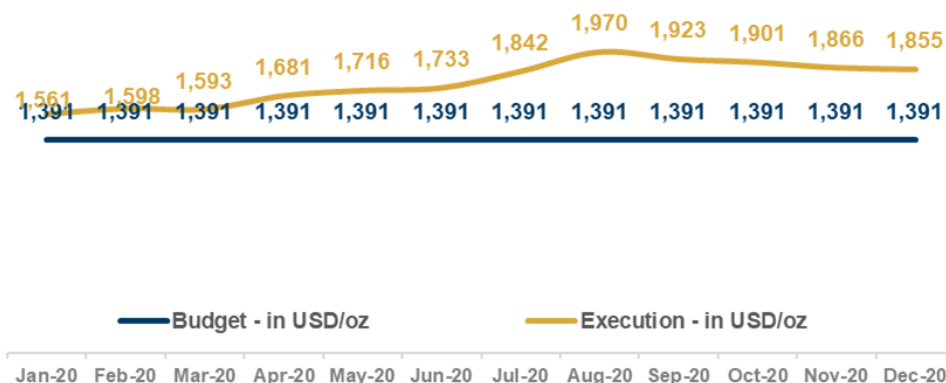
Graphique de l'évolution mensuelle du prix de vente du plomb, en USD, par tonne métrique. Suite à l'incertitude de la pandémie, le prix du Plomb est resté bas, sous les 2.000 USD/t tout au long de l'exercice 2020, à l'exception de décembre 2020 durant lequel le plomb est repassé au-dessus de la barre des 2.000 USD/t. Sources internes (Worldbank, LME).

Zn – in USD/Ton



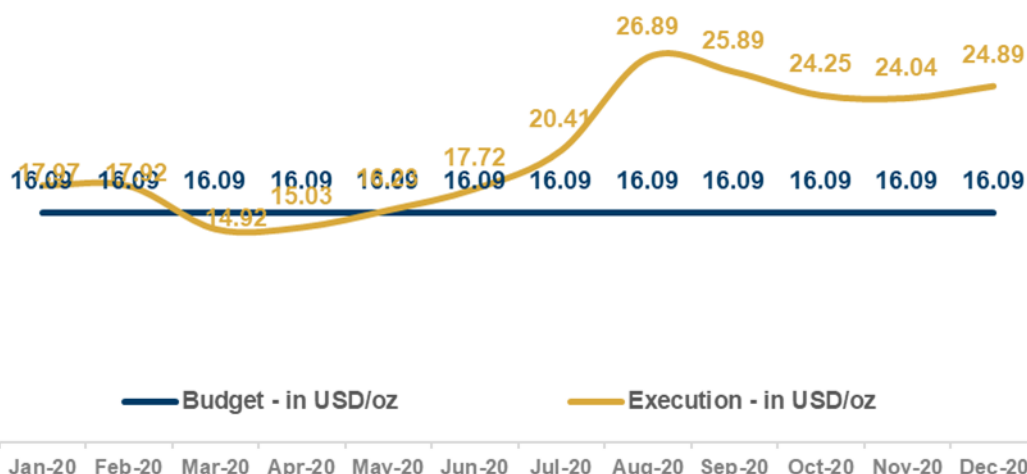
Graphique de l'évolution mensuelle du prix de vente du Zinc, en USD, par tonne métrique. Suite à l'incertitude de la pandémie, le prix du Zinc a chuté atteignant son prix le plus bas fin mars 2020 puis a rebondi pour atteindre plus de USD 2,700 par tonne fin décembre 2020. Sources internes (Worldbank, LME).

Au – in USD/oz



Graphique de l'évolution mensuelle des prix de vente d'or fin, en USD, par once. Les cours de l'or sont restés très élevés tout au long de l'exercice 2020, et continuent en 2021 permettant à la production en Guyane de valoriser les tailings à un prix supérieur aux estimations initialement projetées par le Groupe. Sources internes (Worldbank, LME).

Ag – in USD/oz



Graphique de l'évolution mensuelle des prix de vente d'argent, en USD, par once. Les cours de l'argent ont été en forte progression tout au long de l'exercice 2020, et continuent en 2021 permettant à ce minerai présent dans l'ensemble des concentrés au Pérou ainsi que dans la production d'or fin en Guyane d'être valorisé à un prix au-delà des estimations initialement projetées par le Groupe, pour rappel CMT est également producteur d'argent. Sources internes (Worldbank, LME).

2.5 Résultats consolidés du groupe AMG au 31 décembre 2020

- ◆ Comme exprimé ci-dessus, suite à l'arrêt de la production en Guyane, du fait de la pandémie mondiale de la Covid-19 et des coûts structurels liés aux nouvelles obligations sanitaires, le résultat opérationnel courant des opérations en Guyane française présente une perte de -10,1 M€ contre -10,4 M€ en 2019, étant précisé que les comptes consolidés ne comprenaient que 10 mois de résultat d'AMG Guyane en 2019,
 - opérationnel courant s'élève à -4,3 M€ contre 6,5 M€ en 2019,
- ◆ L'activité au Pérou est en dessous des prévisions du fait notamment de la pandémie et de la faiblesse des cours des matières premières, sa contribution au résultat
 - Le résultat opérationnel courant de CMT s'établit à 10,7 M€ pour la période du 1^{er} mars 2020 au 31 décembre 2020, et cela malgré l'impact opérationnel de la pandémie combiné à la faiblesse des cours du plomb.
 - En résumé, l'évolution du résultat opérationnel courant présenté au 31 décembre 2020 s'explique principalement par l'entrée dans le périmètre de consolidation des activités de CMT pour une période de 10 mois.

2.6 Cash-flow net

Le cash-flow net du Groupe est de 13,7 M€ au 31 décembre 2020 en hausse de 13,4 M€ sur un an (Note 3.5), lié principalement à l'entrée dans le périmètre de consolidation du Groupe de la société CMT (+14,8 M€). Le cash-flow opérationnel est négatif de -2,0 M€, le cash-

flow d'investissement particulièrement important en 2020 par l'intégration de la trésorerie de CMT se monte à 15,7 M€, le cash-flow de financement est également positif et se monte à 0,7 M€.

2.7 Capitaux propres

Les capitaux propres atteignent 129,9 M€, l'évolution se compose de :

- ❖ 10,1 M€ de capitaux propres attribuables au Groupe,
- ❖ 119,8 M€ d'intérêts de tiers représentant principalement la part des fonds propres non

contrôlés (62,96 %) par le Groupe de la branche d'activité marocaine (CMT),

- ❖ Le résultat net (perte) s'élève à -17,5 M€, dont -22,1 M€ de perte part du Groupe et 4,6 M€ de bénéfices part des tiers,

2.8 Activité et production

2.8.1 Production

- ❖ Production des métaux ferreux et non ferreux

En 2020, AMG Pérou a traité 99.545 TM comparativement au 123.370 TM traitées en 2019, cette diminution est principalement liée à la pandémie de la Covid-19, d'avril 2020 à juin 2020, une chute de production moyenne de -43% a été enregistrée, le second semestre a enregistré une baisse moyenne de -15%.

En 2020, CMT a traité 316.250 TM, soit 96,4% du volume prévu au budget 2020.

- ❖ Production des métaux précieux

La production vendue en 2020 par l'unité de "Dieu Merci" se monte à 22,7 kg, la production stockée dans les charbons et dans le process de production non encore « élutionnée » au 31 décembre 2020 se monte à 20 kg.

2.8.2 Valorisation des titres miniers

- ❖ Valorisation en propre

Guyane française :

AMG continue de valoriser ses permis qui ne font pas l'objet d'un partenariat stratégique. La société a débuté ses engagements de réhabilitation sur certaines zones exploitées avant l'apport en nature intervenue en février 2019. Ces activités concernent les PEX Yaou, Dorlin, les trois concessions de "Dieu Merci", le PER Couriège et la Crique Léopard sur le secteur de Paul Isnard (permis appartenant à la Compagnie Montagne d'Or dont la réhabilitation se fait dans le cadre d'un ancien partenariat).

Dans cette perspective, AMG a notamment fait procéder à des travaux d'exploration par le cabinet de conseil et d'ingénierie canadienne Innovexplo Ltd., est dans l'attente de l'obtention d'une déclaration d'ouverture de travaux miniers (DOTM) afin de procéder à une étude de mise aux normes des ressources de Yaou au standard NI 43-101. Pour Dorlin la valorisation s'est faite dans le cadre de notre partenariat avec Reunion Gold (Note 3.3.2 ci-dessous) dont une demande de concession est en cours d'instruction. Le premier objectif était aussi la mise aux normes des ressources du projet Dorlin. Les permis de Dieu Merci et Couriège ont fait l'objet de « relogging » en particulier ceux de Dieu Merci datant de 1997, de cartographie en vue de réaliser une campagne de géophysique IP-Mag dont la première campagne s'est terminée à la fin du 4^{ème} trimestre 2020.

Pour Dorlin, suite à l'étude NI 43-101 réalisée par GMining Services (ressource d'or classée *indiquée* de 665.000 onces (21 t) soit 18,9 MT à 1,09 gr/t et *inférée* de 884.000 onces (27 t) soit 26 MT à 1,06 gr/t), Reunion Gold avec l'assistance d'AMG a obtenu le renouvellement du PEX et déposé une demande concession. Cette demande s'appuie sur la valorisation des ressources NI 43-101 terminée en 2019 mais aussi sur les futurs programmes d'exploration et de développements qui permettront de réaliser une première préfaisabilité économique. L'étude s'appuie sur la base des données historiques d'AMG et des données de forages de validation relative aux ressources historiques. Cette étude a permis d'estimer une ressource d'or classé *indiqué* de 665.000 onces (21 t) soit 18,9 MT à 1,09 gr/t et *inféré* de 884.000 onces (27 t) soit 26 MT à 1,06 gr/t. Pour Yaou l'étude a été commencée avec l'appui de notre consultant Innovexplo pour valider les ressources aurifères de 1.421.000 onces (44 t) soit 16 MT à 2,8 gr/t et se poursuivra une fois la DOTM obtenue afin de réaliser des forages de validation des ressources actuelles.

La première campagne de géophysique sur les concessions de Dieu Merci a mis à jour une quinzaine d'anomalies dont la plupart sont à l'intérieur de l'autorisation d'ouverture de travaux miniers (AOTM), certaines de ces anomalies vont faire l'objet de forages (2000 m) à circulation inverse (RC) dont les objectifs sont d'identifier l'enracinement et les extensions des minéralisations afin d'augmenter les ressources à court terme d'AMG sur l'opération Dieu Merci.

Le PER Couriège a fait l'objet d'une étude par le cabinet ANTEA et d'une demande par AMG de transformation du PER en PEX. Une deuxième campagne géophysique devrait aussi débuter, celle-ci est un préalable à une première campagne forages profonds (2500 m) sur Couriège afin de circonscrire un gisement dont la continuité géologique est potentiellement kilométrique.

Activité au Pérou :

L'activité opérationnelle au Pérou en 2020 s'est focalisée sur plusieurs éléments dont un support technique plus important à l'extraction, au contrôle des teneurs, par la cartographie géologique de l'avancement des galeries et des travaux d'approfondissement de la rampe. Ces travaux se sont réalisés à 95 % dans la veine El Angel puis dans les veines Gianina et El Santo.

La contribution annuelle des ressources en 2020 était de 88 567 tonnes métriques (TMS) avec une largeur moyenne de veine de 2,34 mètres et des teneurs moyennes de 0,11 g/t Au, 85,04 g/t Ag, 4,72 % Pb, 7,20 % Zn et 0,49 % Cu. Le traitement du minerai à l'usine a été de 107 744 TMS avec des teneurs annuelles moyennes en entrée de 0,12 g/t Au, 63,59 g/t Ag, 3,93 % Pb, 5,68 % Zn et 0,39 % Cu.

En ce qui a trait à l'exploration, elle s'est réalisée sur les projets El Santo (Sandra 105), Suyckutambo (Santa Ursula) et sur les secteurs de Tahuacollo, San Miguel et Condorama (préparation de compilations basées sur les informations historiques). Il est important de noter que l'activité d'exploration en 2020 a été limitée et impactée par différents facteurs tels que les contraintes budgétaires dues à la baisse des métaux de bases ainsi que l'obtention des permis communautaires et administratifs dont la délivrance a été fortement impactée par la pandémie mondiale de Covid-19. Fort heureusement les délais de procédure viennent peu à peu à la normale, les différents permis de San Miguel et Sandra 104 nécessaires à l'exploration sont désormais complétés à 90 %.

Activité d'exploration au Maroc :

L'activité opérationnelle au Maroc se concentre principalement sur le titre minier Tighza qui présente des caractéristiques géologiques permettant à CMT d'anticiper une continuité d'exploitation sur le long terme, en effet le filon Plomb argentifère présente une continuité géologique exceptionnelle, ayant permis d'identifier (estimation interne) des ressources de l'ordre de 6 Mt, cette estimation bien que proche des standards internationaux (NI-43-101 et/ou JORC) d'estimation des ressources minières reste une estimation basée sur une méthode de calcul d'estimation interne à partir du logiciel minier QGIS.

Partenariats stratégiques

Au 31 décembre 2020, les accords de partenariats stratégiques ne concernaient plus que (1.) le permis d'exploitation Dorlin détenu par la SMYD (le "**PEX Dorlin**") en partenariat avec la société minière REUNION GOLD Corp. RGD-TSX V dont l'accord a été signé le 07 février 2017 ("**l'Accord avec Réunion**"). En effet, il a été mis fin au cours de l'exercice 2020 à (2.) l'accord de partenariat qui existait depuis le 16 septembre 2014 avec la société NEWMONT ("**l'Accord avec Newmont**") et qui concernait les permis de recherches Iracoubo Sud et Bon Espoir détenus par la société Armina.

1. L'accord avec Reunion Gold

AMG a signé le 4 février 2017 avec Reunion Gold (à laquelle s'est substituée Ressources Réunion ("**Réunion**") à compter du 3 septembre 2018) l'Accord avec Reunion. Ce dernier octroie à Réunion une option d'achat d'une durée de 5 ans lui permettant d'acquérir 75% du PEX Dorlin, AMG conservant les 25% restant ("**l'Option**"). L'Option est soumise à certaines conditions suspensives, notamment le renouvellement du PEX Dorlin et la réalisation par Réunion des due diligences techniques et juridiques sur le projet. L'Option sera valable pour une période de cinq ans à compter de la date à laquelle toutes les conditions suspensives sont remplies. Pour maintenir cette Option, Réunion devait dépenser au moins 3 millions de dollars US au cours des trois premières années. En date du 11 décembre 2019, Réunion, a conformément à l'article 3 de l'avenant n° 1 reporté la date butoir de la réalisation du renouvellement du PEX Dorlin au 31 juillet 2020.

Au 31 décembre 2020 :

- Les dépenses d'exploration de Réunion se sont élevées à 7.555.995 USD ;
- Réunion n'avait pas encore levée l'Option une des conditions suspensives, le renouvellement du PEX Dorlin, n'étant pas intervenues.

Cette condition a été réalisée le 30 juillet 2020. En effet par arrêté ministériel du 30 juillet 2020 publié au Journal Officiel le 8 août 2020, la durée de validité du permis d'exploitation ("**PEX**") de mines d'or et substances connexes, dit "**Permis Dorlin**", attribué à la Société Minière Yaou-Dorlin (SMYD), filiale à 100 % d'AuPlata Mining Group – AMG, dont la demande de renouvellement avait été sollicitée le 6 juillet 2015 a été prolongée jusqu'au 31 juillet 2020, sur une surface réduite de 84 km² à 83,67 km²

Il convient de noter :

- Un PEX confère un droit exclusif d'exploitation des substances mentionnées dans la décision d'octroi (article L. 611-17 du Code Minier). Le PEX seul ne permet pas d'effectuer des travaux d'exploration ou d'exploitation minière, ils nécessitent, selon la nature des travaux, une déclaration (DOTM) ou une autorisation (AOTM) d'ouverture de travaux miniers. Toutefois, seul le titulaire d'un PEX a le droit de demander de telles autorisations dans le secteur visé par le PEX.
- Si un PEX vient à expiration définitive avant la fin des travaux d'exploitation, ceux-ci ne peuvent être poursuivis que sous le régime de la concession (article L 611-27 du Code Minier).
- En accord avec le partenaire de SMYD, Réunion, une demande de concession d'une durée de 25 ans concernant la mine d'or dite "Concession Dorlin" a été déposée le 2 juin 2020 auprès de la DGALN sur la surface du PEX Dorlin.
- Considérant ce que précède et conformément aux dispositions l'article 68-18 du Code Minier¹, la durée de validité du PEX Dorlin est prorogée jusqu'à ce qu'il soit statué sur la demande de concessions déposées le 2 juin 2020.

Du fait du renouvellement du PEX Dorlin intervenu le 30 juillet 2020 et compte tenu des accords existants :

- L'Option est toujours en vigueur ;
- Les conditions préalables incluses dans l'Option ont été remplies dans les temps ;
- Réunion a jusqu'en juillet 2025 pour financer l'étude de faisabilité et potentiellement lever l'Option ;
- Jusqu'à la levée éventuelle de l'Option, AMG reste titulaire à 100% du PEX DORLIN.

2. L'accord avec Newmont

PER IRACOUBO-SUD : conformément aux dispositions de l'arrêté du 13 novembre 2017 qui a prolongé la validité du PER IRACOUBO SUD jusqu'au 2 mars 2020, il y avait un engagement de dépenses minimales à faire sur le PER IRACOUBO SUD d'un montant de 1,5 M€.

Au 31 décembre 2020, le total des dépenses faites s'élevait à 0,3 M€. Notre partenaire dans la JV, Newmont nous a fait savoir que compte tenu des résultats obtenus sur ce PER aucun travail supplémentaire ne se justifiait et qu'en conséquence, aucune dépense n'était prévue en 2020 sur ce PER. Du fait de la non-réalisation de l'engagement de dépenses faites sur le PER IRACOUBO SUD, ce PER est devenu caduc le 2 mars 2020.

PER Bon Espoir : Au 31 décembre 2020 le total des dépenses faites s'élevait à 5,4 M€. Aucune activité d'exploration n'a été réalisée sur ce PER en 2020, Newmont estimant le gisement en l'état de trop petite taille (Estimation du potentiel minéral de 300 Koz). Le camp a été déménagé et les carottes de forages transportés dans un camp d'AMG au lieu-dit "Croisée d'Apatou" sur la route de Paul Isnard situé sur la Commune de Saint-Laurent-du-Maroni.

Courant mai 2020, notre partenaire dans la JV, Newmont nous a fait savoir qu'il souhaitait mettre un terme à la JV. Après discussions, un accord a été signé en date du 3 août 2020 intitulé "Termination Agreement" aux termes duquel, Newmont LaSource et Auplata Mining Group - AMG d'un commun accord mettent fin à la JV.

En application de l'alinéa 4 de l'article 43 du décret du 2 juin 2006 n° 2006-648, le Termination Agreement est conclu sous la condition suspensive de l'obtention d'une décision de non-objection de la part du Ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance, en charge des Mines, laquelle intervient tacitement à défaut de réponse dans un délai de deux mois à compter de la réception de la notification d'AMG informant de la fin de la JV.

Du fait de l'absence de réponse du Ministre, ARMINA reste le titulaire à 100% du PER BON ESPOIR. ARMINA a d'ores et déjà récupéré l'intégralité des données techniques et les carottes réalisées pendant la JV portant tant sur le PER IRACOUBO SUD que sur le PER BON ESPOIR.

Par ailleurs, AMG poursuit la reconnaissance et l'évaluation de propriétés minières en Afrique et en Amérique du Sud possédant un potentiel en métaux stratégiques plus particulièrement en République Démocratique du Congo et au Maroc.

2.9 Perspectives

Dès le début 2021, les activités au Pérou sont stables et en ligne avec les attentes du Groupe, permettant d'envisager un résultat opérationnel positif. La pandémie de la Covid-19 reste un élément pouvant impacter les opérations et la rentabilité des entités du groupe. Les perspectives de production de la Guyane française et de son unité de production Dieu Merci sont en ligne avec les attentes du Groupe, l'unité devrait atteindre une production d'or sur l'ensemble de l'année 2021 de 300 kg. En ce qui concerne CMT, les prévisions pour l'exercice 2021 sont proches des performances réalisées en 2020.

¹ L'article 68-18 du Code Minier dispose : "Si un permis d'exploitation vient à expiration définitive avant la fin des travaux d'exploitation, ceux-ci ne peuvent être poursuivis que sous le régime de la concession. Toutefois, la validité du permis d'exploitation est prorogée de droit sans formalité jusqu'à ce qu'il soit statué sur la demande de concession, pour la zone située à l'intérieur du périmètre de ce permis et faisant l'objet de la demande. Cette dernière n'est pas soumise à concurrence."

Les perspectives envisagées par le Groupe pour l'exercice 2021 sont en résumé les suivantes :

- Une augmentation significative du chiffre d'affaires consolidé par l'intégration de l'activité de CMT sur une base de 12 mois,
- Une augmentation significative du chiffre d'affaires consolidé par l'activité réalisée par l'unité Dieu Merci,
- Dans une moindre mesure une augmentation de l'activité d'AMG Pérou.
- Un résultat opérationnel courant positif pour l'ensemble des entités opérationnelles du Groupe à périmètre constant, c.-à-d. AMG Guyane, AMG Pérou et CMT,

2.10 Impacts liés à la pandémie de la Covid-19

La crise économique découlant de la crise sanitaire causée par la pandémie de la Covid-19 impacte l'ensemble des secteurs d'activité, et ce partout dans le monde. Dans la totalité des pays où le groupe est présent, les gouvernements ont été contraints, à des moments et selon des procédures différentes, de fermer les secteurs économiques jugés non essentiels et partout de procéder à des périodes de confinements généralisées plus ou moins longues. Au sein du Groupe, des mesures immédiates ont été prises, d'autant que le Pérou a été et est encore durement touché par la pandémie. Le Groupe a donc demandé, conformément aux recommandations des autorités, au personnel administratif de se mettre en télétravail autant que possible. Le personnel opérationnel a fait l'objet d'attention particulière, lorsque des cas positifs au Covid-19 ont été identifiés et confirmés les cas dits "contacts" ont à chaque fois fait l'objet de mise en quarantaine et de test. En plus des préconisations gouvernementales, le Groupe a mis en place une procédure selon laquelle personne ne peut monter sur un site isolé, s'il n'a pas un test PCR négatif 72 heures avant.

Plus largement, les impacts économiques de la Covid-19 sont complexes à identifier de manière exhaustive, toutefois le Groupe identifie à ce jour les impacts suivants :

- Augmentation des coûts opérationnels liés aux quarantaines, soins médicaux et ensembles des dispositifs visant la circonscription du risque de transmission,
- Diminution de la productivité principalement liée à la limitation du nombre d'effectifs dans le cadre du respect de la distanciation et des mises en quarantaine,
- Difficultés d'approvisionnement, les circuits habituels ayant été pour certains fermés ou ralentis et ce plus particulièrement les biens nécessitant l'utilisation des voies fluviales et aériennes,
- Augmentation des prix de certains consommables eu égard aux ruptures de chaînes d'approvisionnement et à l'inflation de certaines matières premières,
- Report d'investissements, ralentissement dans la production ou la livraison du matériel opérationnel, limitation voire impossibilité des déplacements des consultants et experts externes,

En résumé, le secteur minier n'a pas été épargné, cependant le Groupe n'a pas à déplorer de fermeture de ses installations pour cause de la Covid-19, il a dû cependant procéder à une fermeture temporaire de l'un de ces sites en Guyane française du fait du confinement générale et donc de l'indisponibilité du personnel opérationnel.

Concrètement, cela signifie pour le Groupe que grâce à la réactivité des comités exécutifs qui ont pris les bonnes décisions et à l'implication de l'ensemble de ses salariés la production a pu être maintenue (Pérou et Maroc). En effet, le risque majeur reste une mise à l'arrêt d'un site qui aurait comme incidences, outre la perte de chiffre d'affaires, des coûts de redémarrage significatifs et une éventuelle perte des talents qui composent les équipes opérationnelles.

Les impacts énumérés ci-dessus peuvent se traduire dans les comptes par une contraction de la valeur de marché des actifs opérationnels et financiers, par une diminution des sources de liquidités. Le Groupe n'est pas significativement endetté auprès des institutions financières. Le Groupe n'est pas soumis au risque des taux, les emprunts sont majoritairement à taux fixe, le Groupe reste soumis au risque de liquidité.

Sur l'année 2020, les activités accusent une perte de rentabilité sans toutefois remettre en cause la stratégie de croissance du Groupe initiée dès le second semestre 2018 par la nouvelle direction. Au vu des prévisions et du comportement de la demande globale en métaux en lien étroit avec l'activité industrielle, celle-ci pourrait retrouver un rythme raisonnable qu'au second semestre 2021. Le Groupe n'anticipe pas de reprise significative de l'activité industrielle avant le second semestre 2021 dans la mesure où le risque sanitaire serait sous contrôle.

Élément positif, les cours des métaux non-ferreux (Zinc, Plomb,) ont amorcé une reprise depuis le mois de juin 2020.

2.11 Principaux risques et incertitudes

Les activités du Groupe sont exposées à certains facteurs de risques notamment sur le plan environnemental, politique, juridique, monétaire, social, opérationnel. Une information détaillée au sujet des facteurs de risques figure au Point 8 du rapport de gestion. Ces risques sont susceptibles de survenir postérieurement à l'exercice 2020.

2.12 Continuité d'exploitation

Les administrateurs considèrent que la Société AMG émettrice des titres et le Groupe disposent de ressources financières suffisantes pour continuer à opérer dans un avenir prévisible. Dans ce cadre, les actionnaires de références confirment donner le support financier nécessaire au financement du Groupe. Par conséquent, les administrateurs retiennent le principe de continuité d'exploitation dans le cadre de la préparation des comptes annuels sociaux et comptes consolidés du Groupe. D'autres détails sont inclus dans la Note 11 du Rapport Financier Annuel du Groupe.

2.13 Transactions avec les parties liées

Les principales transactions entre parties liées sont relatives aux avances en trésorerie octroyées au Groupe par ses actionnaires de référence, et par les prêts de titres octroyés dans le cadre de la garantie financière liée à l'emprunt contracté dans le cadre du financement du Groupe. D'autres détails sont inclus dans la Note 12 ci-après des états financiers consolidés du Groupe.

3 COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2019

3.1 Compte de résultats consolidés

En '000€	Notes	31-12-20	31-12-19
Chiffre d'affaires	7.1	49.203	18.832
Achats et services	7.2	(25.611)	(15.364)
Charges de personnel	7.3	(14.534)	(8.168)
Impôts et taxes		(423)	(306)
Dotations aux amortissements et provisions	7.5	(13.660)	(5.281)
Autres produits et charges d'exploitation	7.4	1.257	6.449
Résultat opérationnel courant		(3.769)	(3.838)
Produits et charges non récurrents	7.6	(1.560)	(2.489)
Résultat opérationnel		(5.328)	(6.327)
Résultat financier	7.7	(9.472)	(4.750)
Résultat courant		(14.800)	(11.078)
Impôt sur le résultat	7.8	(2.727)	1.006
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence		0	21
Résultat après impôts des activités poursuivies		(17.528)	(10.051)
Résultat net des activités non poursuivies		0	0
Résultat net		(17.528)	(10.051)
dont part du Groupe		(22.121)	(10.048)
dont part des intérêts ne conférant pas le contrôle		4.593	(3)
Nombre moyen pondéré d'actions		274.208.500	263.127.741
Dividende par action versé au titre de l'exercice		0	0
Résultat par action des activités poursuivies, en euros		(0,08)	(0,04)
Résultat par action des activités abandonnées, en euros		0	0
Actions potentielles dilutives		0	0
Nombre moyen pondéré d'actions après dilution		274.208.500	263.127.741
Résultat par action dilué des activités poursuivies, en euros		(0,08)	(0,04)
Résultat par action dilué des activités abandonnées, en euros		0	0

Conformément à la norme IFRS 3, la prise de contrôle indirecte de CMT par le groupe AMG est traitée comptablement comme un "Regroupement d'Entreprises". Les comptes consolidés 2020 comprennent, la contribution du groupe AMG pour une période de 12 mois ainsi que la contribution de CMT pour une période de 10 mois, par simplification, bien que la date du changement de contrôle soit juridiquement intervenue le 19 février 2020, d'un point de vue comptable il a été retenu le 28 février 2020.

Pour mémoire, les Comptes annuels 2019 comprennent l'entité AMG Pérou (pour 12 mois) ainsi que la contribution d'AMG et de ses filiales (SMYD, Armina, Verdal et OMCI) pour une période de 10 mois, par simplification, bien que la date du changement de contrôle soit juridiquement intervenue le 20 février 2019, d'un point de vue comptable il a été retenu le 28 février 2019.

3.2 État des autres éléments résultat global

En '000€	Notes	31-12-20	31-12-19
Résultat net	3.1	(17.528)	(10.051)
Ecart de conversion		(5.535)	207
Eléments recyclables en résultat		(5.535)	207
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies			
Réévaluation des instruments de capitaux propres		(760)	(3.684)
Impôts			-
Eléments non recyclables en résultat		(760)	(3.684)
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		(23.823)	(13.528)
dont part du Groupe		(24.230)	(13.525)
dont part des intérêts ne conférant pas le contrôle		406	(3)

Conformément à la norme IFRS 3, la prise de contrôle indirecte de CMT par le groupe AMG est traitée comptablement comme un "Regroupement d'Entreprises". Les comptes consolidés 2020 comprennent, la contribution du groupe AMG pour une période de 12 mois ainsi que la contribution de CMT pour une période de 10 mois, par simplification, bien que la date du changement de contrôle soit juridiquement intervenue le 19 février 2020, d'un point de vue comptable il a été retenu le 28 février 2020.

Les Comptes annuels 2019 comprennent l'entité AMG Pérou (pour 12 mois) ainsi que la contribution d'AMG et de ses filiales (SMYD, Armina, Verdal et OMCI) pour une période de 10 mois, par simplification, bien que la date du changement de contrôle soit juridiquement intervenue le 20 février 2019, d'un point de vue comptable il a été retenu le 28 février 2019.

Les autres éléments du résultat global se composent principalement d'un écart de conversion (-5,5 M€) provenant de l'intégration de la branche d'activité marocaine (CMT). En 2019, les autres éléments du résultat global se composent en majeure partie d'une réévaluation des instruments de capitaux propres, il s'agit principalement de la mise à la juste valeur au 31 décembre 2019 des titres OSEAD à concurrence de -3,5 M€, le solde étant la mise à la juste valeur des titres ELEMENT ASA (Note 6.3.1 du Rapport financier annuel 2019).

3.3 Bilan consolidé - Actif

Actif (en '000€)	Notes	31-12-20	31-12-19
Actifs non courants		271.811	82.169
Écarts d'acquisition	6.1	21.844	0
Immobilisations incorporelles	6.1	193.779	31.867
Immobilisations corporelles	6.1	52.850	28.315
Immobilisations financières	6.2	3.323	21.799
Titres mis en équivalence			(0)
Impôt différé		15	189
Autres actifs non courants		0	0
Actifs courants		36.573	11.613
Stocks et en-cours	6.3	6.500	1.543
Créances commerciales et autres créances	6.4	15.805	10.047
Trésorerie et autres équivalents de trésorerie	6.5	14.268	22
Actifs destinés à la vente		0	0
Total de l'actif		308.384	93.783

Conformément à la norme IFRS 3, la prise de contrôle indirecte de CMT par le groupe AMG est traitée comptablement comme un "Regroupement d'Entreprises". Les comptes consolidés 2020 comprennent, la contribution du groupe AMG pour une période de 12

mois ainsi que la contribution de CMT pour une période de 10 mois, par simplification, bien que la date du changement de contrôle soit juridiquement intervenue le 19 février 2020, d'un point de vue comptable il a été retenu le 28 février 2020.

Les Comptes annuels 2019 comprennent l'entité AMG Pérou (pour 12 mois) ainsi que la contribution d'AMG et de ses filiales (SMYD, Armina, Verdal et OMCI) pour une période de 10 mois, par simplification, bien que la date du changement de contrôle soit juridiquement intervenue le 20 février 2019, d'un point de vue comptable il a été retenu le 28 février 2019.

3.4 Bilan consolidé – Passif

Passif (en '000€)	Notes	31-12-20	31-12-19
Capitaux propres (part du Groupe)	6.6	10.093	25.386
Capital		137.104	191.946
Primes		0	0
Réserves et résultat consolidés		(127.011)	(166.560)
Intérêts ne conférant pas le contrôle	6.6	119.785	(127)
Passifs non courants		109.743	10.852
Provisions	6.7	15.997	6.561
Emprunts dettes financières à plus d'un an	6.8	56.013	656
Impôts différés	6.10	33.412	2.135
Autres passifs non courants		4.321	1.500
Passifs courants		68.763	57.672
Provisions	6.7	2.196	1.584
Emprunts et dettes financières à moins d'un an	6.8	40.779	36.540
Dettes commerciales et autres dettes	6.9	25.787	19.548
Passifs liés à des actifs destinés à la vente		0	0
Total du passif et des capitaux propres		308.384	93.783

Conformément à la norme IFRS 3, la prise de contrôle indirecte de CMT par le groupe AMG est traitée comptablement comme un "Regroupement d'Entreprises". Les comptes consolidés 2020 comprennent, la contribution du groupe AMG pour une période de 12 mois ainsi que la contribution de CMT pour une période de 10 mois, par simplification, bien que la date du changement de contrôle soit juridiquement intervenue le 19 février 2020, d'un point de vue comptable il a été retenu le 28 février 2020.

Les comptes consolidés 2019 comprennent l'entité AMG Pérou (pour 12 mois) ainsi que la contribution d'AMG et de ses filiales (SMYD, Armina, Verdal et OMCI) pour une période de 10 mois, par simplification, bien que la date du changement de contrôle soit juridiquement intervenue le 20 février 2019, d'un point de vue comptable il a été retenu le 28 février 2019.

Le capital social du nouvel ensemble consolidé est au 31 décembre 2020 de 137,1 M€ (Note 6 .7).

3.5 Tableau de flux de trésorerie consolidé

En '000€	Notes	31-12-20	31-12-19
Résultat après impôt des activités poursuivies	3	(17.528)	(10.051)
Charges et produits calculés	7.5	13.428	-1.290
Plus et moins-values de cessions et mises au rebut		7	4.521
QP de résultat des sociétés mises en équivalence		-	(21)
Charges et produits non récurrents (sans incidence sur la trésorerie)	7.6	622	(2.489)
Capacité d'autofinancement (avant neutralisation du coût de l'endettement financier net et des impôts)		(3.471)	(9.331)
Coût de l'endettement financier net	7.7	9.084	3.458
Charge d'impôt	7.8	2.727	(1.006)
Capacité d'autofinancement (après neutralisation du coût de l'endettement financier net et des impôts)		8.341	(6.879)
Impôts versés		(4.664)	40
Variation du besoin en fonds de roulement	BFR	(5.716)	4.205
Flux net de trésorerie généré par l'activité des activités poursuivies		(2.039)	(2.635)
Opérations d'investissement			
Décaissement / acquisition immobilisations incorporelles		(578)	(2.040)
Décaissement / acquisition immobilisations corporelles		(4.812)	(2.728)
Encaissement / cession immobilisations corporelles et incorporelles		637	-
Encaissement du crédit d'impôt pour investissement Outre Mer		5.836	-
Décaissement / acquisition de titres		(296)	(8.720)
Encaissement / cession immobilisations de titres		94	485
Trésorerie nette / acquisitions et cessions de filiales	5.3.1	14.838	411
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement des activités poursuivies		15.719	(12.592)
Opérations de financement			
Cession d'actions Auplata		0	863
Augmentation de capital ou apports		-	-
Dividendes versés aux actionnaires de la mère		0	0
Dividendes versés aux intérêts ne conférant pas le contrôle		-	-
Encaissements provenant d'emprunts	6.8	6.686	10.515
Remboursement d'emprunts	6.8	(4.534)	(185)
Variation des comptes courants avec les parties liées		(457)	4.104
Intérêts financiers net versés		(984)	(338)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement des activités poursuivies		711	14.959
Variation de trésorerie		14.391	(267)
Incidence des variations de taux de change		(447)	1
Trésorerie à l'ouverture		(261)	5
Reclassements de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	6.5	13.682	(261)

Conformément à la norme IFRS 3, la prise de contrôle indirecte de CMT par le groupe AMG est traitée comptablement comme un "Regroupement d'Entreprises". Les comptes consolidés 2020 comprennent, la contribution du groupe AMG pour une période de 12 mois ainsi que la contribution de CMT pour une période de 10 mois, par simplification, bien que la date du changement de contrôle soit juridiquement intervenue le 19 février 2020, d'un point de vue comptable il a été retenu le 28 février 2020.

Les Comptes annuels 2019 comprennent l'entité AMG Pérou (pour 12 mois) ainsi que la contribution d'AMG et de ses filiales (SMYD, Armina, Verdal et OMCI) pour une période de 10 mois, par simplification, bien que la date du changement de contrôle soit juridiquement intervenue le 20 février 2019, d'un point de vue comptable il a été retenu le 28 février 2019.

Détail du besoin de fonds de roulement mentionné dans le tableau des flux de trésorerie consolidés

<i>En '000€</i>	<i>Variation cash</i>
Stocks nets	(227)
Clients nets	2.309
Avances et acomptes	(551)
Autres Debiteurs	2.245
Fournisseurs débiteurs	0
Charges constatées d'avance	37
Sous totaux	3.813
Dettes fournisseurs	(2.221)
Dettes fiscales et sociales	1.245
Dettes diverses	(915)
Autres	(12)
Sous totaux	(1.903)
Besoin en fonds de roulement	5.716

3.6 État des variations des capitaux propres consolidés

En '000€	Références	Capital	Primes	Réserves et résultat consolidés	Part du Groupe	Part ne conférant pas le contrôle	Capitaux Propres
	01-01-19	154.655	0	(147.007)	7.649	0	7.649
Résultat net				(10.048)	(10.048)	(4)	(10.052)
Actifs financiers à la juste valeur par les réserves non recyclables				(3.684)	(3.684)	0	(3.684)
Ecart de conversion				207	207	0	207
Résultat global		0	0	(13.525)	(13.525)	(4)	(13.529)
Acquisition inversée AMG (ex Auplata)		64.712	0	(34.011)	30.701	(123)	30.578
Juste valeur (nette d'impôt différé) de la Dette Sail		0	0	20.431	20.431	0	20.431
Réduction de capital		(27.421)	0	27.421	0	0	0
Annulation et P/MV actions propres AMG (ex Auplata)				(19.900)	(19.900)		(19.900)
Autres impacts		0	0	30	30	0	30
	31-12-19	191.946	0	(166.561)	25.386	(127)	25.259
Résultat net	(a)			(22.121)	(22.121)	4.593	(17.528)
Actifs financiers à la juste valeur par les réserves non recyclables	(b)			27	27		27
Variation de juste valeur des actifs de couverture	(c)			(291)	(291)	(497)	(788)
Ecart de conversion	(d)			(1.846)	(1.846)	(3.690)	(5.535)
Résultat global		0	0	(24.230)	(24.230)	406	(23.823)
Annulation et P/MV actions propres AMG (ex Auplata)	(e)			8.945	8.945	19	8.965
Réduction de capital	(f)	(54.842)		54.842	0		0
Acquisition du Groupe OSEAD	(g)				0	119.402	119.402
Diminution du pourcentage d'intérêt induite par l'acquisition d'actions d'autocontrôle	(h)			(82)	(82)	82	0
Autres impacts	(i)	0	0	74	74	2	76
	31-12-20	137.104	0	(127.011)	10.093	119.785	129.878

Conformément à la norme IFRS 3, la prise de contrôle indirecte de CMT par le groupe AMG est traitée comptablement comme un "Regroupement d'Entreprises". Les comptes consolidés 2020 comprennent, la contribution du groupe AMG pour une période de 12 mois ainsi que la contribution de CMT pour une période de 10 mois, par simplification, bien que la date du changement de contrôle soit juridiquement intervenue le 19 février 2020, d'un point de vue comptable il a été retenu le 28 février 2020.

Les Comptes annuels 2019 comprennent l'entité AMG Pérou (pour 12 mois) ainsi que la contribution d'AMG et de ses filiales (SMYD, Armina, Verdal et OMCI) pour une période de 10 mois.

En revanche, conformément à IFRS 3, le capital social du nouvel ensemble consolidé correspond au capital social de la société acquéreuse sur le plan juridique, soit celui de la société AMG.

Les réserves consolidées du groupe augmentent de 39,6 M€ :

(a) -22,1 M€ (perte) de résultat net part du groupe ;

(d) -1,8 M€ d'écart de conversion ;

(e) +8,9 M€ de reprise de moins-value sur la réalisation des titres auto détenus et présentés au travers des réserves consolidées du groupe ;

(f) + 54,8 M€ suite à la réduction de capital par apurement des pertes pour le même montant. A l'issue de l'opération, le capital social se monte à 137,1 M€ ;

(g) Hausse de +119,8 M€ d'intérêts minoritaires ne conférant pas le contrôle dans le cadre du Regroupement d'Entreprises - IFRS3, et relatif à la prise de contrôle du Fonds OSEAD détenant directement 100 % d'Osead Mining Maroc, détenant elle-même 37,04 % de CMT ;

4 ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2020

4.1 Information générale

AMG cotée sur la bourse de Paris (Euronext Growth) depuis décembre 2006, est un groupe minier polymétallique d'exploitation et d'exploration minière. AMG est actuellement présente en Guyane française, au Pérou, au Maroc à travers sa filiale CMT cotée sur la bourse de Casablanca, et en Côte d'Ivoire.

AMG mène une stratégie industrielle et financière dynamique, durable et novatrice de mise en valeur de gisements de métaux précieux et de base à forts potentiels avec une implication des acteurs locaux. L'objectif de la société est de produire les métaux de demain nécessaires à la transition énergétique de manière propre et responsable, tout en essayant d'apporter à la France une source d'approvisionnement nationale en métaux stratégiques.

Aux termes d'un Protocole d'investissement conclu le 19 février 2020, AMG a procédé à l'acquisition du solde des parts du fonds OSEAD FUND, soit 6.015 parts, représentant 60,15% du capital, auprès de la société MANCO GROUPE OSEAD S.A., pour un prix de cession global de EUR 25.004.355,00. La date de réalisation du contrat (« Date of Completion ») est définie par le Protocole comme étant le 19 février 2020. AMG est ainsi devenue propriétaire de 100 % des parts d'OSEAD FUND. Ces parts sont détenues par AMG en pleine propriété ; AMG dispose de l'intégralité des droits d'un détenteur de parts de fonds. Cette acquisition lui permet de détenir désormais indirectement, par l'intermédiaire de la société OSEAD MAROC MINING (ci-après « OMM »), 37,04 % du capital et des droits de vote de la société COMPAGNIE MINIÈRE DE TOUISSIT (ci-après « CMT »), cotée à la bourse de Casablanca, Maroc.

AMG doit comptabiliser, dans ses comptes consolidés, à partir de la date d'acquisition du 19 février 2020, sa prise de contrôle de l'ensemble formé par OSEAD FUND-OMM-CMT en application des dispositions d'IFRS 3, ceci impliquant notamment :

- ◆ D'évaluer l'ensemble des actifs et passifs identifiables repris à leur juste valeur à la date d'acquisition
- ◆ D'évaluer la contrepartie transférée à sa juste valeur
- ◆ D'évaluer les parts du fonds OSEAD FUND précédemment détenues à leur juste valeur en date de prise de contrôle
- ◆ D'en déduire le goodwill ou badwill à comptabiliser au bilan.
- ◆ De reconnaître dans ses capitaux propres les intérêts minoritaires évalués en en date prise de contrôle soit à leur juste valeur.

À l'issue du Regroupement d'Entreprises, AMG détient directement la totalité des actions d'OSEAD Fund détenant indirectement 37,04% de CMT.

Le financement accordé par SAS (San Antonio Securities LLC) à AMG porte sur la totalité du prix d'acquisition des parts d'OSEAD FUND, soit un montant de 25,0 M€, et sur lequel 21,3 M€ ont été payés en respect des conventions (Note 6.8).

4.2 Faits marquants du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020

- ◆ En février 2020, apparition de la pandémie de la Covid-19, dont les répercussions sur le Groupe ont notamment été :
 - En Guyane française, mise à l'arrêt de la production de l'usine de traitement de "Dieu Merci" entre avril et juin 2020 qui a nécessité un processus de redémarrage de l'usine ayant entraîné une reprise de la production en octobre 2020,
 - Dans l'ensemble des sites de production, mise en place de procédures spécifiques en plus des recommandations de distanciation et de gestion des tests PCR avant toute rotation des équipes (test PCR de moins de 72 heures négatif obligatoire pour toute personne se rendant sur le site),
 - Rupture des chaînes d'approvisionnements dans l'ensemble des sites du Groupe, tant sur les consommables que sur la capacité d'obtenir dans les délais des prestations externes,
 - Augmentation des coûts structurels due à la mise en place des procédures de protection sanitaire face à la pandémie de la Covid-19,
 - Gestion des difficultés liées à la poursuite des opérations au regard de la pandémie de la Covid-19 et ce dans l'ensemble des sites en production (AMG, AMG Pérou et CMT).
 - Le Groupe a également bénéficié de financements de type « relance », au Pérou un crédit « reactiva » a été contracté pour un montant de 0,5 M€, au Maroc un crédit de relance de 5,8 M€ a été contracté par CMT, en Guyane française, divers reports d'échéances (charges sociales, fournisseurs) ont été obtenus en complément de la mise en chômage partiel du personnel durant le mois d'avril 2020.
- ◆ Consolidation d'une junior minière polymétallique et de métaux précieux présente notamment en Guyane française, au Pérou et au Maroc. L'opération de Regroupement d'Entreprises (IFRS3) avec CMT a été finalisée d'un point de vue juridique en date du 19

février 2020, les principales étapes sont identifiées ci-après :

- Acquisition du solde des titres OSEAD Fund, permettant d'augmenter la participation d'AMG dans OSEAD Fund de 39,85 % au 31 décembre 2019 à 100 % au 19 février 2020, soit un investissement de 25,0 M€, permettant ainsi à AMG de détenir indirectement au travers d'OSEAD Fund et d'Osead Mining Maroc 37,04% de CMT et de prendre le contrôle de CMT dans le respect de la norme IFRS10.
- Les actifs et passifs au 28 février 2020 de CMT sont présentés dans la section 5.3 ci-après du présent Rapport Annuel 2020. Ces comptes représentent la situation d'entrée dans le nouveau groupe constitué. Le Regroupement

d'Entreprises - IFRS3 fait apparaître un *Goodwill* résiduel après exercice d'allocation du prix d'acquisition de 21,8 M€ qui se détermine par la différence entre la juste valeur de l'actif net acquis 23,6 M€ à la date d'entrée dans le périmètre et la valeur d'acquisition et le coût d'acquisition qui se monte à 45,5 M€.

- ◆ Partenariat au travers d'une Joint-Venture entre AMG et CMT ayant pour but le développement et la valorisation des actifs miniers d'AMG en Guyane française.
- ◆ Les charges opérationnelles non récurrentes se composent du don de 0,8 M€ réalisé par CMT dans le cadre du fonds de solidarité créé par le Roi, Sa Majesté Mohamed VI.

4.3 Base de préparation des états financiers

En application des règlements européens, les états financiers du Groupe sont préparés en conformité avec les normes comptables internationales applicables au sein de l'Union européenne au 31 décembre 2020 (IAS/IFRS).

Les états financiers consolidés et les comptes sont présentés en milliers d'euros, arrondis au millier d'euros le plus proche.

Compte tenu de la modification significative de l'information financière liée à ce Regroupement d'Entreprises au sens de la norme IFRS 3, le présent rapport contient dans chacune des notes, si nécessaire, les informations spécifiques.

La publication de ces Comptes consolidés annuels a été autorisée par le Conseil d'Administration du 21 mai 2021.

4.4 Monnaie de présentation des comptes consolidés 2020

En application d'IAS 21.38, une entité peut présenter ses états financiers dans la monnaie de son choix. Le Groupe a choisi de présenter ses comptes en euros. La monnaie de présentation et fonctionnelle du Groupe sera l'EURO.

La monnaie fonctionnelle des comptes de AMG Pérou est l'USD, CMT quant à elle présente ses comptes en MAD (monnaie fonctionnelle)

Les comptes 2019 et 2020 d'AMG Pérou ont donc été convertis en euros selon les modalités suivantes :

Les taux de conversion de l'USD en euros retenus pour 2019 sont :

- ◆ Taux moyen 2019 : 0,8933
- ◆ Taux de clôture 2019 : 0,8912

Les taux de conversion de l'USD en euros retenus pour 2020 sont :

- ◆ Taux moyen 2020 : 0,8755
- ◆ Taux de clôture 2020 : 0,8149

Les comptes 2020 de CMT rapportés en MAD ont été convertis en euros selon les modalités suivantes :

- ◆ Taux moyen 2020 : 0,09176
- ◆ Taux de clôture 2020 : 0,09171

4.5 Principes de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le Groupe détient, directement ou indirectement, le contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale. L'analyse de la détention au sens de la norme IFRS 10 appliquée à la détention d'OSEAD Fund et indirectement de 37,04% de CMT a démontré le contrôle d'AMG sur l'ensemble de la chaîne de détention. Les sociétés OMM et CMT ainsi que le fonds OSEAD ont été consolidés par intégration globale.

Conformément à la norme IFRS 10, un investisseur contrôle une entité si l'ensemble des trois conditions suivantes sont remplies : détention du pouvoir, exposition / droit à des retours variables et capacité à influencer les retours.

- ◆ **Détention du pouvoir** : droits effectifs conférant la capacité actuelle de diriger les activités pertinentes, à savoir les activités qui ont une incidence importante sur les rendements de l'entité (IFRS10.10). Parmi les droits susceptibles de conférer à l'investisseur le pouvoir, IFRS 10.B15 cite les suivants :

- Les droits de vote (ou de droits de vote potentiels) dans l'entité émettrice ;
 - Le droit de nommer, de réaffecter ou de révoquer les principaux dirigeants de l'entité émettrice qui ont la capacité de diriger les activités pertinentes ;
 - Le droit de nommer une autre entité pour diriger les activités pertinentes ou de révoquer l'entité qui les dirige ;
 - Le droit de diriger l'entité émettrice de manière qu'elle conclue des transactions, ou d'opposer son veto à la modification de transactions, au profit de l'investisseur ;
 - D'autres droits (comme les droits décisionnels stipulés dans un contrat de gestion) qui donnent à leur détenteur la capacité de diriger les activités pertinentes.
- ❖ Exposition / droit à des retours variables : les rendements tirés du fait des liens avec l'entité peuvent varier selon la performance de l'entité (IFRS10.15),
 - ❖ Capacité à influencer les retours : capacité d'utiliser son pouvoir pour influencer sur les rendements obtenus du fait du lien avec l'entité (IFRS10.17).

Les sociétés dans lesquelles le Groupe a une influence notable, y compris les sociétés étrangères, sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. L'influence notable est présumée lorsque le Groupe détient plus de 20% des droits de vote.

Les acquisitions ou cessions de sociétés intervenues en cours d'exercice sont prises en compte dans les états financiers consolidés à partir de la date de prise d'effet du contrôle exclusif ou de l'influence notable ou jusqu'à la date de perte de celles-ci.

La consolidation est réalisée à partir de comptes établis au 31 décembre 2020.

La liste des filiales et participations consolidées est présentée en Note 5.2 de l'Annexe aux comptes consolidés.

4.6 Référentiel comptable

Les principes comptables retenus pour la préparation des états financiers consolidés au 31 décembre 2020 sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne applicables au 31 décembre 2020.

Les méthodes comptables utilisées pour les comptes consolidés sont identiques à celles utilisées pour la préparation des comptes d'AMG au 31 décembre 2019, à l'exception des nouvelles normes et le changement de règle comptable ci-dessous, effectifs à partir du 1^{er} janvier 2020. La nature et les effets de ces changements sont détaillés ci-après.

AMG a décidé de ne pas adopter par avance d'autres normes, interprétations ou amendements qui auraient été émis, mais qui ne sont pas encore applicables.

Normes, amendements et interprétations applicables à compter du 1^{er} janvier 2020

- ❖ Modifications apportées à la définition du matériel par l'IAS 1 et l'IAS 8
- ❖ Modifications apportées aux IFRS 3 Regroupements d'entreprises : définition d'une entreprise
- ❖ Modifications apportées aux IFRS 9, à l'IAS 39 et IFRS 7 taux d'intérêt (Benchmark Reform) – Phase 1
- ❖ Modifications apportées aux références au cadre conceptuel dans les normes IFRS

Le Groupe a appliqué les nouvelles normes et interprétations applicables au 1^{er} janvier 2020. Ces applications n'ont pas eu d'impacts significatifs dans les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2020.

Nouvelles normes, interprétations et amendements des normes IFRS publiés et appliqués de manière anticipée par le Groupe à compter du 1^{er} janvier 2020 : Néant

Nouvelles normes, interprétations et amendements des normes IFRS publiés, mais non encore applicables ou non appliqués de manière anticipée par le Groupe à compter du 1^{er} janvier 2020 :

- ❖ IFRS 17 Contrats d'assurance (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2023, mais non encore adoptée au niveau européen)
- ❖ Amendements à IAS 1 Présentation des états financiers : classification de passifs comme courants ou non-courants (applicables pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2023, mais non encore adoptés au niveau européen)
- ❖ Amendements à IAS 1 Présentation des états financiers et IFRS Practice Statement 2 : Note sur les méthodes comptables (applicables pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2023, mais non encore adoptés au niveau européen)
- ❖ Amendements à IAS 8 Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs : Définition d'estimations comptables (applicables pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2023, mais non encore adoptés au niveau européen)

- ❖ Amendements à IAS 16 Immobilisations corporelles : produits antérieurs à l'utilisation prévue (applicables pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2022, mais non encore adoptés au niveau européen)
- ❖ Amendements à IAS 37 Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels : contrats déficitaires - Coût d'exécution du contrat (applicables pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2022, mais non encore adoptés au niveau européen)
- ❖ Amendements à IFRS 3 Regroupements d'entreprises : référence au cadre conceptuel (applicables pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2022, mais non encore adoptés au niveau européen)
- ❖ Amendements à IFRS 4 Contrats d'assurance – report de la norme IFRS 9 (applicables pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2021)
- ❖ Amendements aux IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 et IFRS 16 Réforme des taux d'intérêt de référence – phase 2 (applicables pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2021)
- ❖ Amendement à IFRS 16 Contrats de location : Allègements de loyer liés à la COVID-19 (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er juin 2020)
- ❖ Améliorations annuelles 2018–2020 des IFRS (applicables pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2022, mais non encore adoptées au niveau européen)

Ces nouveaux textes n'ont pas encore été adoptés par l'Union européenne et ne peuvent donc pas être appliqués par anticipation, quand bien même la norme l'autoriserait. Le Groupe n'a pas encore finalisé l'analyse des impacts de ces normes.

4.7 Changement de méthodes comptables

Néant.

4.8 Activités non poursuivies

Néant.

4.9 Données comparatives et données proforma

4.9.1 Données comparatives

En 2019, le rapprochement entre AMG et AMG Pérou intervenu fin février 2019 a été traité dans les comptes consolidés comme une acquisition inversée au sens d'IFRS 3, AMG Pérou ayant été identifiée comptablement comme la société acquéreuse et AMG la société cible. Il a résulté de cette opération de prise de contrôle, qui a été réalisée par étapes, dans les comptes 2019 :

- La cession de la quote-part de titres AMG antérieurement détenue en tant que mise en équivalence, conduisant à la constatation d'un résultat négatif de cession de - 3,9 M€ comptabilisé en autres produits et charges d'exploitation dans les comptes consolidés 2019,
- L'entrée d'AMG dans le périmètre à compter du rapprochement : les comptes consolidés 2019 comprennent ainsi les résultats d'AMG Pérou pour 12 mois, et les résultats d'AMG pour 10 mois. A noter que si les comptes consolidés 2019 avaient pris en compte la société AMG et ses filiales pour 12 mois d'activité en 2019, le chiffre d'affaires du groupe se serait élevé à 18,8 M€ et le résultat net à -12,9 M€.
- Et enfin, la réévaluation de ce nouvel ensemble à la date de prise de contrôle, conduisant à la constatation d'un badwill de 11,6 M€ comptabilisé en 2019 en autres produits et charges d'exploitation.

Le Groupe a finalisé l'analyse de l'évaluation des actifs et passifs d'AMG dans les 12 mois suivant le rapprochement. Cette analyse n'a pas conduit le Groupe à comptabiliser d'ajustement. Le Groupe justifie ce badwill par l'anticipation des pertes comptables attendues entre la période d'acquisition et la période de démarrage de l'usine. L'analyse du résultat opérationnel courant de l'exercice 2019 présentait une perte de 10,3 M€, à cette perte (résultat courant) s'additionne celle de l'exercice 2020 de -10,2 M€ (résultat courant), l'unité de Dieu Merci n'ayant pu redémarrer sa production, après une période d'arrêt liée à la pandémie de la Covid19, qu'en octobre 2020.

4.9.2 Données proforma relative à l'entrée de périmètre intervenue sur 2020.

Comme exposé en note 5.1, le Groupe a pris le contrôle du fonds Osead, détenant lui-même Osead Mining Maroc, et elle-même CMT à hauteur de 37,04%. Il résulte de cette opération de regroupement, l'entrée de périmètre de ces trois entités à la date de prise de contrôle soit le 28 février 2020. Les comptes consolidés 2020 comprennent donc 12 mois de résultat du Groupe AMG et 10 mois de résultat des entités Osead Mining Maroc, Fonds Osead et CMT.

Si les comptes consolidés 2020 avaient tenus compte des résultats sur 12 mois de ces trois entités, le chiffre d'affaires et le résultat net consolidés auraient été les suivants :

01/01/2020 - 31/12/2020	Groupe AMG (cptes statutaires)	OMM (2 mois)	OSEAD (2 mois)	CMT (2 mois)	2020 Proforma
CA	49.203	0	0	4.107	53.310
Résultat net (Groupe + intérêts minoritaires)	(17.528)	(464)	(135)	985	(17.142)

4.10 Méthodes et règles d'évaluation

Les états financiers sont préparés selon le principe du coût historique, à l'exception des postes pour lesquels les normes IFRS requièrent une évaluation à la juste valeur.

La préparation des états financiers implique que la direction du Groupe procède à des estimations, s'appuyant sur certaines hypothèses et sur l'appréciation des géologues experts pour l'estimation des ressources minières qui ont une incidence sur les montants d'actifs (principalement les droits miniers inscrits en immobilisations incorporelles) et de passifs (principalement les provisions pour remise en état des sites) inscrits au bilan consolidé, les montants de charges et de produits reconnus au compte de résultat, mais également sur les engagements relatifs à la période arrêtée. S'agissant d'estimations, les résultats réels ultérieurs pourraient être différents.

Ces hypothèses concernent principalement l'évaluation :

- ◆ De la valeur recouvrable des actifs incorporels et des actifs d'impôts différés ;
- ◆ De la valeur recouvrable des actifs miniers ;
- ◆ Des provisions pour risques et charges ;
- ◆ Des provisions pour litiges ;
- ◆ Des provisions pour avantages accordés au personnel ;
- ◆ Des provisions pour remise en état des sites ;
- ◆ La valorisation des instruments dérivés ;

4.10.1 Événements postérieurs à la date de clôture

Les événements survenant entre la date de clôture et l'autorisation de leur publication par le Conseil d'Administration ne donnent lieu à un ajustement que s'ils révèlent, précisent ou confirment des situations existantes à la date de clôture.

4.10.2 Résultat par action

Le Groupe présente dans ses états financiers un résultat par action et un résultat dilué par action. Le résultat par action est égal au résultat net attribuable aux porteurs d'actions ordinaires divisé par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation sur l'exercice. Le calcul du résultat dilué par action prend en compte tous les instruments ayant un effet dilutif accordé par le Groupe.

Si le nombre d'actions ordinaires ou d'actions ordinaires potentielles en circulation augmente à la suite d'une capitalisation ou d'une émission d'actions gratuites, ou d'un fractionnement d'actions, ou diminue à la suite d'un regroupement d'actions, le calcul du résultat par action, de base et dilué, est ajusté de façon rétrospective pour toutes les périodes présentées. Si ces changements interviennent après la date de clôture, mais avant celle à laquelle la publication des états financiers est autorisée, les calculs par action pour la période concernée et les périodes précédentes présentées doivent être faits sur la base du nouveau nombre d'actions. Le fait que les calculs par action reflètent de tels changements dans le nombre d'actions doit être indiqué. En outre, le résultat par action de base et dilué de toutes les périodes présentées doit être ajusté pour tenir compte des effets des erreurs et des ajustements résultant de changements de méthodes comptables comptabilisés de manière rétrospective. (IAS 33.64)

Lorsque le résultat de base par action est négatif, le résultat dilué par action est réputé égal à ce dernier, les instruments étant alors considérés comme antidilutifs.

4.10.3 Produits et charges non récurrents

Le Groupe a décidé d'isoler les éléments non récurrents du résultat opérationnel et de faire apparaître un "résultat opérationnel courant".

Les éléments non récurrents résultent d'opérations qui, en raison de leur nature, de leur montant et/ou de leur fréquence, ne peuvent pas être considérés comme faisant partie des activités et du résultat réguliers du Groupe.

Ils sont présentés de manière distincte dans le compte de résultat sur la ligne « produits et charges non récurrents » afin de faciliter la compréhension de la performance et de la comparabilité du résultat opérationnel courant d'une période à l'autre. Ils sont détaillés dans la Note 7.6.

Ils comprennent essentiellement :

- ◆ Les résultats de cession de filiales ou de participations financières
- ◆ Les dépréciations et reprises de dépréciations sur immobilisations corporelles et incorporelles lorsque l'impact est jugé inhabituel et donc considéré par la Direction du Groupe en dehors de l'activité courante
- ◆ Des provisions pour litiges significatifs et non récurrents
- ◆ Les autres produits ou charges significatifs liés à des événements inhabituels ou exceptionnels qui pourraient influencer l'analyse et la comparabilité de la performance du Groupe
- ◆ Les coûts de fermeture de sites
- ◆ La dépréciation des comptes courants des coentreprises

4.10.4 Regroupement d'entreprises – Écart d'acquisition

La norme IFRS 3 révisée requiert l'application de la "*méthode de l'acquisition*" aux Regroupements d'Entreprises, qui consiste à évaluer à leur juste valeur les actifs, les passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise.

L'écart d'acquisition ou "**Goodwill**" représente la juste valeur de la contrepartie transférée (incluant la juste valeur de toute participation précédemment détenue dans la société acquise) moins le montant net comptabilisé au titre des actifs identifiables et des passifs repris.

Le Goodwill peut être enregistré soit à la juste valeur des actifs transférés (Full Goodwill Method), soit à la quote-part de la détention dans l'entreprise contrôlée (Partiel Goodwill Method). Le Groupe applique la Partial Goodwill Method.

Les éventuels écarts d'acquisition négatifs ou "**Badwill**" sont constatés directement au compte de résultat en autres produits et charges d'exploitation.

Dans le cadre de l'analyse de la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels de l'entité acquise, le Groupe serait éventuellement amené à valoriser sur la base d'un rapport d'expert indépendant les titres miniers et à reconnaître ces éléments en actifs et/ou droits miniers pour leur juste valeur. Les normes IFRS offrent aux sociétés un délai de 12 mois à compter de la date d'acquisition pour finaliser l'évaluation à la juste valeur à la date d'acquisition des actifs, passifs et passifs éventuels.

Le Groupe enregistre, en autres charges opérationnelles, les coûts directs liés à l'acquisition, à l'exception des coûts directs liés à l'acquisition de participations ne donnant pas le contrôle qui sont enregistrés directement en capitaux propres.

Pour les acquisitions réalisées par étapes successives, le Groupe comptabilise en résultat, en autres charges et produits opérationnels, la réévaluation de la quote-part antérieurement détenue en cas de prise de contrôle. Dans le cas d'une acquisition complémentaire permettant d'obtenir le contrôle conjoint d'une société précédemment sous influence notable, l'éventuel profit ou perte qui découle de la réévaluation à la juste valeur de la participation antérieurement détenue est comptabilisé en résultat.

Par ailleurs, en application de la norme IAS 27 révisée, les rachats de minoritaires dans des sociétés contrôlées et les cessions de parts à des minoritaires sans perte de contrôle donnent lieu à la comptabilisation en variation de capitaux propres attribuables à la société mère de la différence entre le coût d'acquisition ou de cession et la valeur comptable des participations ne donnant pas le contrôle. Pour toute cession partielle ou totale avec perte de contrôle, le Groupe comptabilise en résultat, en autres charges et produits opérationnels, le résultat de cession ainsi que la réévaluation de la quote-part conservée.

4.10.5 Pertes de valeur

Le Groupe procède à des tests de dépréciation, au moins une fois par an à la date de clôture, mais également à tout autre moment s'il existe des indicateurs de perte de valeur. Lorsque des circonstances particulières le justifient (modifications profondes et structurelles des conditions techniques, réglementaires ou de marché, rentabilité insuffisante, etc.), une dépréciation des écarts d'acquisition est constatée, conformément à la méthodologie décrite ci-après. Une telle dépréciation n'est pas réversible.

Les actifs ayant une durée d'utilité indéterminée ne sont pas amortis et sont soumis à un test de dépréciation comme mentionné ci-avant.

Les actifs amortis sont soumis à un test de dépréciation lorsqu'en raison d'événements ou de circonstances particulières, le caractère recouvrable de leur valeur comptable est mis en doute.

Pour les actifs non courants autres que les écarts d'acquisition ayant subi une perte de valeur, la reprise éventuelle de la dépréciation est examinée à chaque arrêt.

4.10.6 Immobilisations incorporelles

4.10.6.1 Coût d'exploration, de faisabilité, de développement de ressources minérales

Les frais de développement, d'exploration de ressources minérales concernent principalement la recherche de procédés d'extraction et les dépenses d'exploration ayant pour but de mettre en évidence de nouvelles ressources minérales. Ils sont immobilisés dès lors qu'ils se rapportent à un projet qui, à la date de clôture des comptes, est identifiable, évaluable de manière fiable et a de sérieuses chances de réussite technique et de rentabilité commerciale.

Les frais de développement et d'exploration de ressources minérales sont capitalisés à leur coût d'acquisition ou de production lorsque l'existence de Réserves Probables et Prouvées est déterminée :

- ◆ Les coûts engagés pour développer ladite propriété, tels que les coûts de la consommation de matériaux et de carburants, les études, les coûts de forage et les paiements effectués aux entrepreneurs dédiés à ces tâches, y compris les coûts supplémentaires pour délimiter le corps du minerai et éliminer les impuretés qu'il contient, sont capitalisés.
- ◆ Ces coûts sont amortis en fonction de la durée de vie économique utile estimée de la propriété minière à partir du moment où commence l'exploitation commerciale des réserves.
- ◆ En l'absence de découverte d'un gisement laissant présager une probable exploitation commerciale, les dépenses d'exploration c'est-à-dire de recherche de connaissances nouvelles sur le potentiel minier, la faisabilité technique et la viabilité commerciale d'une zone géographique sont comptabilisées immédiatement en charges en résultat opérationnel courant.

Les coûts d'exploration et les coûts de développement sont amortis selon la méthode de production (par unité) sur la base des réserves présumées et indiquées et imputés aux coûts de production de la période.

4.10.6.2 Concession et droits miniers

Les concessions et droits miniers sont comptabilisés à l'actif en immobilisations incorporelles et sont initialement comptabilisés au coût d'acquisition ou de production, à l'exception des titres acquis par regroupement d'entreprises, évalués à la juste valeur dans le cadre de l'exercice d'allocation du prix d'acquisition.

La qualification et la quantification des ressources minières du Groupe s'appuient sur des rapports de géologues experts indépendants réalisés sur les titres miniers du Groupe, selon les normes canadiennes NI 43-101, normes couramment utilisées comme référentiel. Lorsque le Groupe se base sur des analyses internes, celles-ci font l'objet de mentions spécifiques. Les procédures d'estimation réalisées en interne s'appuient sur les mêmes méthodes que celles définies par les normes NI 43-101 ou JORC.

Les droits miniers et concessions sont amortis selon la méthode des unités produites à partir de la date de début d'exploitation du site, et sur la durée estimée d'exploitation, dite « Life of Mine » (« LOM »).

Les concessions et droits miniers font l'objet de tests de dépréciation dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié. Le cas échéant, une dépréciation complémentaire est comptabilisée au compte de résultat dans le résultat opérationnel, sur la ligne « dotations aux amortissements et provisions ».

Les indices de pertes de valeur incluent la quantité et la qualité des ressources, le rendement attendu du processus d'extraction, la valeur de marché des transactions, les variations de l'environnement légal et/ou technologique. Les cours internationaux des métaux et l'évolution du cours de change du dollar ou de la devise du pays de production ont également une influence sur la valeur des droits miniers.

Entrée de périmètre de CMT au 28 février 2020, les actifs détenus au Maroc ont été repris à la juste valeur par le biais d'une analyse basée sur des cash-flows actualisés tel que demandé en application de IFRS. Comme pour les droits miniers, la qualification et la quantification des ressources s'appuient sur des rapports de géologues experts réalisés en 2013 sous la qualification JORC, depuis la mise à jour des ressources minières provenant des titres de CMT ont été évaluées sur la base de travaux internes.

Les concessions et droits miniers sont enregistrés au coût d'acquisition et sont amortis à partir de la date de début d'exploitation du site, et sur la durée estimée d'exploitation, dite "Life of Mine" ("LOM"). En ce qui concerne CMT, la méthode d'amortissement se base sur la méthode des unités produites, sur la base des estimations actuelles des ressources et de la production la durée d'amortissement porte sur un horizon de 30 ans.

4.10.6.3 Autres immobilisations corporelles

Les immobilisations incorporelles (licence informatique, corporate identity, etc...) sont évaluées au coût d'acquisition ou de production et amorties sur la durée estimée d'utilisation.

4.10.7 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont principalement composées de terrains, constructions et matériels de production. Elles sont enregistrées à leur coût d'acquisition, diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur, selon le traitement de référence de la norme IAS 16 – *Immobilisations corporelles*.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire au niveau des composants ayant des durées d'utilisation distinctes qui constituent les immobilisations, sans prendre en compte de valeurs résiduelles. Ces durées correspondent en général aux durées d'utilité suivantes :

◆ Constructions et agencements	3 à 20 ans
◆ Actifs de démantèlement	15 ans
◆ Installations techniques, matériels et outillages	3 à 10 ans
◆ Unité de transport	4 à 6 ans
◆ Agencements divers	5 à 10 ans
◆ Mobilier et matériel de bureau	3 à 10 ans
◆ Équipement divers	3 à 10 ans

Les durées d'utilité des immobilisations corporelles directement rattachées à l'activité tiennent compte des cycles de vie estimés des produits d'exploitation. Les durées d'utilité des immobilisations corporelles sont revues périodiquement, et peuvent être modifiées prospectivement selon les circonstances.

Les amortissements sont comptabilisés en charges de l'exercice.

Plus précisément, l'usine et les équipements miniers sont présentés au coût d'acquisition déduction faite des amortissements et des pertes de valeur accumulés. Le coût initial d'un actif comprend son prix d'achat ou son coût de fabrication, y compris tout coût directement attribuable requis pour mettre l'actif en exploitation, l'estimation initiale de l'obligation de fermer des unités minières et les coûts de financement liés sont rattachés aux actifs appropriés.

Lorsqu'il est nécessaire de remplacer des parties importantes de l'usine ou des équipements, le Groupe reconnaît ces pièces comme des biens individuels avec des durées de vies spécifiques et les déprécie en fonction de la durée de vie estimée. De plus, lorsqu'une maintenance majeure est effectuée, son coût est reconnu dans la valeur comptable de l'usine et de l'équipement comme un remplacement si les critères de reconnaissance sont remplis.

Tous les autres coûts d'entretien et de réparation courants sont enregistrés dans les résultats de la période.

Les immobilisations corporelles font l'objet de tests de dépréciation dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié. Le cas échéant, une dépréciation complémentaire est comptabilisée au compte de résultat dans le résultat opérationnel courant, sur la ligne « dotations aux amortissements et provisions ».

4.10.8 Actifs (ou Groupe d'actifs) non courants détenus en vue de la vente, activités arrêtées, cédées ou en cours de cession

Le Groupe applique la norme IFRS 5 – *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées* qui requiert une comptabilisation et une présentation spécifique des actifs (ou groupe d'actifs) détenus en vue de la vente et des activités arrêtées, cédées ou en cours de cession.

Les actifs non courants, ou groupe d'actifs et de passifs directement liés, sont considérés comme détenus en vue de la vente si leur valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une vente plutôt que par une utilisation continue. Pour que tel soit le cas, l'actif (ou le groupe d'actifs) doit être disponible en vue de sa vente immédiate et sa vente doit être hautement probable. Ces actifs cessent d'être amortis à compter de leur qualification en actifs (ou groupe d'actifs) détenus en vue de la vente. Ils sont présentés sur une ligne séparée du bilan, sans retraitement des périodes antérieures.

La perte de contrôle d'une filiale, ou une activité arrêtée, cédée ou en cours de cession, est définie comme une composante d'une entité ayant des flux de trésorerie indépendants du reste de l'entité et qui représente une ligne d'activité ou une région principale et distincte. Le résultat de ces activités est présenté sur une ligne distincte du compte de résultat avec retraitement des périodes antérieures.

4.10.9 Actifs pris en location - application de la norme IFRS 16

Le Groupe a mis en œuvre la norme IFRS 16 applicable au 1^{er} janvier 2019. Le Groupe ayant fait le choix de la méthode rétrospective simplifiée, le bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2019 a été ajusté.

Tout contrat de location immobilière ainsi que les principaux contrats de location de flottes d'actifs (véhicules, matériels de manutention) sont comptabilisés selon les dispositions de la norme IFRS 16.

Au démarrage du contrat de location, sont comptabilisés :

- ❖ Une dette de location égale à la valeur actualisée des paiements de location à réaliser sur la durée estimée du contrat de location (loyers fixes + loyers variables indexés sur un indice ou un taux + paiements au titre d'une garantie de valeur résiduelle + prix d'exercice d'une option d'achat ou de renouvellement si l'exercice est raisonnablement certain + pénalité de sortie anticipée sauf si celle-ci est improbable) ;
- ❖ Un droit d'usage égal à la dette de location à laquelle s'ajoutent éventuellement le montant des paiements réalisés avant le démarrage du contrat, le montant des coûts directs initiaux relatifs au contrat (commissions et honoraires) et les coûts de remise en état ou de démantèlement.

Un impôt différé actif est comptabilisé sur la base du montant de la dette de location, et un impôt différé passif est comptabilisé sur la base de la valeur comptable du droit d'utilisation.

La durée du contrat de location est déterminée contrat par contrat en prenant en compte les dispositions contractuelles et celles issues du cadre législatif applicable. Elle correspond à la période ferme de l'engagement en tenant compte des périodes optionnelles qui seront raisonnablement certaines d'être exercées.

Ultérieurement :

- ❖ La dette de location est évaluée au coût amorti en utilisant le taux d'intérêt effectif qui est égal au taux d'actualisation utilisé à l'origine ;
- ❖ Le droit d'utilisation est amorti linéairement sur la durée du contrat de location ou sur la durée d'utilité de l'actif sous-jacent si l'exercice d'une option d'achat est raisonnablement certain. Une perte de valeur du droit d'utilisation peut être constatée le cas échéant.

En cas de variation des paiements à réaliser découlant de la variation d'un indice ou d'un taux, la dette de location est recalculée en utilisant le taux d'actualisation d'origine.

En cas d'allongement (ou de réduction) de la durée de location suite à l'exercice d'une option de renouvellement non prise en compte initialement, la dette de location est recalculée en utilisant un taux d'actualisation déterminé à la date d'exercice.

Dans ces cas, la variation du montant de la dette a pour contrepartie une variation du même montant du droit d'utilisation.

Par mesure de simplification ainsi que cela est permis par la norme, le Groupe a choisi de ne pas faire entrer dans le champ de la norme IFRS 16 les contrats de location de courte durée ou pour des actifs de faible valeur. Les paiements au titre de ces contrats sont comptabilisés en charges sur la durée du contrat de location.

4.10.10 Actifs financiers non courants

Tous les actifs financiers sont enregistrés à la juste valeur lors de la comptabilisation initiale.

En application d'IFRS 9 – Instruments financiers, les principaux actifs financiers sont classés dans l'une des trois catégories suivantes :

- ❖ **Les actifs financiers évalués au coût amorti** : instruments de dette (prêts et créances notamment) dont les flux de trésorerie contractuels sont uniquement constitués de paiements représentatifs du principal et des intérêts sur ce principal et dont le modèle de gestion consiste à détenir l'instrument afin d'en collecter les flux de trésorerie contractuels. Ces actifs sont comptabilisés initialement à la juste valeur, puis au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour les créances à court terme sans taux d'intérêt déclaré, la juste valeur est assimilée au montant de la facture d'origine.
- ❖ **Les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVOCI)** : Il s'agit d'instruments de dette dont les flux de trésorerie contractuels sont uniquement constitués de paiements représentatifs du principal et des intérêts sur ce principal et dont le modèle de gestion consiste à détenir l'instrument à la fois dans le but d'en collecter les flux de trésorerie contractuels et de vendre les actifs.

Ils sont évalués à la juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global au poste « variation de juste valeur des instruments de dette à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global » jusqu'à la cession des actifs sous-jacents où elles sont transférées en résultat.

Cette catégorie comprend également les investissements dans des instruments de capitaux propres (actions, principalement) sur option irrévocable. Dans ce cas, lors de la cession des titres, les gains ou pertes latents précédemment comptabilisés en capitaux propres (autres éléments du résultat global) ne seront pas reclassés en résultat ; seuls les dividendes sont comptabilisés en résultat. Sont notamment classés dans cette catégorie les titres de participation non consolidés pour lesquels l'option de comptabilisation en JVOCI a généralement été retenue. Lorsque la juste valeur ne peut pas être évaluée de façon fiable, les titres sont maintenus à leur coût d'acquisition, déduction faite des éventuelles dépréciations estimées nécessaires.

- ❖ **Les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net (JVPL)** : sont classés dans cette catégorie tous les instruments de dette qui ne sont pas éligibles à un classement dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût amorti ou dans la catégorie des actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, ainsi que les investissements dans des instruments de capitaux propres de type action pour lesquels l'option de comptabilisation à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global n'a pas été retenue. Ces actifs sont évalués à la juste valeur avec enregistrement des variations de valeur en résultat financier.

Le classement retenu conditionne le traitement comptable de ces actifs. Il est déterminé par le Groupe à la date de comptabilisation initiale, en fonction des caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie de ces actifs et de l'objectif suivant lequel ils ont été acquis (modèle économique de gestion).

Les achats et ventes d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction, date à laquelle le Groupe est engagé dans l'achat ou la vente de l'actif.

4.10.11 Stocks, encours et reconnaissance des revenus

Les stocks de matières premières, produits finis et intermédiaires sont évalués au plus bas de leur coût d'entrée ou de leur valeur de réalisation nette estimée. Le coût de revient est calculé selon la méthode du coût moyen pondéré.

Le minerai extrait, non traité ou en cours de traitement à la date d'arrêté des comptes, est valorisé à son coût de revient (coût de production). Le minerai marchand (concentré de plomb et argent) est valorisé mensuellement au prix de revient moyen pondéré.

Les métaux sont valorisés sur la base des coûts de production de la mine dont ils sont extraits et des autres coûts engagés pour l'amener dans l'état et à l'endroit où ils se trouvent. Toutefois, si ce coût constaté est supérieur au cours de vente effective des métaux, vente réalisée dans les jours qui suivent l'arrêté des comptes tenu du mode de fonctionnement du Groupe, une provision est alors prise, provision correspondant à la différence entre ce coût de production et le prix de réalisation.

La direction évalue périodiquement s'il y a une provision pour obsolescence des stocks, sur la base d'une analyse effectuée sur l'état de l'inventaire.

Le Groupe a recourt, pour sa filiale CMT uniquement, au mécanisme de couverture, les ventes futures portant sur une période maximum de 2 ans et ne dépassant pas 50% des volumes produits sur une base annuelle.

Le stock de pièces de rechange fait l'objet d'une méthode de dépréciation statistique qui reflète au mieux le risque d'obsolescence des stocks. Cette méthode est principalement appliquée par la filiale CMT, les stocks de pièces de rechange des autres entités du Groupe sont faibles et représentent des valeurs peu significatives eu égard de l'ensemble consolidé.

4.10.12 Créances et dettes

Les créances et dettes en euros sont valorisées à leur valeur nominale.

Les provisions pour dépréciation des créances douteuses sont enregistrées lorsqu'il devient probable que la créance ne sera pas encaissée et qu'il est possible d'estimer raisonnablement le montant de la perte.

L'identification des créances douteuses ainsi que le montant des provisions correspondantes est fondée sur l'expérience historique des pertes définitives sur créances, l'analyse par ancienneté des comptes à recevoir et une estimation détaillée de comptes à recevoir spécifiques ainsi que des risques de crédit attendus qui s'y rapportent.

4.10.1 Transactions en devises étrangères et conversion des états financiers des sociétés étrangères

Les transactions en devises étrangères sont enregistrées en utilisant les taux de change applicables à la date d'enregistrement des transactions ou le cours de couverture. À la clôture, les montants à payer ou à recevoir libellés en monnaies étrangères sont convertis en euros au taux de change de clôture ou au taux de couverture. Les différences de conversion relatives aux transactions en devises étrangères sont enregistrées dans le résultat financier.

Les états financiers sont présentés en euros. Les transactions en devises étrangères sont celles effectuées dans une autre devise. Les transactions en devises sont initialement enregistrées en monnaie fonctionnelle en utilisant les taux de change en vigueur à la date de ces transactions. Les actifs et passifs monétaires en devises étrangères sont ensuite traduits en monnaie fonctionnelle en utilisant le taux de change en vigueur à la date de déclaration. Les gains ou pertes de changes en raison des différences résultant du règlement ou de la traduction des actifs et passifs monétaires sont enregistrés dans l'état des résultats financiers « Différence de taux de change ». Les actifs et passifs non monétaires, comptabilisés aux coûts historiques, sont traduits en utilisant les taux de change en vigueur aux dates initiales des transactions.

4.10.2 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie présentés au bilan comportent les montants en caisse, les comptes bancaires, les dépôts à terme de trois mois au plus et les valeurs mobilières de placement satisfaisant aux critères retenus par IAS 7. Les intérêts courus acquis sur des comptes à terme sont enregistrés dans les produits financiers. Les valeurs mobilières sont évaluées à la valeur de marché à la date de clôture.

L'état des flux de trésorerie, la trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les dépôts en espèces et les dépôts à terme, dont l'échéance ne dépasse pas trois mois, qui sont soumis à des risques insignifiants de changement de valeur.

4.10.3 Instruments dérivés

Le Groupe AMG comptabilise les instruments dérivés à la juste valeur, ces derniers sont classés en tant actifs ou passifs non courants si leur échéance est supérieure à 12 mois.

La filiale CMT a recours à des couvertures de matières premières qui sont corrélées à des ventes futures quasi certaines. Le Groupe considère ce type d'opérations comme étant des couvertures de flux futurs de trésorerie, la part efficace de la variation de la juste valeur des instruments dérivés est comptabilisée en OCI.

Concernant les instruments dérivés qui ne sont concernés par la comptabilité de couverture, lorsqu'applicable la variation de juste valeur de ces derniers est constatée en résultat.

4.10.4 Provisions pour risques et charges

Le Groupe comptabilise une provision lorsqu'il a une obligation vis-à-vis d'un tiers antérieur à la date de clôture, lorsque la perte ou le passif est probable et peut être raisonnablement évalué. Au cas où cette perte ou ce passif n'est ni probable ni mesurable de façon fiable, mais demeure possible, le Groupe fait état d'un passif éventuel dans les engagements. Les provisions sont estimées au cas par cas ou sur des bases statistiques.

Le montant reconnu comme une provision correspond à la meilleure estimation, à la date de l'état de la situation financière, du décaissement nécessaire pour éteindre l'obligation actuelle, en tenant compte des risques et incertitudes entourant la plupart des événements et les circonstances concurrentes à l'évaluation. Le montant de la provision est mesuré à l'aide des flux de trésorerie futurs estimés pour éteindre l'obligation, le montant à considérer est égal aux flux de trésorerie future actualisée des décaissements.

Dans le cas où l'on s'attend à ce qu'une partie ou le décaissement total nécessaire au règlement de la provision puisse être remboursé par un tiers, la partie à recevoir est reconnue comme un actif lorsque son recouvrement est pratiquement sûr, et le montant de ladite partie remboursée peut être déterminé de façon fiable.

4.10.5 Provision pour remise en état des sites

Dans le cas d'une dégradation immédiate, la provision pour remise en état des sites est constituée immédiatement pour le montant total du coût de la remise en état, dès la réalisation de l'installation (ou de la dégradation). Ce coût total est inclus dans le coût de l'actif lié (actif de démantèlement), et l'étalement du coût de la dégradation immédiate s'effectue par le biais de l'amortissement, qui est incorporé dans le coût de production. La provision pour remise en état s'enregistre dans un compte de provisions pour risques et charges.

Dans le cas d'une dégradation progressive, la provision doit être constatée à hauteur du montant des travaux correspondant à la dégradation effective du site à la date de clôture de l'exercice. Aucune provision ne peut donc être constatée pour la partie du site qui n'a pas encore été exploité, donc dégradée. La contrepartie de cette provision est une charge.

Les obligations de remise en état des sites peuvent naître de la réalisation de :

- ◆ Dégradations immédiates nécessaires à l'exploitation future (cas de campagnes de découverte, d'installations devant être démantelées...);
- ◆ Dégradations progressives causées par l'exploitation ou l'extraction.

Les passifs de remise en état sont actualisés conformément aux normes IFRS à un taux sans risque avant impôt, mais tenant compte des risques spécifiques liés au passif.

Les variations de l'évaluation d'un passif existant relatif au démantèlement ou à la remise en état qui résultent des variations de l'échéancier ou du montant estimé des sorties de trésorerie représentatives d'avantages économiques nécessaires pour éteindre l'obligation, ou une variation du taux d'actualisation ou d'inflation sont ajoutées ou déduites du coût de l'actif lié dans la période courante ; le montant déduit du coût de l'actif ne doit pas excéder sa valeur comptable. Si une diminution du passif excède la valeur comptable de l'actif, l'excédent est immédiatement comptabilisé en résultat.

Le coût de la désactualisation est comptabilisé en résultat financier.

4.10.6 Impôts, impôts différés et situation fiscale latente

- ◆ Impôt sur le revenu courant

Les actifs et passifs d'impôt sur le revenu sont mesurés par les montants qui devraient être recouverts ou versés auprès des autorités fiscales ou autres. Les taux d'imposition et les règlements fiscaux utilisés pour calculer ces montants sont ceux qui sont en vigueur à la date de clôture de la période visée par le rapport. L'impôt sur le revenu actuel lié aux éléments de capitaux propres est reconnu dans l'état des variations des capitaux propres et non dans l'état des résultats. La direction évalue périodiquement la réglementation fiscale qui est sujette à interprétation et établit des dispositions le cas échéant.

Impôts différés

Les impôts différés, correspondant aux différences temporaires existantes entre les bases taxables et comptables des actifs et passifs consolidés, sont enregistrés en appliquant la méthode du report variable. Les actifs d'impôt différé sont reconnus quand leur réalisation future apparaît probable à une date qui peut être raisonnablement déterminée. Les allègements d'impôts futurs découlant de l'utilisation des reports fiscaux déficitaires (y compris les montants reportables de manière illimitée) ne sont reconnus que lorsque leur réalisation peut être raisonnablement anticipée. Certains actifs d'impôts différés résultant de ces activations peuvent être imputés sur la fiscalité passive en raison de la situation nette fiscale différée passive des sociétés concernées.

Les principales différences temporaires sont liées aux déficits reportables et l'impôt différé relatif à l'entrée de périmètre (CMT/OMM/OSEAD) à la juste valeur. Les actifs et passifs d'impôts différés sont calculés en utilisant les taux d'impôts qui seront en vigueur au moment du renversement des différences temporaires. Les actifs et passifs d'impôt différé ne sont pas actualisés et sont compensés lorsqu'ils se rapportent à une même entité fiscale et qu'ils ont des échéances identiques.

Les redevances minières péruviennes et l'impôt minier péruvien

Les redevances minières et les taxes minières sont comptabilisées conformément à l'impôt sur le revenu de l'IAS 12 parce qu'elles ont les caractéristiques d'un impôt sur le revenu. Il faut considérer comme impôt lorsqu'elles sont imposées sous l'autorité du gouvernement et que le montant payable est fondé sur le revenu imposable plutôt que sur les quantités physiques produites ou en pourcentage des recettes après ajustement pour tenir compte des différences temporaires. Les règles et les taux utilisés pour calculer les montants à payer sont ceux en vigueur à la date des états consolidés de la situation financière.

Par conséquent, les obligations découlant des redevances minières et de l'impôt minier sont reconnues comme étant de l'impôt sur le revenu dans le cadre de l'IAS 12. Les deux, les redevances minières et l'impôt minier ont généré des actifs et passifs différés qui doivent être mesurés à l'aide des taux moyens prévus pour s'appliquer au bénéfice d'exploitation au cours de la période au cours de laquelle le Groupe s'attend à utiliser/reprendre les différences temporaires.

4.10.7 Actions propres AMG

Les actions propres sont déduites des capitaux propres. Aucun profit ou perte n'est comptabilisé dans le résultat lors de leur vente : la contrepartie reçue est directement comptabilisée en capitaux propres. Les éventuelles dépréciations et ajustements de juste valeur sont réalisés sur la base du cours de clôture de l'exercice comptable.

4.10.8 Paiement en actions

4.10.8.1 Bons de souscription d'actions

Aucun bon de souscription d'action n'est en circulation au 31 décembre 2020, à l'exception des BSA EHGO, à savoir :

- (a) 21 novembre 2017 pour 17.333.333 BSA1 et 17.333.333 BSA2, exerçables jusqu'au 21 novembre 2021
- (b) 22 février 2018 pour 41.000.000 BSA1 et 41.000.000 BSA2, exerçables jusqu'au 22 février 2022.

Chacun de ces BSA donne le droit de souscrire à 1 action à un prix d'exercice qui était initialement de 0,30 € avant le regroupement d'actions d'AMG à raison de 10 actions anciennes pour 1 action nouvelle, le regroupement a été finalisé le 3 mai 2019 et qui est donc égal à ce jour de 3,00 €.

4.10.8.2 Actions gratuites

Il n'existe pas de plan d'attribution d'actions gratuites au 31 décembre 2020.

4.10.9 Crédit d'impôt pour investissement

La société AMG a, dans le cadre de son activité aurifère exercée sur le site minier de "Dieu-Merci" réalisé un programme d'investissement. Le 12 mai 2020, un crédit d'impôt pour investissement de 5,8 M€ lui a été accordé, la demande de crédit d'impôt ayant été clôturée en 2019, la subvention a donc été enregistrée sur l'exercice comptable 2019.

Ce crédit d'impôt a été analysé comme une subvention publique entrant dans le champ d'application de la norme IAS 20, selon IAS 20.24, deux méthodes de présentation au bilan sont autorisées :

- Soit en produits différés au bilan avec comptabilisation en produits sur la durée d'utilité de l'actif,
- Soit en déduisant la subvention de la valeur de l'actif pour obtenir sa valeur comptable. La subvention est alors comptabilisée en résultat sur la durée de l'actif amortissable par l'intermédiaire d'une réduction de la charge d'amortissement.

Le groupe AMG a opté pour la seconde méthode de présentation. La mise en service de l'unité de traitement par lixiviation est intervenue suite à l'Arrêté Préfectoral Complémentaire du 21 novembre 2019, par le démarrage de l'opération de "hot commissioning".

4.10.10 Actifs et passifs éventuels

Les actifs et passifs éventuels résultent d'évènements passés, mais dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'évènements futurs incertains. Les passifs éventuels incluent également les obligations non comptabilisées, car leur montant ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

Les actifs et passifs éventuels sont mentionnés dans les Notes aux comptes consolidés, à l'exception des passifs éventuels repris dans le cadre d'un regroupement d'entreprises qui sont comptabilisés selon les critères définis par la norme IFRS 3.

4.10.11 Engagements de retraite - Maladies professionnelles

Le Groupe constitue des provisions au titre des avantages postérieurs à l'emploi (indemnités de fin de carrière) et au titre des régimes d'avantages à long terme (médailles du travail) lorsque la législation l'impose ou conformément aux conventions collectives en vigueur au niveau de chaque filiale. Cette provision pour indemnités est mise à jour annuellement, sur la base des barèmes de droits en vigueur, de l'évolution de l'assiette de calcul, des hypothèses de turn-over et de mortalité et du taux d'actualisation.

Les provisions (ou actifs) comptabilisées correspondent à la valeur actualisée de l'engagement diminuée de la juste valeur des actifs du régime et du coût des services passés et différences actuarielles non comptabilisés. Les taux d'actualisation sont arrêtés par référence à la moyenne sur 5 ans des taux sans risque.

Les écarts actuariels sont intégralement comptabilisés en capitaux propres de l'exercice au cours duquel ils sont constatés (méthode dite SORIE).

La provision pour indemnités est mise à jour annuellement, sur la base des barèmes de droits en vigueur, de l'évolution de l'assiette de calcul, des hypothèses de turnover et de mortalité et du taux d'actualisation.

Au niveau de la filiale CMT, le personnel-cadre bénéficie d'une couverture maladie post emploi qui couvre à la fois les salariés actifs et retraités.

Au niveau de cette même filiale, une provision pour risques est également constituée pour la couverture des risques liés aux maladies professionnelles au titre de la période allant du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2013 qui n'étaient pas externalisés.

4.10.12 Reconnaissance des revenus

Les revenus provenant des contrats avec les clients sont reconnus lorsque le contrôle des biens ou des services est transféré au client pour un montant qui reflète la contrepartie à laquelle le Groupe s'attend à avoir droit en échange de ces biens et services.

IFRS 15 établit un modèle en cinq étapes qui sera appliqué aux revenus des activités ordinaires provenant de contrats avec des clients, y compris :

- Identification du contrat avec le client
- Identification des obligations de performance dans le contrat
- Détermination du prix de transaction
- Affectation du prix de transaction aux obligations de performance du contrat
- Reconnaissance des revenus des activités ordinaires lorsque (ou comme elle) l'entité respecte les obligations de performance.

Les principes comptables énoncés dans IFRS 15 fournissent une structure précise dans le but de mesurer et reconnaître les revenus.

En outre, les autres aspects pertinents pour le Groupe sont la détermination du prix de vente et si, dans certains cas, il existe d'autres obligations de rendement qui doivent être séparées de la vente et de la livraison des marchandises. En ce sens, les aspects pertinents qui s'appliquent au Groupe conformément aux IFRS 15 sont des considérations variables.

Si la contrepartie du contrat comprend un montant variable, la Société estime le montant de la contrepartie auquel elle aura droit en échange du transfert des marchandises au client. La contrepartie variable est estimée au début du contrat et limitée jusqu'à ce qu'il soit très probable qu'un renversement important des revenus pour les revenus reconnus ne se produira pas lorsque l'incertitude associée à la contrepartie variable sera par la suite résolue. Les ventes de concentrés et de métaux à des prix provisoires comprennent un gain (perte) à recevoir à la fin de la période de cotation ; ceci est considéré comme un élément variable.

Les variations du prix au cours de la période de cotation sont reconnues dans l'agrégat financier « Ventes nettes » comme étant la juste valeur des créances commerciales.

Les revenus sont comptabilisés au montant que le Groupe s'attend à recevoir en contrepartie de sa prestation. L'estimation du prix qui devrait être reçu à la fin de la période de cotation « PQ » est généralement le mois d'avant ou le mois suivant le mois prévu d'expédition ou de livraison selon les termes des contrats, en utilisant l'estimation la plus récente du métal en concentré (basée sur les résultats d'essai initiaux) et le prix à terme estimé. Les exigences des IFRS 15 relatives aux estimations de contrainte de la contrepartie variable sont également appliquées pour déterminer le montant de la contrepartie variable qui peut être incluse dans le prix de transaction.

Vente de concentré

Dans le cadre de la vente de concentré, il existe une obligation contractuelle aux termes de laquelle le transport du site jusque chez le client est intégré. Dans ce cas, la reconnaissance des revenus a lieu lorsque le contrôle des concentrés est transféré au client, c'est-à-dire lorsque ces derniers sont livrés via le certificat de livraison et que leurs contrôles sont effectivement transférés au client.

5 PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

5.1 Évolution de la composition du groupe

AMG a pour objet principal l'exploration et l'exploitation minière polymétallique. Il exerce toutes activités liées à l'exploration, à l'exploitation et à la commercialisation des métaux présents sur les différents titres miniers qu'il détient (argent, cuivre, plomb, or, zinc).

AMG est aujourd'hui en capacité de produire et commercialiser les métaux suivants :

- Argent ;
- Or ;
- Plomb ;
- Zinc.

L'évolution du Groupe, au cours de l'exercice 2020 a été majeure.

Le Groupe rappelle qu'au cours de l'exercice 2020, AMG a poursuivi la transformation stratégique de son modèle économique en se concentrant sur la réalisation de l'acquisition de 100 % des parts du Fonds OSEAD détenant 100 % du capital de la holding Osead Mining Maroc - OMM, cette dernière détenant 37,04 % du la Compagnie Minière de Touissit (CMT) société cotée à la Bourse de Casablanca.

En effet, le 19 février 2020, AMG a procédé à un Regroupement d'Entreprises – IFRS3, l'information détaillée est reprise ci-après.

Rappel des opérations d'acquisition depuis 2019

AMG a acquis en juin 2018, en juillet 2018 et en mars 2019, 3.985 des 10.000 parts composant le capital du fonds OSEAD FUND (soit 39,85%). Le prix global de l'opération était de EUR 23.910.000.

Cette participation a été comptabilisée en tant qu'actif financier évalué à sa juste valeur par le résultat net dans les comptes consolidés au 31 décembre 2019, étant donné qu'il a été considéré qu'AMG ne détenait aucune influence notable, contrôle conjoint, ou contrôle exclusif sur ce fonds.







L'option d'achat détenue par AMG n'a pas été valorisée dans les comptes clos le 31 décembre 2019.

Rappel des opérations d'acquisition depuis 2020

Aux termes d'un Protocole d'investissement conclu le 19 février 2020, AMG a procédé à l'acquisition du solde des parts du fonds OSEAD FUND, soit 6.015 parts, représentant 60,15% du capital, auprès de la société MANCO GROUPE OSEAD S.A., pour un prix de cession global de EUR 25.004.355. La date de réalisation du contrat (« Date of Completion ») est définie par le Protocole comme étant le 19 février 2020. AMG est ainsi devenue propriétaire de 100 % des parts d'OSEAD FUND. Ces parts sont détenues par AMG en pleine propriété ; AMG dispose de l'intégralité des droits d'un détenteur de parts de fonds. Cette acquisition lui permet de détenir désormais indirectement, par l'intermédiaire de la société OSEAD MAROC MINING (ci-après « OMM »), 37,04 % du capital et des droits de vote de la société COMPAGNIE MINIÈRE DE TOUISSIT (ci-après « CMT »), cotée à la bourse de Casablanca, Maroc.

Analyse du contrôle au regard d'IFRS 10

Conformément à la norme IFRS 10, un investisseur contrôle une entité si l'ensemble des trois conditions suivantes sont remplies : détention du pouvoir, exposition / droit à des retours variables et capacité à influencer les retours.

-  Détention du pouvoir : droits effectifs conférant la capacité actuelle de diriger les activités pertinentes, à savoir les activités qui ont une incidence importante sur les rendements de l'entité (IFRS10.10). Parmi les droits susceptibles de conférer à l'investisseur le pouvoir, IFRS 10.B15 cite les suivants :
-  Les droits de vote (ou de droits de vote potentiels) dans l'entité émettrice ;
-  Le droit de nommer, de réaffecter ou de révoquer les principaux dirigeants de l'entité émettrice qui ont la capacité de diriger les activités pertinentes ;
-  Le droit de nommer une autre entité pour diriger les activités pertinentes ou de révoquer l'entité qui les dirige ;
-  Le droit de diriger l'entité émettrice de manière qu'elle conclue des transactions, ou d'opposer son veto à la modification de transactions, au profit de l'investisseur ;
-  D'autres droits (comme les droits décisionnels stipulés dans un contrat de gestion) qui donnent à leur détenteur la capacité de diriger les activités pertinentes.

- Exposition / droit à des retours variables : les rendements tirés du fait des liens avec l'entité peuvent varier selon la performance de l'entité (IFRS10.15),
- Capacité à influencer les retours : capacité d'utiliser son pouvoir pour influencer sur les rendements obtenus du fait du lien avec l'entité (IFRS10.17).

Les éléments essentiels de l'analyse ont porté sur la capacité d'AMG de confirmer ; sa détention, son exposition et droits de retours variables et la capacité d'influencer les retours du fonds OSEAD. Bien qu'AMG détienne 100% des titres représentatif du fonds OSEAD, la société de Gestion du fonds elle est détenue par SAN ANTONIO SECURITIES LLC, ce qui nécessitait une analyse détaillée des Statuts, conventions et réglementations locales afin de définir le contrôle au sens de la norme IFRS10. L'analyse démontre qu'AMG Groupe répond aux critères de l'IFRS 10 sur le contrôle effectif du fonds OSEAD. Second point d'attention porte sur le contrôle exclusif de CMT malgré une détention de 37,04%, l'analyse de la composition du conseil d'administration, la taille des autres actionnaires et de l'importance du flottant ont permis de conclure que depuis 2017 OMM a toujours disposé seule de la majorité absolue en AGO et AGE du fait de la faible présence des actionnaires, les droits de vote oscillent entre 40,5% et 53%. Cette analyse permet également de conclure que AMG dispose du contrôle de CMT.

L'ensemble des critères considérant chacune des entités reprises dans la chaîne de contrôle (OSEAD Gestion, fonds OSEAD, OMM, CMT) ont été analysés par un cabinet externe, et cela tant sur l'angle des juridictions locales, des statuts, des conventions et des normes IFRS. Le cabinet externe conclut qu'AMG est l'actionnaire contrôlant et dès lors doit consolider en intégration globale les entités (Fond OSEAD/ OMM/CMT) à partir de la date de prise de contrôle.

5.2 Liste des sociétés consolidées

Sociétés	Société mère	Activité	% de contrôle		% d'intérêt		Méthode	
			31-12-20	31-12-19	31-12-20	31-12-19	31-12-20	31-12-19
AUPLATA MINING GROUPE	Consolidante	Opérationnelle	Top		99,78%	100,00%	IG	IG
AMG PEROU		Opérationnelle	100%	100%	99,78%	100%	IG	IG
COMPAGNIE MINIERE TOUISSIT		Opérationnelle	100%		36,96%		IG	IG
SMYD		Détention d'actifs miniers	100%	100%	99,78%	100%	IG	IG
ARMINA		Détention d'actifs miniers	100%	100%	99,78%	100%	IG	IG
OMCI		Détention d'actifs miniers	50%	50%	49,89%	50%	MEE	MEE
VERDAL REFORESTAGE		Réhabilitation	66%	66%	65,86%	66%	IG	IG
TNRF HOLDING		Holding	100%	100%	99,78%	100%	IG	IG
GPMI		Holding	100%	100%	99,78%	100%	IG	IG
BREXIA INTERNATIONAL		Holding	100%	100%	99,78%	100%	IG	IG
OSEAD		Holding	100%		99,78%		IG	IG
OMM		Holding	100%		99,78%		IG	IG

Les taux d'intérêts des entités du Groupe ont diminué par rapport à 2019 du fait de la considération dans le calcul des taux d'intérêts des titres AMG autodétenus (cf. 6.6.2)

5.3 Opérations de croissance externe (OSEAD Fund – OMM – CMT)

Comme exposé en Note 4.1, en 2020, AMG a poursuivi et finalisé l'acquisition du fonds OSEAD en portant sa participation au sein d'OSEAD Fund de 39,85 % à 100 % aux termes d'un protocole d'investissement conclu le 19 février 2020.

Le tableau ci-après résume l'évolution des investissements d'AMG dans le fonds OSEAD qui détient 37,04 % de CMT

Date	Investissement	Titres détenus	% Détenu	Option d'acquisition	Reste à acquérir/Reste à payer
Au 1 ^{er} janvier 2018	4 M€	OMM	4,82 %	Oui sur 100 % des parts d'OMM	78,9 M€ sur un total de 82,9 M€
Au 30 juin 2018	10,3 M€	Osead Fund	18,20%	Oui sur 50 % des parts d'Osead Fund	19,7 M€ sur un total de 30 M€
Au 31 décembre 2018	15,9 M€	Osead Fund	26,50 %	Oui sur 50 % des parts d'Osead Fund	14,1 M€ sur un total de 30 M€
Au 4 mars 2019	23,91 M€	Osead Fund	50,00 %	Option intégralement levée	6,09 M€ sur un total de 30 M€

Au 1 ^{er} octobre 2019	23,91 M€	Osead Fund	39,85 %	Restitution de 1.015 parts du fonds du fait du non-paiement des 6,09 M€.	
Au 19 février 2020	25,0 M€	Osead Fund	100 %	n.a.	n.a.

Au 31 décembre 2020 :

- ◆ AMG détient une participation représentant 100 % du capital du Fonds OSEAD ;
- ◆ AMG détient par le biais du Fonds OSEAD une participation représentant 99,99 % du capital de la société Osead Mining Maroc – OMM ;
- ◆ AMG détient une participation indirecte (par le biais du Fonds OSEAD) représentant 37,04 % dans CMT, ce qui fait d'AMG l'actionnaire de référence ;
- ◆ En termes de gouvernance : Conformément aux dispositions du Protocole d'Investissement du 19 février 2020 :
 - Osead Gestion SA, société de gestion du Fonds Osead, est détenue intégralement par San Antonio Securities LLC et est dirigée par un Conseil d'administration composé de Monsieur Luc Gérard, de Monsieur Juan Carlos Rodriguez Charry et de Monsieur German Chaparro, avec Monsieur Juan Carlos Rodriguez Charry en qualité d'administrateur délégué ;
 - Osead Maroc Mining SA, détenue intégralement par le Fonds Osead, est dorénavant dirigée par un Conseil d'administration composé de Monsieur Luc Gérard, de la société Osead Gestion SA représentée par Monsieur Juan Carlos Rodriguez Charry en qualité de représentant permanent et de Monsieur German Chaparro, avec Monsieur Luc Gérard en qualité de Président Directeur Général ;
 - CMT est dorénavant dirigée par un Conseil d'administration composé de Monsieur Luc Gérard, d'AMG représentée par Monsieur Juan Carlos Rodriguez Charry en qualité de représentant permanent et de Monsieur German Chaparro, avec Monsieur Luc Gérard en qualité de Président Directeur Général, Monsieur Mohamed Lazaar, ancien Président Directeur Général, étant nommé Directeur Général Délégué. Suite à l'Assemblée Générale Ordinaire de CMT en date du 29 juin 2020, Madame Asareh Mansoori et Monsieur Karim Robo ont été nommés administrateurs de CMT.
- ◆ AMG ne détient pas de participation dans la société OSEAD Gestion SA, société de gestion du Fonds OSEAD.

5.3.1 Écart d'acquisition Goodwill OSEAD

Le Groupe ayant déterminé le Goodwill d'acquisition de la branche OSEAD/OMM/CMT sur la base de la norme IFRS 3 Regroupements d'entreprises. La norme prévoit que l'acquéreur évalue les actifs identifiables acquis et les passifs repris à leur juste valeur à la date d'acquisition. Il ressort de l'analyse que seuls les actifs miniers ont une juste valeur différente de leur valeur comptable. Sur la base de nos analyses, un montant de 173,3 M€ a été affecté aux titres miniers en production et un montant de 21,8 M€ a été affecté au Goodwill (application de la méthode du goodwill partiel).

La juste valeur de la filiale est estimée par le Groupe sur la base des projections financières. La valorisation nécessaire à l'allocation du prix d'acquisition a été effectuée par AMG sur la base des hypothèses suivantes :

- Business plan a été préparé sur la période de référence (budgets prévisionnels), période de 2021-2023, reprenant une production estimée à 324 kt / an,
- Période d'actualisation des cash-flows de 30 ans, soit la durée de production, en référence aux productions envisagées et des ressources minières totales estimées (estimation interne) de 6 Mt à ce jour,
- Taux d'actualisation a été déterminé comme suit :

Actualisation Rates

Cost of Equity (CAPM Model)	
Risk Free Rate (%)	1,0%
Market Risk Premium (%)	7,0%
Unlevered Beta (x)	1,04
Levered Beta (x)	1,21
Cost of Equity	9,5%
Cost of Debt	
Gross Cost of Debt	2,5%
Net Cost of Debt	2,0%
WACC	7,79%
Long term Growth Rate (Periode Value)	2023 - 2049 2,0%

En K€	Groupe OSEAD au 28/02/2020	OSEAD	OMM	CMT
Actifs non courants	200.691			200.690
Écarts d'acquisition			0	0
Immobilisations incorporelles	173.311	0	(0)	173.311
Immobilisations corporelles	25.314	0	0	25.314
Immeubles de placement	0			
Immobilisations financières	2.065	0	0	2.065
Autres actifs non courants	0	0	0	0
Impôts différés - actif	0	0	0	0
Titres mis en équivalence	0	0	0	0
Actifs courants	28.330		695	27.635
Stocks et en-cours	5.418	0	0	5.418
Clients et comptes rattachés	1.147	0	0	1.147
Autres actifs courants	6.761	0	0	6.761
Créance d'impôt	166	0	139	27
Trésorerie et autres équivalents de trésorerie	14.838	0	556	14.282
Actifs destinés à la vente	0	0	0	0
Intérêts ne conférant pas le contrôle	119.454	89	(125)	119.489
Passifs non courants	73.596	20.405	264	52.928
Provisions	8.947			8.947
Emprunts dettes financières à plus d'un an	30.543	20.405	0	10.138
Impôts différés	33.344	0	0	33.344
Autres passifs non courants	762	0	264	498
Passifs courants	12.350	418	(6)	11.938
Provisions	28	0	0	28
Emprunts et dettes financières à moins d'un an	4.663	418	0	4.245
Dettes financières avec les parties liées	0	0	0	0
Fournisseurs et comptes rattachés	3.147	0	41	3.106
Autres passifs courants	4.512	0	(47)	4.559
Passifs liés à des actifs destinés à la vente	0	0	0	0
Total actif net acquis	23.620	(20.913)	563	43.971
Prix d'acquisition	45.464			
Goodwill	21.844			

5.3.2 Écart d'acquisition Badwill AMG

A la date de prise de contrôle d'AMG par AMG Pérou (Reverse acquisition) en février 2019, la juste valeur des actifs et passifs d'AMG révèle un Badwill de 11,6 M€. Après analyse le Groupe justifie ce Badwill par l'anticipation des pertes comptables attendues entre la période d'acquisition et la période de démarrage de l'usine. L'analyse du résultat opérationnel courant de l'exercice 2019 présentait une perte de 10,3 M€, à cette perte (résultat courant) s'additionne celle de l'exercice 2020 de -10,2 M€ (résultat courant), l'unité de Dieu Merci n'ayant pu redémarrer sa production, après une période d'arrêt liée à la pandémie de la Covid-19, qu'en octobre 2020. Pour mémoire, L'écart d'acquisition négatif (*Badwill*) issu de l'opération d'acquisition inversée résulte du prix d'acquisition (cf. Note 5.3.1 – Rapport Annuel 2019) déduction faite de la juste valeur des actifs et passifs d'AMG (ex-Auplata).

6 ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2020 - BILAN

6.1 Écarts d'acquisition, immobilisations incorporelles et corporelles

6.1.1 Écarts d'acquisition

Le Regroupement d'Entreprises a généré d'écart d'acquisition positif (*Goodwill*) d'un montant de 21,8 M€, ce point est détaillé en Note 5.3. Il s'agit du Goodwill résiduel après exercice de l'allocation du prix d'acquisition de la chaîne de détention OSEAD Fund, OMM, CMT.

6.1.2 Immobilisations incorporelles et corporelles en valeurs nettes

La ventilation des immobilisations incorporelles et corporelles en valeurs nettes pour les exercices clôturés le 31 décembre 2019 et le 31 décembre 2020 est présentée dans le tableau ci-dessous :

En '000€	Valeurs brutes	Amortissements/ pertes de valeur	Valeurs nettes 31-12-2020	Valeurs nettes 31-12-2019
Droits et actifs miniers	223.876	(30.153)	193.723	31.814
Autres immobilisations incorporelles	485	(429)	56	52
Total immobilisations incorporelles	224.361	(30.582)	193.779	31.867
Terrains	1.057	(82)	975	370
Constructions	59.934	(30.420)	29.514	24.066
Installations techniques, matériels et outillages	29.024	(22.151)	6.874	3.130
Autres immobilisations corporelles	11.774	(9.891)	1.883	997
Immobilisations corporelles en cours	13.589	0	13.589	(250)
Avances et acomptes	15	0	15	3
Total immobilisations corporelles	115.393	(62.543)	52.850	28.315

L'évolution des actifs immobilisés incorporels et corporels s'explique principalement par l'entrée de CMT dans le périmètre de consolidation du Groupe et de la valorisation des actifs miniers de CMT, dont la juste valeur a été estimée à 173,3 M€.

Les droits et actifs miniers comprennent principalement : les concessions, les permis d'exploitation, les permis d'explorations et autres droits éventuels portant sur un titre minier.

6.1.3 Tableau d'évolution des Immobilisations incorporelles et corporelles en valeurs brutes au 31 décembre 2020

En '000€	31-12-19	Entrée de périmètre	Augmentations	Diminutions	Écarts de conversion	Autres mvts	31-12-20
Droits et titres miniers	42.112	188.030	777	(199)	(6.851)	(1)	223.867
Autres immobilisations incorporelles	74	431	0	0	(19)	0	485
Total immobilisations incorporelles	42.185	188.461	777	(199)	(6.871)	(1)	224.352
Terrains	263	295	506	0	(9)	1	1.057
Constructions	30.605	28.342	2.060	0	(1.685)	0	59.321
Droits d'utilisation Constructions	470	0	613.046	(470)	0	0	613
Installations techniques	4.843	22.619	1.406	(123)	(819)	103	28.029
Installations techniques en crédit-bail	995	0	0	0	0	0	995
Autres immobilisations corporelles	1.186	9.891	219	(1)	(338)	4	10.962
Autres immobilisations corporelles en crédit-bail	342	0	80	0	(0)	0	422
Droits d'utilisation Autres immobilisations corporelles	0	0	390	0	0	0	390
Immobilisations corporelles en cours	202	11.815	1.937	0	(364)	0	13.589
Avances et acomptes	3	12	0	0	(0)	0	15
Total immobilisations corporelles	38.909	72.974	7.211	(593)	(3.216)	108	115.393

L'entrée dans le périmètre de consolidation de CMT représente la principale variation de l'exercice, les écarts de conversion proviennent majoritairement de la variation du MAD entre la date d'entrée dans le périmètre de consolidation et la date de clôture des comptes.

6.1.4 Tableau d'évolution des amortissements sur Immobilisations incorporelles et corporelles au 31 décembre 2020

En '000€	31-12-19	Entrée de périmètre	Dotations aux amortissements	Cessions	Ecart de conversion	Autres mvts	31-12-20
Droits et actifs miniers	10.297	14.756	6.283	(21)	(985)	(178)	30.153
Autres immobilisations incorporelles	21	393	29	0	(14)	0	429
Total immobilisations incorporelles	10.318	15.150	6.312	(21)	(999)	(178)	30.582
Terrains	(107)	6	5	0	0	178	82
Constructions	6.916	20.123	3.958	0	(1.097)	452	30.352
Droit d'utilité Constructions	92.460	0	69	(92)	0	0	69
Installations techniques	1.766	18.405	1.550	0	(669)	103	21.155
Installations techniques en crédit-bail	942	0	53	0	0	0	995
Autres immobilisations corporelles	520	9.126	406	0	(300)	4	9.755
Autres immobilisations corporelles en crédit-bail	12	0	123	0	0	0	135
Immobilisations corporelles en cours	452	0	0	0	0	(452)	0
Total immobilisations corporelles	10.594	47.660	6.165	(92)	(2.067)	285	62.543

L'entrée dans le périmètre de consolidation de CMT représente la principale variation de l'exercice, les écarts de conversion proviennent majoritairement de la variation du MAD entre la date d'entrée dans le périmètre de consolidation et la date de clôture des comptes.

6.1.5 Titres miniers détenus par le Groupe et leurs échéances

6.1.5.1 Tableau d'évolution des titres miniers et R&D en valeurs nettes – 31 décembre 2020

En '000€	Valeurs nettes 31-12-2019	Entrées de périmètre valeurs brutes	Amortissements entrée de périmètre	Additions	Retrait	Amortissements	Autres MVts	Différence de change	Valeurs nettes 31-12-2020
Bon Espoir	5.875	0	0	0	0	0	0	0	5.875
Courriège	780	0	0	0	0	0	0	0	780
Yaou	911	0	0	0	0	0	0	0	911
Elysée	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dieu Merci	0	0	0	180	(21)	21	0	0	180
Total frais de recherche minière AMG Guyane	7.566	0	0	180	(21)	21	0	0	7.746
Dieu Merci	672	0	0	0	0	(30)	0	0	642
Yaou	6.270	0	0	0	0	0	0	0	6.270
Dorlin	7.900	0	0	0	0	0	0	0	7.900
Total actifs miniers AMG Guyane	14.842	0	0	0	0	(30)	0	0	14.812
Total actifs miniers AMG entrée de périmètre	22.408	0	0	180	(21)	(9)	0	0	22.558
Exploration et préparation	3.167	0	0	0	0	(464)	0	0	2.703
Frais de recherche et développement	5.188	0	0	0	0	(1.330)	0	0	3.858
Total frais de recherche minière AMG Pérou	8.355	0	0	0	0	(1.795)	0	0	6.560
Actifs miniers AMG Pérou	1.050	0	0	40	0	(1)	0	0	1.089
Total actifs miniers AMG Pérou	1.050	0	0	40	0	(1)	0	0	1.089
Autres mouvements de transfert	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Différence de change	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total actifs miniers AMG Pérou	9.405	0	0	40	0	(1.795)	0	0	7.649
Tighza	0	14.456	(14.456)	21	0	(5)	0	0	16
Total frais de recherche minière CMT	0	14.456	(14.456)	21	0	(5)	0	0	16
Tighza	0	173.574	(320)	536	(199)	(4.473)	227	(5.866)	163.479
Total actifs miniers CMT	0	188.030	(14.776)	557	(199)	(4.473)	227	(5.866)	163.500
Total Groupe	31.814	188.030	(14.756)	777	(220)	(6.282)	227	(5.866)	193.723

6.1.5.2 Tableau d'inventaire des titres miniers

Titulaire	Nom	Substances	Capacité de l'usine	Surface (Km²)	Situation actuelle	Concessions	Concessions	Concessions
AMG Pérou	El Santo	Zn, Pb, (Ag, Au), Cu	300 t/ j	3,15	Exploitation	2	1	1
AMG Pérou	Suycktambo	Ag, Au	n.a	33,08	Exploitation	15	n.a	1
AMG Pérou	San Miguel	Ag, Au	n.a	47,16	Exploration	7	1	n.a
AMG Pérou	Condorama	Ag, Au, Cu	n.a	85,26	Exploration	18	n.a	n.a

Sources internes

Titulaire	Nom	Titre minier	Substances	Identifiant	Capacité de l'usine	Surface (Km²)	Date d'échéance	Statut
AMG	Couriège	Permis Exclusif de Recherches	Au, Cu, Pb, Zn, Métaux précieux et Pierres précieuses et Substances connexes	11/2010	n.a	14	03/07/2020	Demande de transformation en Permis d'Exploitation déposé le 22 juin 2020 en cours d'instruction
AMG	Dieu Merci	Concession	Au	04/80	300 t/ j	Initialement 102,4 km² ramené à 83 km² dans la demande de renouvellement	31/12/2018	Demande de renouvellement de concession pour 25 ans déposée le 8 août 2016 en cours d'instruction
AMG	La Victoire	Concession	Au	03/80	n.a	21,6	31/12/2018	Demande de renouvellement de concession pour 25 ans déposée le 2 décembre 2016 en cours d'instruction
AMG	Renaissance	Concession	Au	02/80	n.a	Initialement 12,5 km² ramené à 8,1 km² dans la demande de renouvellement	31/12/2018	Demande de renouvellement de concession pour 25 ans déposée le 2 décembre 2016 en cours d'instruction
ARMINA	Bon Espoir	Concession	Au, Substances connexes, Ag, Pt, Métaux de la mine du Pt, Cu, Ce, Sc, Autres éléments de terres rares, Zn, Pb, Chr, Ni, Bi, Te, Diamant	2016-0014-MI	n.a	122,275	n.a	Demande initiale de concession pour une durée de 15 ans déposée le 28 octobre 2016 en cours d'instruction
ARMINA	Bon Espoir	Permis Exclusif de Recherches	Au et Substances connexes	21/2001	n.a	122,275	31/10/2016	Demande de Permis d'Exploitation déposée le 28 octobre 2016 en cours d'instruction
SMYD	Dorlin	Permis d'Exploitation	Au	12/2010	n.a	84	31/07/2020	PEX renouvelé le 30 juillet 2020 jusqu'au 31 juillet 2020
SMYD	Dorlin	Demande de concession	Au	2020 386 EARM2 YLR	n.a	Initialement 84 km² ramené à 83,67 km²	n.a	Demande de transformation du PEX en concession pour une durée de 25 ans réceptionnée par la DGALN le 2 juin 2020 en cours d'instruction
SMYD	Yaou	Permis d'Exploitation	Au	19/2009	n.a	52	11/11/2014	Demande d'octroi de concession pour une durée de 25 ans réceptionnée par la DGALN le 25 novembre 2019, en cours d'instruction

Sources internes

Au 31 décembre 2020, situation du titre minier Yaou :

La durée initiale d'un permis d'exploitation ("PEX") est de cinq ans au plus. Elle peut faire l'objet de deux prolongations de cinq ans au maximum chacune. Le PEX initial de YAOU a été attribué en novembre 2009 pour une durée de 5 ans, soit jusqu'en novembre 2014. Avant l'échéance du titre, la société AUPLATA a déposé une première demande de renouvellement du PEX pour une nouvelle durée de 5 ans soit jusqu'en novembre 2019.

Suite au retard pris par l'administration de tutelle dans l'instruction des dossiers, la décision éventuelle de renouvellement du PEX paraissait peu judicieuse dès lors que cette prolongation n'aurait été valable que quelques mois et donc peu valorisante. Après analyse interne, il est apparu beaucoup plus pertinent de procéder à une demande de concession. Cette solution présente l'avantage considérable pour le Groupe de valoriser ses actifs par rapport au renouvellement du PEX qui, même après une 2ème prolongation, n'était que peu compatible avec le potentiel minéral découvert et la taille du projet.

Cette stratégie n'entraîne pas de rupture des droits dans la mesure où la demande d'octroi d'une concession a été déposée avant la fin du délai d'instruction de la demande de renouvellement du PEX. De l'analyse du Groupe, la stratégie de demande de concession occasionne peu de risque sur la propriété de l'actif, et ce, en dépit du fait que l'administration ait mentionné qu'afin de respecter la procédure une mise en concurrence serait nécessaire. Le groupe estime qu'il peut justifier de l'ensemble des dépenses effectuées sur le titre et de la détention des données géologiques. Les informations géologiques constituant un actif indéniable qu'aucun autre concurrent potentiel ne détient. Les données géologiques sont la propriété exclusive d'AMG, elles font partie de l'actif du groupe et leur détention justifie, à elles seules, l'attribution de la concession. Le Groupe détient les droits d'inventeur du gisement. Ce droit

d'inventeur donne au pétitionnaire la priorité d'attribution du titre. Enfin, le Groupe est soutenu par les autorités locales pour son projet à YAOU et ce soutien a été renouvelé dans le cadre de la demande de concession.

Titulaire	Nom	Titre minier	Substance	Identifiant	Surface en km2	Institution	Échéance	Suivi	Demande en cours
TIGHZA									
CMT	Tighza	Licence d'exploitation	Pb/Zn/Ag	LE 353207	16	01-11-19	01-11-29		
CMT		Licence d'exploitation	Pb/Zn/Ag	LE 353206	48	01-11-19	02-11-29		
CMT		Licence d'exploitation	Pb/Zn/Ag	LE 353205	32	01-11-19	02-11-29		
CMT		Permis d'exploitation	Pb/Zn/Ag	PE 2506	16	18-03-88	17-03-16	En attente de décision du ministère	Demande d'attribution en priorité
CMT		Concession	Pb/Zn/Ag	C 85	16	05-01-53	05-01-28	Demande de licence d'exploitation sera déposée un an avant échéance selon la loi 33-13	
CMT		Concession	Pb/Zn/Ag	C 86	16	05/01/ 1953	05-01-28		
CMT		Concession	Pb/Zn/Ag	C 87	16	05-01-53	05-01-28		
CMT		Concession	Pb/Zn/Ag	C 88	16	05-01-53	05-01-28		
MIDELT									
MINREX	Tatiwine	Permis d'exploitation	Pb	PE 193405	16	20-07-12	19-07-16	traitement du dossier par l'administration des mines (phase enquête)	Transformation en Licence d'exploitation
MINREX	Enjil	Permis d'exploitation	Pb	PE 193259	16	17-03-08	16-03-16	traitement du dossier par l'administration des mines (phase enquête)	Transformation en Licence d'exploitation
MINREX	Tablalacht (extension ouest)	Permis d'exploitation	Pb	PE 193290	16	18-04-09	17-04-17	traitement du dossier par l'administration des mines (phase enquête)	Demande de permis de recherche
MINREX	Filon George	Permis d'exploitation	Pb	PE 193282	39,8	17-06-02	17-06-17	traitement du dossier par l'administration des mines (phase enquête)	Transformation en Licence d'exploitation
MINREX	Tablalacht	Permis d'exploitation	Pb	PE 193388		15-07-13	14-07-17	traitement du dossier par l'administration des mines (phase enquête)	
CMT	Tablalacht (Midelt)	Permis d'exploitation	Pb	PE 193417		17-10-14	16-10-18	traitement du dossier par l'administration des mines (phase enquête)	
CMT	El Hassir	Permis d'exploitation	Pb	PE 193408		01-02-14	31-01-18	traitement du dossier par l'administration des mines (phase enquête)	

Titulaire	Nom	Titre minier	Substance	Identifiant	Surface en km2	Institution	Échéance	Suivi	Demande en cours
TABAROUCHT									
CMT	Tabaroucht	Licence d'exploitation	Cu	LE 353203	32	01-11-19	02-11-29		Licence d'exploitation demandée est accordée par le Wali de Beni-Mellal.
TIZIN TEST									
CMT	Tizi n'Test	Permis d'exploitation	Au	PE 183298	48	17-07-01	15-07-16	traitement du dossier par l'administration des mines	Transformation en Licence d'exploitation
CMT		Permis d'exploitation	Au	PE 183299		17-07-01	15-07-16	traitement du dossier par l'administration des mines	Transformation en Licence d'exploitation
CMT		Permis d'exploitation	Au	PE 183300		17-07-01	15-07-16	traitement du dossier par l'administration des mines	Transformation en Licence d'exploitation
S/ BOUOTHMANE									
CMT	S/ Bou Othmane	Concession	Pb	C 118	16	15-10-54	15-04-29	Demande de licence d'exploitation sera déposée un an avant échéance selon la loi 33-13	
TOUSSIT									
CMT	Toussit	Concession	Pb	C 77	16	26-01-53	26-01-28	Demande de licence d'exploitation sera déposée un an avant échéance selon la loi 33-13	
CMT		Concession	Pb	C 78	16	26-01-53	26-01-28		
CMT		Concession	Pb	C 79	16	26-01-53	26-01-28		
CMT		Concession	Pb	C 80	16	26-01-53	26-01-28		
CMT		Concession	Pb	C 81	16	26-01-53	26-01-28		
CMT		Concession	Pb	C 82	16	26-01-53	26-01-28		
CMT		Concession	Pb	C 83	16	26-01-53	26-01-28		
CMT		Concession	Pb	C 84	16	26-01-53	26-01-28		
TOUNDOUT									
CMT	Toundout	Permis de recherche	Zn (Pb, Ag)	PR 2339130	32	12-10-13	11-10-17	traitement du dossier par l'administration des mines (phase enquête)	Transformation en Licence d'exploitation
CMT		Permis de recherche	Zn (Pb, Ag)	PR 2339131		12-10-13	11-10-17		
TOUNFITE									
CMT	Tounfite	Permis d'exploitation	Cu	PE 193288	16	18-09-08	17-09-16	traitement du dossier par l'administration des mines (phase enquête)	Transformation en Licence d'exploitation

6.2 Actifs financiers non courants

6.2.1 Instruments de capitaux propres à la juste valeur par OCI² non recyclable

La ventilation des immobilisations financières pour les exercices clôturés le 31 décembre 2019 et le 31 décembre 2020 est présentée dans le tableau ci-dessous :

En '000€	31-12-19	Variation de périmètre	Augmentation	Diminution	Autres éléments du résultat global non recyclables	Ecart de conversion	31-12-20
Dépôts et cautionnements	1.122	2.065	237	(188)	0	(158)	3.078
ASA	216	0	0	0	28	0	244
FONDS OSEAD	20.460	(20.460)	0	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par OCI non recyclables	20.676	(20.460)	0	0	28	0	244
Actifs financiers non courants	21.798	(18.395)	237	(188)	28	(158)	3.322

Suite à la prise de contrôle de fonds OSEAD au 28.02.2020, les instruments de capitaux propres relatifs au fonds OSEAD sont nuls au 31.12.2020, le fonds ayant été intégré globalement (cf. 5.1).

6.3 Stocks et encours

La ventilation des stocks pour les exercices clôturés le 31 décembre 2019 et le 31 décembre 2020 est présentée dans le tableau ci-dessous :

En '000€	31-12-20			31-12-19		
	Valeurs brutes	Pertes de valeur	Valeurs nettes	Valeurs brutes	Pertes de valeur	Valeurs nettes
Stocks MP, fournitures et aut. appro.	6.163	(1.813)	4.350	1.189	0	1.189
Stocks - en-cours de production	1.043	-	1.043	354	0	354
Stocks -ppts finis et intermédiaires	1.107	-	1.107	0	0	0
Stocks de marchandises	0	0	0	0	0	0
Total stocks et encours	8.313	(1.813)	6.500	1.543	-	1.543

Les stocks sont principalement constitués de matières premières (hydrocarbures, produits chimiques et consommables divers), les encours de production représentent les minerais partiellement récupérés ou traités, les produits finis représentent les minerais prêts à être vendus. La perte de valeur de 1,8 M€ provient de l'analyse des matières premières stockées valorisées au prix d'achat et comparées au prix du marché à la date de clôture, lorsque le prix du marché est inférieur au prix d'achat, une perte de valeur est enregistrée. La perte de valeur provient des stocks de matières premières de CMT.

Les stocks en cours de production se composent principalement de l'or récupéré dans les charbons actifs dont la valeur a été estimée en coût de production à 1,0 M€. Les produits finis de 1,1 M€ proviennent principalement de CMT et représentent les stocks de plomb et d'argent valorisés à la date de clôture.

Leur valeur comptable devrait être recouvrée dans les 12 mois.

6.4 Créances et autres créances

La ventilation des créances et autres créances pour les exercices clôturés le 31 décembre 2019 et le 31 décembre 2020 est présentée dans le tableau ci-dessous :

En '000€	31-12-20			31-12-19		
	Valeurs brutes	Pertes de valeur	Valeurs nettes	Valeurs brutes	Pertes de valeur	Valeurs nettes
Clients et comptes rattachés	6.646	674	5.972	3.207	588	2.618
Clients Factor	0		0	0		0
Factures à établir	0		0	0		0
Total clients & comptes rattachés	6.646	674	5.972	3.207	588	2.618
Avances et acomptes	411	0	411	55	0	55
Crédit d'impôt pour investissement Outre Mer	0	0	0	5.836	0	5.836
Créance d'IS	1.030	0	1.030	0	0	0
Créances sur personnel & org. sociaux	31	0	31	0	0	0
Créances fiscales - hors IS - courant	7.096	0	7.096	0	0	0
Comptes courants Groupe actif - courant	3	0	3	3	0	3
Charges constatées d'avance	132	0	132	87	0	87
Actionnaires : capital appelé non versé	0	0	0	0	0	0
Créances sur cessions d'actifs - courant	0	0	0	0	0	0
Autres créances - courant	1.614	603	1.011	1.517	69	1.448
Prêts, cautionnements et autres créances courantes	119		119	0		0
Total autres débiteurs courants	10.436	603	9.833	7.499	69	7.429
Total créances commerciales et autres créances	17.082	1.277	15.805	10.705	658	10.047

Au 31 décembre 2020, les "créances commerciales" et "autres créances" augmentent considérablement par l'entrée dans le périmètre de consolidation de la société CMT. Le crédit d'impôts enregistrés en 2019 a été perçu en totalité pour un montant de 5,8 M€.

La valeur comptable des "clients" et "autres débiteurs" devrait être recouvrée dans les 12 mois. Cette valeur comptable constitue l'estimation de la valeur recouvrable de ces actifs par le management, ceux-ci ne produisent pas d'intérêts.

Le Groupe est exposé au risque de crédit découlant de ses activités opérationnelles (pertes potentielles découlant du non-respect des obligations assumées par les contreparties commerciales). Ce risque est minimisé grâce à la cession de l'intégralité de la production d'AMG Pérou et de CMT à un acteur de premier ordre. La concentration sur une seule contrepartie importante inclut potentiellement le risque de dépendance. Les délais de paiement sont en moyenne inférieurs à un mois, sauf si les pratiques locales sont différentes.

Le Groupe a établi une matrice de provisions fondée sur son expérience historique en matière de perte de crédit, ajustée en fonction des facteurs prospectifs propres aux débiteurs et à l'environnement économique. Le Groupe considère un actif financier en défaut lorsque les paiements contractuels sont dus 90 jours après. Toutefois, dans certains cas, le Groupe peut également considérer qu'un actif financier est en défaut lorsque des renseignements internes ou externes indiquent qu'il est peu probable que le Groupe reçoive intégralement les montants contractuels en souffrance avant de tenir compte des améliorations de crédit détenues par le Groupe. Un actif financier est radié lorsqu'il n'y a pas d'attente raisonnable de récupérer les flux de trésorerie contractuels.

6.5 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La ventilation de la trésorerie disponible pour les exercices clôturés le 31 décembre 2019 et le 31 décembre 2020 est présentée dans le tableau ci-dessous :

En '000€	31-12-20	31-12-19
VMP - Equivalents de trésorerie	11.981	0
Disponibilités	2.287	22
Intérêts courus non échus s/ dispo.	0	0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	14.268	22
Concours bancaires (trésorerie passive)	(580)	(272)
Intérêts courus non échus - Trésorerie passive	(6)	(11)
Trésorerie nette au tableau de flux de trésorerie	13.682	(261)

La trésorerie augmente significativement au 31 décembre 2020 ceci s'explique principalement par l'entrée de CMT dans le périmètre de consolidation (14,8 M€).

6.6 Capitaux propres

Au 31 décembre 2020, le capital social de la société AMG s'élève à 137.104.249,50 euros constitué de 274.208.499 actions de 0,5 € de nominal chacune, totalement libérées.

6.6.1 Évolution juridique du capital

Le Groupe n'a pas enregistré d'évolution juridique du capital social au 31 décembre 2020 à l'exception de la réduction de capital pour apurement des pertes reportées :

Date	Transaction	Nbr. De titres	Valorisation en M€
01-01-20	Capital à la clôture (après division de 10)	274.208.499	191,9
30-11-20	Réduction de capital apurement des pertes	274.208.499	-54,8
31-12-20	Capital à la clôture	274.208.499	137,1

6.6.2 Actionnariat

Conformément aux dispositions de l'article L. 233-13 du Code de commerce et, compte tenu des informations reçues en application des dispositions des articles L. 233-7 et L. 233-12 dudit Code, nous vous indiquons ci-après, à notre connaissance, l'identité des actionnaires possédant plus du vingtième, du dixième, des trois vingtièmes, du cinquième, du quart, du tiers, de la moitié, des deux tiers, des dix-huit vingtièmes ou des dix-neuf vingtièmes du capital social ou des droits de vote au 31 décembre 2020.:

Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital
Monsieur Michel Juillard	32 500 000	11,85%
San Antonio Securities LLC	53 786 487	19,62%
Fondo de Capital Privado	60 636 114	22,11%
Tribeca Natural Resources Fund		
Compagnie Minière de Touissit (a)	944 522	0,34%
Flottant	126 341 376	46,07%
Total	274 208 499	100,00%

(a) La filiale CMT possède 944.522 titres d'AMG, ceux-ci sont intégralement annulés au travers des réserves consolidées.

6.6.3 Bons et options de souscription d'actions.

Aucun bon de souscription d'action n'est en circulation au 31 décembre 2020, à l'exception des BSA EHGO, à savoir :

- (a) 21 novembre 2017 pour 17.333.333 BSA1 et 17.333.333 BSA2, exerçables jusqu'au 21 novembre 2021
- (b) 22 février 2018 pour 41.000.000 BSA1 et 41.000.000 BSA2, exerçables jusqu'au 22 février 2022.

Chacun de ces BSA donne le droit de souscrire à 1 action à un prix d'exercice qui était initialement de 0,30 € avant le regroupement d'actions d'AMG à raison de 10 actions anciennes pour 1 action nouvelle, le regroupement a été finalisé le 3 mai 2019 et qui est donc égal à ce jour de 3€.

6.7 Variation des provisions pour risques et charges

La ventilation des provisions pour risques et charges pour les exercices clôturés le 31 décembre 2019 et le 31 décembre 2020 est présentée dans le tableau ci-dessous :

En '000€	31-12-19	Variation de périmètre	Dotations	Reprise	Ecart de conversion	31-12-20
Non courant						
Pour retraites	-	5.537	131	(249)	(166)	5.254
Pour litiges		47	2	-	(1)	47
Pour situation nette négative des entreprises en MEE	1.235		0		0	1.235
Pour remises en état	5.326	3.363	1.318	(183)	(362)	9.462
Sous-totaux non courant	6.561	8.947	1.451	(432)	(529)	15.997
Courant						
Pour litiges	1.584	0	711	(126)	0	2.169
Pour remises en état	0	28	0	0	(1)	28
Sous-totaux courant	1.584	28	711	(126)	(1)	2.196
Totaux	8.144	8.976	2.162	(558)	(530)	18.194

Au 31 décembre 2020, les provisions liées aux engagements à plus d'un an se composent pour la partie « Non courant » :

- D'une provision pour retraites et obligation sociales pour 5,3 M€ suite à l'entrée dans le périmètre de consolidation de CMT, cette provision liée au régime de prévoyance/maladie est estimée par une actuaire en accord avec la norme IAS19. Les paramètres retenus pour l'estimation de la provision sont les suivants ;
 - 📌 Date d'évaluation : 31/12/2020
 - 📌 Age de départ à la retraite : 60 ans
 - 📌 La table de mortalité TV 88-90
 - 📌 Taux de turn-over moyen : 0%
 - 📌 Un taux d'actualisation de 3,06% (taux des OAT 20 ans au 31/12/2020), la durée moyenne des engagements futurs étant de 20 ans.
 - 📌 Taux d'inflation médicale : 3%
 - 📌 Date d'entrée en vigueur : 2021
 - 📌 Taux moyen de couverture pris en charge par l'AMO (Assurance Maladie Obligatoire) : 30%. Ce taux moyen est le fruit de plusieurs études actuarielles auprès de compagnies d'assurance lors de la mise en place de complémentaire santé.
 - 📌 Age limite prestation :
 - Retraité : jusqu'au décès.
 - Conjoint : jusqu'au décès.
 - Enfant : 25 ans.
 - 📌 Les conjoints et enfants des décédés ne sont pas pris en charge par le régime.
- De la quote-part de perte cumulée au-delà de la valeur de mise en équivalence de la filiale OMCI (1,2 M€), le montant reste identique à 2019, nous n'avons pu obtenir les comptes 2020 faute à la disparition en 2021 du comptable en charge de la mission de comptabilité.
- Des provisions relatives aux obligations aux titres de la réhabilitation des sites et des provisions pour fermeture de site industriel (9,5 M€).

- AMG Pérou a estimé ses obligations de réhabilitation après actualisation à 2,9 M€ ; AMG Guyane porte son estimation pour réhabilitation des sites à 3,2 M€, dont 0,7 M€ relatif à la filiale SMYD (permis Yaou) ; CMT porte son estimation pour réhabilitation et obligation environnementale à 3,4 M€.

Au 31 décembre 2020, les provisions liées aux engagements à un an au plus se composent pour la partie « Courant » :

- De provisions liées pour litiges sociaux qui comprennent la SMYD pour 1,3 M€, et 0,2 M€ pour AMG Guyane, les montants provisionnés sont basés sur les condamnations et ne sont pas versées à la date de clôture des comptes,
- De provisions pour litiges commerciaux enregistrés par AMG Guyane pour 0,6 M€,

6.8 Emprunts et dettes financières

6.8.1 Variation des emprunts et dettes financières

6.8.1.1 La ventilation des dettes financières pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2020 est présentée dans le tableau ci-dessous.

En '000€	31-12-19	Variation de périmètre	Augmentations	Diminutions	Variation non cash des dettes financières	Autres mouvements	Ecart de conversion	31-12-20
Dettes de loyers	687	25	0	(581)	2.517	56	(2)	2.702
Emprunt obligataire	0	20.823	0	0	784	(0)	0	21.608
Emprunt	3.534	14.358	6.686	(3.953)	(3.460)	(155)	(466)	16.544
Dettes financières avec les parties liées	32.560	0	0	(457)	23.136	(4)	(37)	55.198
Autres dettes financières diverses	132	0	0	0		23	0	155
Concours bancaires courants	283	0	307	(4)		0	0	586
Totaux dettes financières	37.197	35.206	6.994	(4.996)	22.977	(80)	(505)	96.793

La dette financière consolidée du Groupe se monte au 31 décembre 2020 à 96,8 M€. Ces dettes sont pour la plupart envers les parties liées 55,2 M€ (actionnaires TNRF ; San Antonio Securities LLC ; San Antonio International Ltd). L'emprunt contracté après d'un investisseur tiers représentait un solde dû au 31 décembre 2019 de 3,4 M€ et a été remboursé en mai 2020. Le groupe présente une dette au titre de financement privés et bancaires à hauteur de 41,5 M€ (incluant les concours bancaires), dont 35,2 M€ provenant du regroupement d'entreprises.

Les dettes financières au 31 décembre 2020 s'expliquent principalement comme suit :

(a) Emprunts bancaires

- CMT détient des dettes financières bancaires à hauteur de 17,8 M€, comprenant 4,4 M€ relatif aux échéances 2021,
- AMG Pérou a contracté en 2020 un emprunt auprès de la Banco de Credit pour 0,5 M€,

(b) Emprunt auprès de tiers

- entrée de périmètre du Fonds OSEAD et des entités détenues (OMM et CMT) ont pour conséquence l'augmentation des dettes financières auprès de tiers :
 - Fonds OSEAD, emprunt contracté auprès de Cristellio d'un montant restant dû au 31 décembre 2020 de 21,6 M€ comprenant l'échéance à un an au plus de 4,6 M€,

(c) Dettes financières - parties liées

- opération de financement de l'acquisition de la participation du Fonds OSEAD, l'actionnaire de référence San Antonio Securities LLC, a consenti au Groupe un prêt de 21,3 M€, les intérêts y relatifs sont capitalisés pour 2,1 M€ ;
- capitalisation des intérêts relatifs à l'exercice 2020 de 3,8 M€ portant la dette envers TNRF à 27,8 M€ après remboursement par la rétrocession des titres autodétenus pour -4,8 M€,
- renouvellement des avances « Promissory notes » 2,2 M€ envers SAIL (intérêts inclus) et 1,4 M€ envers le fonds G2M (intérêts inclus),

Informations complémentaires

1° opération de financement relative au remboursement de l'emprunt obligataire

Le 26 juin 2014, AMG (ex Auplata) a émis un emprunt obligataire d'une durée de cinq ans, soit jusqu'au 26 juin 2019, avec un taux d'intérêt de 8% par an. Conformément à son engagement, AMG a remboursé, outre le principal et les intérêts, les intérêts courus entre le 26 juin 2019 et la date effective du remboursement de l'emprunt obligataire.

Afin de pouvoir procéder à ce remboursement de 4,4 M€, AMG a contracté une dette financière auprès d'un investisseur privé (en dehors des parties liées). Le contrat avec cet investisseur privé prévoyait une garantie en actions AMG représentant trois fois le montant de l'emprunt initial de 4,65 M€ (le "**Margin Call**"). Dans l'hypothèse où la contrevaletur du nombre d'actions AMG remises en garantie devenait inférieure à ce montant, il y avait obligation de remettre de nouvelles actions AMG en complément. AMG ne détenant pas en propres le nombre d'actions AMG correspondant à cette garantie, elle s'est rapprochée de son actionnaire de référence, la société TNRF pour lui demander de se substituer à AMG dans le cadre de cette garantie. Aux termes de l'accord entre TNRF et AMG, TNRF a fait une avance en compte courant à AMG d'un montant de 15,9 M€ dont la modalité de paiement était une "*dation en paiement*" en actions AMG, ce qui a représenté 34.000.000 actions AMG. En application du Margin Call, TNRF a dû à deux reprises apporter en garantie à l'investisseur privé une fois 8.500.000 actions AMG supplémentaires et une deuxième fois 10.000.000 actions AMG supplémentaires soit un total de 52.500.000 actions AMG ce qui représente un montant global de 24,4 M€.

Conditions de financement de cet emprunt

- a) Dette financière de 4,65 M€ contractée le 4 juillet 2019 auprès d'un tiers dans les conditions suivantes :

Notionnel : 4,65 M€

Coûts du service et de la structuration : 0,4 M€

Intérêts versés au 31/12/20 : 0,5 M€

Garantie émise par AMG au bénéfice du prêteur : Garantie en titres AMG d'un montant de 3 fois le nominal du prêt, accompagné d'un "*margin call*" permettant au prêteur de maintenir à tout moment la hauteur de la garantie en titres et cela en fonction de la variation du cours de l'action. Cette garantie a été octroyée par TNRF (voir point a) ci-dessus)

- b) L'emprunt a été analysé comme comportant un dérivé incorporé (option de prolongation) et a été valorisé à la juste valeur par résultat.
- c) L'emprunt a été intégralement remboursé en actions AMG en date du 22 mai 2020. Le solde des actions résultant du "Margin Call" (20,4 millions d'actions AMG) ayant été reversé à TNRF pour remboursement partiel de sa créance à hauteur de 4,8 M€.

2° Financement du développement opérationnel du Groupe auprès de parties liées:

Afin de pouvoir financer son développement opérationnel, AMG a conclu :

- Après de son actionnaire de référence TNRF :

- o En mars 2019, une avance en compte courant d'un montant de 2,4 M€ avec un taux d'intérêt de 10 % l'an, dont la modalité de paiement était une "*dation en paiement*" en actions AMG, ce qui a représenté 5.800.000 actions AMG, après prise en compte du regroupement d'actions intervenu le 3 mai 2019 ;
- o En décembre 2019, une avance en compte courant d'un montant global de 1,8 M€ avec un taux d'intérêt de 25 % l'an ramène à 15% l'an à partir du 1^{er} mars 2020.
- o En 2019, une avance en compte courant versée en titres AMG pour un montant de 20,1 M€ (voir 1° c) ci-dessus).

Ce qui représentait au 31 décembre 2020 un montant en principal de 24,0 M€ et des intérêts de 3,8 M€.

- Après de la partie liée le fonds G2M :

- o En mai 2019, un prêt court terme d'un montant de 1 M€ avec un taux d'intérêt de 15 % l'an ;
- o En août 2019, un prêt court terme d'un montant de 0,15 M€ avec un taux d'intérêt de 25 % l'an, ramené à 15% à partir du 1^{er} mars 2020.

Ce qui représentait au 31 décembre 2020 un montant en principal de 1,2 M€ et des intérêts de 0,2 M€.

- Après de son actionnaire San Antonio Securities LLC (SAS) par l'intermédiaire de la société San Antonio Internacional Limited (SAIL) :

- o En mai 2019, un prêt court terme d'un montant de 1 M€ avec un taux d'intérêt de 15 % l'an, augmenté à 20% à partir du 1^{er} octobre 2020 ;
- o En septembre 2019, un prêt court terme d'un montant de 1 M€ avec un taux d'intérêt de 25 % l'an, ramené à 20% à partir du 1^{er} octobre 2020 .

Ce qui représentait au 31 décembre 2020 un montant en principal de 2,2 M€ et des intérêts de 0,5 M€, partiellement remboursé le 1^{er} septembre 2020 à hauteur de 0,4 M€.

- Auprès de son actionnaire SAN ANTONIO SECURITIES LLC (SAS)

Aux termes d'un Protocole d'investissement conclu le 19 février 2020, AMG a procédé à l'acquisition du solde des parts du fonds OSEAD FUND, soit 6.015 parts, AMG finance l'acquisition d'OSEAD FUND comme suit :

Le prix de cession de EUR 25.004.355 est à payer en quatre échéances. Les paiements au cédant seront effectués par SAS au nom et pour le compte d'AMG. Après prise en compte des avenants du 12 août et du 10 novembre 2020, l'échéancier est le suivant :

- Tranche 1 : à hauteur de EUR 15.002.613 en cash à la date de signature du Protocole d'Investissement
- Tranche 2 – partie 1.1 : à hauteur d'EUR 2.500.435,50 en cash (correspondant à 601,5 parts) dans les 5 jours ouvrables suivants la date d'effet du premier amendement (août 2020)
- Tranche 2 – partie 1.2 : à hauteur de EUR 3.751.692,50 (correspondant à 902,5 parts) en cash au plus tard le 30 novembre 2020
- Tranche 2 – partie 2 : à hauteur de EUR 3.749.614 (correspondant à 902 parts) au plus tard le 31 juillet 2022 en cash ou en actions AMG, au choix de SAS dans le cadre de son financement. Si le paiement est effectué en actions, il correspondra à 15% du montant détaillé ci-après au titre du remboursement en actions des avances en compte courant de SAS.

Modalités spécifiques du financement par San Antonio Securities LLC (SAS)

Parallèlement aux versements effectués par SAS pour le compte d'AMG, AMG constate dans ces comptes un emprunt envers SAS. Suite aux avenants du 12 août et du 10 novembre 2020, l'échéancier de cet emprunt modifié de versement des avances, et calqué sur l'échéancier de paiement du prix des parts OSEAD FUND, est le suivant :

- ✓ Tranche 1 : à hauteur de EUR 15.002.613 en cash à la date de signature du Protocole d'Investissement
- ✓ Tranche 2 – partie 1.1 : à hauteur de EUR 2.500.435,50 en cash dans les 5 jours ouvrables suivant la date d'effet du premier amendement (août 2020)
- ✓ Tranche 2 – partie 1.2 : à hauteur d'EUR 3.751.692,50 en cash au plus tard le 30 novembre 2020
- ✓ Tranche 2 – partie 2 : à hauteur de EUR 3.749.614 au plus tard le 31 juillet 2022 en cash ou en actions AMG, au choix de SAS
- Taux d'intérêt : 15 % par an, calculé pour chaque tranche du prêt à compter de la date de réception des fonds par le cédant. Ces intérêts sont payés en une fois à la date de remboursement de l'avance en compte courant.
- Remboursement : au plus tard le 31 août 2022, en numéraire ou en actions AMG, au choix de SAS.
- Remboursement en actions : en cas de conversion décidée par SAS au titre du paiement de la dernière partie de la tranche 2, celle-ci se ferait au nombre d'actions suivant :

✓ au montant de l'Avance et des intérêts échus au 31 juillet 2022 divisé par :

✓ (x) le cours moyen de l'Action d'AMG pondéré par les volumes des 90 jours de bourse précédant le 19 février 2020 (le « Cours AMG Référence »), dans l'hypothèse où le cours moyen de l'Action d'AMG pondéré par les volumes des 90 jours de bourse précédant le 31 juillet 2022 (le "Cours AMG Échéance") est supérieur au Cours AMG Référence,

✓ Ou (y) le Cours AMG Échéance dans l'hypothèse où le Cours AMG Échéance est inférieur au Cours AMG Référence, étant entendu que le Cours AMG Référence et le Cours AMG Échéance s'entendent des cours de bourse de l'action d'AMG hors opérations de regroupement d'actions ou de division de la valeur nominale, est supérieur au Cours AMG Référence,

✓ Ou (z) le nominal si le Cours AMG Référence et le Cours AMG Échéance sont inférieurs au nominal. Des BSA ou actions supplémentaires seront alors émis pour couvrir la différence

- SAS détiendra, jusqu'au 31 août 2022, date du remboursement en numéraire ou en actions de l'Avance, 100% des actions de la société de gestion du Fonds OSEAD Gestion.

- À défaut de paiement de l'une des 3 échéances du prix de cession des parts du Fonds OSEAD, SAS perdrait le contrôle de la société de gestion du Fonds OSEAD, de plein droit - En cas de remboursement par AMG à SAS de l'Avance au plus tard le 31 août 2022 : 100 % des actions de la société de gestion OSEAD GESTION S.A. seront transférées par SAS à AMG au 1er septembre 2022.

- Garantie apportée par AMG : nantissement de parts consenti par AMG auprès de SAS portant sur 100 % des parts du Fonds OSEAD valant remboursement intégral par AMG de l'Avance et des intérêts générés, en cas de non-remboursement. SAS conserverait également, dans cette hypothèse, 100% des actions de la société de gestion OSEAD GESTION S.A.

- Garantie apportée par OSEAD FUND : OSEAD FUND accorde à SAS un nantissement sur 534.958 actions de la société OMM, en garantie du remboursement par AMG de l'Avance en compte courant.

3° Financement auprès des institutions financières

La filiale CMT a conclu un contrat d'emprunt auprès de la banque BERD le 7 avril 2017 pour un montant de 20,0 M€, les échéances sont semestrielles et d'un montant de 2,0 M€ chacune. L'intérêt contractuel est de 2,75%, l'encours au 31 décembre 2020 est de 10,0 M€, la dernière tranche devant être honorée le 20 mars 2023.

Un contrat de crédit-bail a été contracté le 1^{er} novembre 2020 par CMT dans le cadre de l'acquisition des bureaux du siège de Casablanca, la dette au 31 décembre 2020 est de 1,8 M€. L'échéance du contrat de crédit-bail est prévue le 1^{er} octobre 2030. Les échéances sont mensuelles et portent un intérêt mensuel de 0,435%.

Dans le cadre de la pandémie de la Covid19, l'État marocain a octroyé au travers de la banque Crédit du Maroc des prêts « relance », CMT a contracté au cours de l'exercice 2020 un prêt de 63,0 M MAD (soit 5,8 M€ au 31 décembre 2020) dont l'échéance de remboursement est trimestrielle et débute le 20 février 2021, l'échéance du contrat est prévue le 20 août 2027. Le taux d'intérêt est de 3,5%.

AMG Pérou, en mai 2020 a contracté un emprunt auprès de la Banco Credito of Perú dans le cadre des plans de relance économique « Reactiva Peru Program » pour un montant de 0,6 M us\$ (soit 0,5 M€ au 31 décembre 2020) portant un taux d'intérêt de 0,98%. Une période de grâce de 12 mois est prévue et le remboursement porte sur 24 mensualités dès la période de carence terminée.

Le Fonds OSEAD a une dette financière envers Cristellio Holding AG, l'ouverture de crédit se monte à 30,6 M€ portant un intérêt annuel Euribor 12 mois + 4,5%. L'encours au 31 décembre 2020 se monte à 21,6 M€. Cette dette est remboursable en 9 échéances et suivant la remontée de dividendes provenant de OMM. Lorsque le dividende distribué par OMM au Fond Osead est supérieur au montant de l'échéance ; (i) inférieur ou égale à 7,0 M€, le montant du remboursement est égal au dividende, (ii) le dividende est supérieur à 7,0 M€, le montant du remboursement se limite au dividende diminué de 0,5 M€.

Valorisation de la dette

- a) TNRF : La dette relative aux avances en trésorerie a été valorisée à la valeur nominale.
- b) SAIL : La dette relative aux avances en trésorerie a été valorisée à la valeur nominale.
- c) Fonds G2M : La dette relative aux avances en trésorerie a été valorisée à la valeur nominale.
- d) SAS : La dette relative aux avances en trésorerie a été valorisée à la valeur nominale, l'option donnée à SAS de se voir remboursé en trésorerie ou en actions AMG constitue un instrument dérivé dont la juste valeur a été déterminée en accord avec les normes IFRS, principalement la norme IFRS9.
- e) BERD : La dette a été valorisée à la valeur nominale.
- f) Crédit du Maroc : La dette a été valorisée à la valeur nominale.
- g) Banco de Credito : La dette a été valorisée à la valeur nominale.
- h) Cristellio : La dette a été valorisée à la valeur nominale.

Échéances et remboursements

- a) TNRF : La modalité de remboursement de l'avance en compte courant consentit par TNRF et réalisée par "Dation en Paiement" en actions AMG tel que rappelé ci-dessus sera remboursable en trésorerie ou convertible en actions AMG à la seule décision de TNRF. Cette décision devrait dépendre des capacités d'endettement du Groupe, des liquidités générées par l'activité. Dans le cadre du support des actionnaires au Groupe, cette dette ne sera pas exigée si l'exécution de celle-ci venait à compromettre la continuité du Groupe.
- b) SAIL : Les deux avances de 1 M€ chacune en trésorerie sont renouvelables, celles-ci ont été renouvelées en août 2020.
- c) Fonds G2M : Les deux avances en trésorerie sont renouvelables et n'ont pas fait l'objet d'un remboursement postérieurement à la clôture.
- d) SAS : au plus tard le 31 août 2022, en numéraire ou en actions AMG, au choix de SAS.
- e) BERD : la dernière échéance est planifiée au 20 mars 2023.
- f) Crédit du Maroc : les échéances sont trimestrielles, l'échéance du contrat est prévue le 20 août 2027.
- g) Banco de Credito : Les échéances sont mensuelles, le contrat porte une carence de remboursement de 12 mois, le calendrier de remboursement comprend une durée de 24 mois.
- h) Cristellio : Échéance annuelle d'un montant de 3,4 M€, échéance finale le 15 sept. 2025.

Covenants financiers liés à la dette BERD – CMT

- (a) Debt services coverage ratio, (i) liquidités suffisantes pour couvrir le service de la dette pour la période de 12 mois précédent la date de calcul ; par rapport à, (ii) la somme du remboursement en capital et des intérêts dus sur l'ensemble de la dette financière due sur la période. Le rapport de (i) / (ii) ne peut être inférieur à 1,4 : 1,
- (b) Dette financière sur EBITDA ratio, (i) la dette financière à la date de calcul ; par rapport à ; (ii) l'EBITDA pour les 12 mois précédents la date de calcul. Le rapport de (i) / (ii) ne peut être supérieur à 2 : 1,
- (c) Ratio Courant, (i) les actifs courants à la date de calcul ; divisé ; (ii) par les dettes courantes. Le rapport de (i) / (ii) ne peut être inférieur à 1,3 : 1,
- (d) Au 31 décembre 2020, l'ensemble des ratios était respecté.

6.8.2 Échéancier des emprunts et dettes financières

6.8.2.1 Échéancier des emprunts et dettes financières au 31 décembre 2020

En '000€	31-12-20	Part à moins d'un an	Part entre 1 et 5 ans
Dettes de loyers	2.702	374	2.328
Emprunt obligataire	21.607	4.603	17.004
Emprunt	16.545	4.589	11.956
Dettes financières avec les parties liées	55.197	30.627	24.570
Autres dettes financières diverses	156	0	156
Concours bancaires courants	586	586	0
Totaux dettes financières	96.793	40.779	56.014

6.9 Dettes commerciales et autres passifs

La ventilation des "dettes commerciales" et "autres passifs" pour les exercices clôturés le 31 décembre 2019 et le 31 décembre 2020 est présentée dans le tableau ci-dessous :

En 000€	31-12-20	31-12-19
Fournisseurs	16.411	16.366
Totaux fournisseurs	16.411	16.366
Avances et acomptes reçus	-	-
Dettes sociales	5.524	1.757
Dettes fiscales	1.626	692
Dettes diverses	727	733
Produits différés	0	0
Dette sur immo - part à moins d'un an	1.500	0
Totaux des autres passifs courants	9.378	3.183
Dette sur immo - part à plus d'un an	4.301	1.500
Totaux autres passifs non courants	4.301	1.500

Les dettes commerciales et autres passifs courants se montent, au 31 décembre 2020, à 25,8 M€, composé principalement de dettes commerciales pour 16,3 M€. La hausse s'explique par :

- L'entrée de périmètre du fonds Osead, OMM et CMT, qui contribuent à hauteur de 7,7 M€ de passifs courants, dont 3,2 M€ de dettes commerciales et 4,6 M€ de dettes sociales et fiscales.
- le report d'échéances obtenu par AMG en Guyane française, la dette sociale augmentant de 1,4 M€.

Les dettes commerciales restent stables, le crédit d'impôt de 5,8 M€ ayant été utilisé dans sa quasi-totalité au paiement de fournisseurs et d'autres tiers d'AMG Guyane française.

Les dettes sur immobilisations à plus d'un an comprennent principalement la Tranche 2 de l'acquisition des titres du fonds OSEAD, l'échéance du 31 juillet 2022 se monte à 3,7 M€ (note 6.8).

En '000€	31-12-19	Variation de périmètre	Variations de la période	Reclassements	Ecart de conversion	31-12-20
Fournisseurs	16.366	3.147	(2.378)	(126)	(598)	16.411
Totaux fournisseurs	16.366	3.147	(2.378)	(126)	(598)	16.411
Dettes sociales	1.757	2.467	1.442	0	(142)	5.524
Dettes fiscales	692	1.566	(564)	0	(68)	1.626
Dettes diverses	733	794	(938)	142	(4)	727
Produits différés	0	0	0	0	0	0
Dettes sur immo - part à moins d'un an	0	0	0	1.500	0	1.500
Totaux des autres passifs courants	3.182	4.827	(60)	1.642	(214)	9.377
Dettes commerciales et autres dettes	19.548	7.973	-2.439	1.517	-812	25.787

6.10 Impôts et impôts différés

En '000 €	31-12-19	Entrée de périmètre	Impact résultat	Reclassement IFRS 5	Impact sur les réserves	Ecart de conversion	31-12-20
Immobilisations incorporelles, corporelles et financières	(9.521)	(34.816)	693		2.861	1.138	(39.645)
Provisions	772	1.600	262		0	(113)	2.522
Dettes financières	0	(109)	(37)		0	3	(143)
Autres	871	(19)	(635)		0	(32)	185
Reports déficitaires	8.746	0	418		(2.664)		6.500
Impôts différés actifs (bruts) et passifs	869	(33.344)	701	0	197	996	(30.581)
Impôts différés non reconnus	(1.526)		0				(1.526)
Impôts différés actifs non reconnus	(1.290)		0				(1.290)
Impôts différés nets	(1.946)	(33.344)	701	0	197	996	(33.396)
Dont impôts différés passifs	(2.135)	(33.344)	870	0	197	1.000	(33.412)

Les impôts différés se composent principalement de l'impôt différé passif (-33,4 M€) calculé sur la juste valeur des titres miniers CMT.

6.11 Engagements financiers donnés

6.11.1 Engagements AMG Pérou

Au 31 décembre 2020, la Société a accordé des lettres de crédit en faveur du ministère de l'Énergie et des Mines pour 2,2 M\$ US (2,0 M\$ US au 31 décembre 2019) afin de garantir le plan actuel de fermeture de la mine de son unité minière.

6.11.2 Engagements AMG

Redevances Yaou et Dorlin

Dans le cadre de l'acquisition de SMYD SAS auprès de Golden Star Ressources Ltd. et d'Euro Ressources (ex Guyanor), AMG s'est engagée, par contrat, à acquitter une redevance annuelle totale correspondant à 1% du chiffre d'affaires réalisé sur les sites d'exploitation de Yaou et de Dorlin ("**CA**"), ainsi qu'une redevance complémentaire de 1% du CA lorsque le total des redevances cumulées versées (soit 1 % du CA) dépassera un seuil s'élevant à 2,1 M€.

Le total des redevances cumulées au 31 décembre 2020 s'élève 0,4 k€, ce montant n'a pas augmenté dans la mesure où il n'y a eu aucune reprise de l'activité de production sur les sites concernés.

Le montant des dépenses faites sur le PEX Dorlin au 31 décembre 2020 est de 7.555.995 USD.

Engagements sur les PER Bon Espoir et PER Iracoubo Sud

Dans le cadre du rachat à GOLDEN STAR Resources Ltd. de la société Armina Ressources Minières SARL ("**Armina**") détentrice des PER Bon Espoir et Iracoubo Sud, AMG a repris les engagements de caution donnés par société la GOLDEN STAR Resources Ltd. vis-à-vis du Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable, des Transports et du Logement. AMG s'est ainsi engagé à donner à sa filiale Armina les moyens lui permettant de remplir ses obligations en termes de conduite des travaux d'exploration et de réhabilitation des sites. Ces 2 PER faisaient l'objet de l'accord entre AMG, ARMINA et NEWMONT LaSource. Comme mentionné dans la Note 4.9 ci-dessus, suite à la signature d'un accord en date du 3 août 2020 intitulé "Termination Agreement" Newmont LaSource SAS, Auplata Mining Group - AMG et Armina Ressources Minières SARL ont décidé d'un commun accord de mettre fin à la coentreprise

("Joint-Venture") qui les liait depuis le 9 septembre 2014. Du fait de ce Termination Agreement, chacune des parties reprend la pleine propriété des titres miniers qu'elle avait apportés à la Joint-Venture. Pour le Groupe cela concerne uniquement le PER Bon Espoir, le PER Iracoubo Sud étant devenu caduc le 2 mars 2020.

Les dépenses mises à jour sont indiquées ci-dessous :

PER Bon Espoir	Dépenses 15 – 19	Dépenses 18 - 19	Engagement	À dépenser
Demande de concession	5.171.498,00	206.453,00		560.000,00

Engagement sur le PER Couriège

Le PER Couriège fera l'objet d'un programme d'exploration qui est maintenant défini, mais pas encore validé. Il est prévu une campagne géophysique et de forages d'exploration et de définition afin de circonscrire un gisement à partir des données existantes.

Engagements hors bilan

Suite à l'arrêté préfectoral N° 2015-322-0002 du 18 novembre 2015 autorisant AMG à exploiter une installation de séparation gravitaire d'or primaire et une unité modulaire de traitement du minerai aurifère sur la commune de Saint-Élie, AMG a dû fournir une garantie financière à hauteur de 622.863 € pour la période allant de 2015 à 2019. Conformément aux prescriptions de l'Arrêté Préfectoral Complémentaire du 21 novembre 2019, cette garantie a fait l'objet d'une mise à jour avec les services de la DGTM (ex DEAL). Aux termes d'un arrêté préfectoral N° R03-2021-03-22-00006 du 22 mars 2021, le montant de la garantie financière pour la période allant de 2020 à 2024 a été porté à 955.331 € et doit être constitué avant le 22 juin 2021.

Passifs éventuels

Une demande d'arbitrage a été initiée par un actionnaire dans le cadre d'accords passés en 2011 entre AMG Pérou et cet actionnaire. À la date d'arrêtés des comptes, cette demande représente une obligation potentielle de la société résultant d'événements dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance, ou non, d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de la société.

Engagements hors bilan

OSEAD : nantissement des titres OMM au profit de Glencore et de SAN ANTONIO SECURITIES dans le cadre des garanties données dans le cadre de la dette financière auprès de Cristellio Holding AG et de la dette financière envers SAS. (cf. note 6.8),

7 ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2020 - COMPTE DE RÉSULTAT

7.1 Chiffre d'affaires

En '000€	GUYANE FRANÇAISE	PEROU	MAROC	TOTAL CONSOLIDÉ Décembre 2020	TOTAL CONSOLIDÉ Décembre 2019
Chiffre d'affaires	1.306	12.448	35.450	49.203	18.832

La ventilation du chiffre d'affaires au 31 décembre 2020 comprend 12 mois d'activité du Groupe AMG et 10 mois d'activité de CMT.

Au 31 décembre 2019, le chiffre d'affaires se compose principalement des ventes des métaux produits par AMG Pérou (Plomb et Zinc) et de différentes refacturations de services et consommables en ce qui concerne AMG. En 2019, AMG Pérou avait traité 123.370 TM.

Au 31 décembre 2020, le chiffre d'affaires se compose principalement des ventes des métaux produits par CMT (Plomb et Argent), des productions d'AMG Pérou (Plomb et Zinc) et de la production d'Or en ce qui concerne la Guyane française. La contraction du chiffre d'affaires d'AMG Pérou s'explique par des prix de vente en régression, mais également par des teneurs plus faibles en minerais.

7.2 Charges d'exploitation

7.2.1 Ventilation des achats consommés

La ventilation des achats pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2020 comprend 12 mois d'activité du Groupe AMG et 10 mois d'activité de CMT, les comptes au 31 décembre 2019 comprenaient 12 mois de l'activité AMG Pérou et 10 mois de l'activité AMG Guyane.

En '000€	31-12-20	31-12-19
Achats matières premières & autres approvisionnements	10.126	2.196
Autres charges externes	15.486	13.169
Totaux	25.611	15.364

L'augmentation des achats de matière et autres charges externes provient principalement de l'entrée dans le périmètre de consolidation de CMT.

7.3 Charges de personnel

La ventilation des charges de personnel pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2020 comprend 12 mois d'activité du Groupe AMG et 10 mois d'activité de CMT, les comptes au 31 décembre 2019 comprenaient 12 mois de l'activité AMG Pérou et 10 mois de l'activité AMG Guyane.

En '000€	31-12-20	31-12-19
Salaires et traitements	10.862	6.589
Charges sociales	3.671	1.579
Totaux	14.534	8.168

L'augmentation des charges salariales et sociales provient principalement de l'entrée dans le périmètre de consolidation de CMT, et dans une moindre mesure par la mise en production d'AMG Guyane.

AMG compte en Guyane française 82 collaborateurs, au Pérou AMG compte 291 collaborateurs, au Maroc CMT compte 376 collaborateurs au 31 décembre 2020, soit un total de 749 collaborateurs.

7.4 Autres produits et charges d'exploitation

La ventilation des autres produits et charges d'exploitation pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2020 comprend 12 mois d'activité du Groupe AMG et 10 mois d'activité de CMT, les comptes au 31 décembre 2019 comprenaient 12 mois de l'activité AMG Pérou et 10 mois de l'activité AMG Guyane.

En '000€	31-12-20	31-12-19
Résultat sur opérations de gestion	888	(1.267)
Cessions d'actifs	369	1
Charges et produits sur écarts d'acq.	0	11.615
+/- valeur de consolidation	0	(3.900)
Totaux	1.257	6.449

En 2020, les autres produits et charges d'exploitation sont peu significatifs.

En 2019, la prise de contrôle d'AMG (ex Auplata – opération d'acquisition inversée) a généré un *Badwill* de 11,6 ³M€ qui doit être lu au regard de l'information relative à l'opération d'acquisition inversée⁴.

Les plus et moins-values de consolidation au 31.12.2019 étaient constituées exclusivement de la moins-value sur les titres mis en équivalence AMG détenus avant l'opération de reverse acquisition et qui ont été sortis pour leur juste valeur par résultat conformément à la norme IFRS 3 R dans le cadre des acquisitions par étapes.

³ Note 5.4

⁴ Note 5.3

7.5 Dotations et reprises aux amortissements et provisions

La ventilation des dotations et reprises aux amortissements et provisions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2020 comprend 12 mois d'activité du Groupe AMG et 10 mois d'activité de CMT, les comptes au 31 décembre 2019 comprenaient 12 mois de l'activité AMG Pérou et 10 mois de l'activité AMG Guyane.

En '000€	31-12-20	31-12-19
Dot./Amt. & dép. immo. incorporelles	6.236	1.906
Dot./Amt. & dép. immo. corporelles	6.253	3.187
Dotation aux amortissements	12.489	5.093
Dot. aux provisions	1.241	356
Reprise de provisions	(208)	(36)
Dot./dép des stocks MP et marchandises	139	(132)
Dotation aux dépréciations et provisions nettes des reprises	1.171	188
Dotations aux amortissements et provisions nettes des reprises	13.660	5.281

Les dotations aux amortissements sur les immobilisations incorporelles augmentent significativement suite à l'entrée dans le périmètre de consolidation de la société CMT (Voir Note 6.1 ci-dessus), mais aussi par l'amortissement sur la durée estimée de production (30 ans) de la juste valeur des titres miniers de CMT évaluée à 173,3 M€ lors de l'exercice d'allocation du prix d'acquisition.

7.6 Produits et charges non récurrents

La ventilation des produits et charges non récurrents pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2020 comprend 12 mois d'activité du Groupe AMG et 10 mois d'activité de CMT, les comptes au 31 décembre 2019 comprenaient 12 mois de l'activité AMG Pérou et 10 mois de l'activité AMG Guyane.

En '000€	31-12-20	31-12-19
Produits et Charges non récurrents		
Charges exceptionnelles	(918)	
Provision pour litiges sociaux - dotations	(740)	(513)
Provision pour litiges sociaux - reprises	135	1.768
VNC des titres cédés	(37)	(151)
Impairment		(3.593)
Total net	(1.560)	(2.489)

En 2020, les charges et produits non récurrents se composent de dotations aux provisions. De plus, les autres charges exceptionnelles se composent d'une donation de 1 Mus\$ (0,8 M€) versée par la société CMT au titre d'une aide exceptionnelle au fonds de solidarité créé par le Roi, sa Majesté Mohamed VI.

En 2019 les charges et produits non récurrents se composent : d'une reprise nette de provision pour litige social pour -1,2 M€, impacts fiscaux compris et d'un impairment sur les titres miniers de -3,6 M€, dont -2,7 M€ sur "Bon Espoir" et -0,9 M€ sur AMG Pérou.

7.7 Produits et charges financières et services de la dette

La ventilation des produits et charges financiers pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2020 comprend 12 mois d'activité du Groupe AMG et 10 mois d'activité de CMT, les comptes au 31 décembre 2019 comprenaient 12 mois de l'activité AMG Pérou et 10 mois de l'activité AMG Guyane.

En '000€	31-12-20	31-12-19
Intérêts et charges assimilés	(8.916)	(3.833)
Produits nets des autres valeurs mobilières	(169)	375
Coût de l'endettement financier net	(9.084)	(3.458)
Autres intérêts et produits assimilés	(2)	(550)
Variation de juste valeur	0	(774)
Différence nette de change	(283)	32
Dotations financières nettes des reprises	(102)	0
Total des charges et produits financiers	(9.472)	(4.750)

Les conditions financières liées à l'endettement du Groupe ont été explicitées dans la Note 6.8 ci-dessus relative à la dette financière.

Au 31 décembre 2020, les charges financières augmentent significativement, et cela en lien avec l'augmentation des dettes financières.

Au 31 décembre 2019, AMG Pérou a enregistré une charge financière de -0,8 M€ en raison de la valorisation de la dette envers l'actionnaire SAIL à sa juste valeur au regard de la norme IFRS 9.

7.8 Preuve d'impôt

En 000 €	31-12-20	31-12-19
Résultat avant impôt	(14.801)	(11.057)
Taux d'imposition normal applicable	28%	31%
(Charge) produit d'impôt théorique	4.144	3.428
Incidence des :		
Résultat des sociétés mises en équivalence	0	(20)
Reprise Badwill	0	3.600
Autres différences permanentes	(1.046)	(1.178)
Différences de taux étrangers	616	(223)
Non reconnaissance d'IDA	0	(402)
Activation des IDA	(6.292)	(4.028)
Autres	(147)	(171)
(Charge) produit d'impôt effectivement constaté	(2.725)	1.006
Taux d'impôt effectif (%)	-18,4%	9,1%

8 INFORMATION SECTORIELLE AU 31 DÉCEMBRE 2020

8.1.1 Information par groupe d'activité

Le Groupe s'organise principalement autour des UGT qui sont réparties par zones géographiques, l'information relative à la norme IFRS 8 - *Secteurs opérationnels* est présentée par conséquent par zone géographique.

8.1.2 Informations par zone géographique

Le Groupe possède des activités d'exploration et d'exploitation de sites miniers en Guyane française et Pérou. L'intégralité de l'activité du Groupe se fait donc au Pérou, en France et au Maroc, à l'exception de la filiale OMCI détenue à 50% par le Groupe qui n'a plus d'activité.

2020 En '000€	GUYANE FRANCAISE	PEROU	MAROC	TOTAL CONSOLIDE 31-12-2020	TOTAL CONSOLIDE 31-12-2019
Chiffre d'affaires	1.306	12.448	35.450	49.203	18.832
Achats et services	(5.017)	(8.404)	(12.190)	(25.611)	(15.364)
Charges de personnel	(4.858)	(4.148)	(5.528)	(14.534)	(8.168)
Impôts et taxes	(135)	(240)	(48)	(423)	(306)
Variation nette des amort et provisions	(3.020)	(3.851)	(6.789)	(13.660)	(5.281)
Autres produits et charges d'exploitation	1.562	(150)	(155)	1.257	6.449
Résultat opérationnel courant	(10.163)	(4.346)	10.740	(3.769)	(3.838)

- (a) L'entité AMG Guyane présente une perte opérationnelle courante de -10,2 M€, l'entité a démarré ses activités de production début mars 2020 pour ensuite devoir reporter la mise en production à octobre 2020 suite principalement aux effets de la pandémie de la Covid-19.
- (b) AMG Pérou présente une perte opérationnelle courante de -4,3 M€ ; l'entité a été impactée par les prix des commodités relativement faibles tout au long de l'année, mais également une baisse de la productivité liée à la gestion de la pandémie de la Covid-19.
- (c) CMT présente un résultat opérationnel de 10,7 M€ en diminution par rapport à l'exercice 2019 ; cette diminution est liée notamment à la contraction du chiffre d'affaires lié à la baisse des volumes produits par rapport à l'exercice 2019.

2020 En '000€	GUYANE FRANCAISE	PEROU	MAROC	TOTAL CONSOLIDE 31-12-2020	TOTAL CONSOLIDE 31-12-2019
Actifs non courants	40.277	11.986	219.547	271.811	82.169
Actifs courants	2.562	2.460	31.551	36.573	11.613

2020 En '000€	GUYANE FRANCAISE	PEROU	MAROC	TOTAL CONSOLIDE 31-12-2020	TOTAL CONSOLIDE 31-12-2019
Passifs non courants	34.558	3.272	74.042	111.872	10.852
Passifs courants	47.494	6.587	12.553	66.634	57.672

9 RÉMUNÉRATION DES MANDATAIRES SOCIAUX

Monsieur Luc Gerard, Président Directeur Général depuis le 1^{er} janvier 2020, a perçu une rémunération globale brute de 240.000 EUR au titre de l'exercice 2020, AMG reste redevable au titres des rémunérations du CEO d'un montant de 103.592,43 € au relatifs aux rémunérations des exercices 2019 et 2020.

Concernant les administrateurs

Sur proposition du Comité des rémunérations du 3 septembre 2020, le Conseil d'Administration du 24 septembre 2020 a pris les décisions suivantes :

- 1) Du fait que la Société doit faire face à des obstacles économiques importants en raison des conditions actuelles du marché et de la pandémie de la Covid-19, une politique d'épargne a été mise en œuvre au niveau du groupe. Prenant acte de cela il est proposé de réduire la rémunération de la présence et de l'activité des administrateurs au sein du Conseil d'Administration (anciennement "jetons de présence") de manière rétroactive à compter du 1^{er} janvier 2020 afin de la limiter à :
 - 2.500 € par mois et par administrateur en ce compris la participation à l'ensemble des conseils d'administration dans lesdits mois ainsi que la participation à un Comité ;
 - 1.500 € par Comité supplémentaire au-delà d'un par mois.

Cette règle trouverait à s'appliquer jusqu'à ce que le Comité des Rémunérations propose au Conseil d'Administration de la modifier en fonction des performances financières et opérationnelles d'AMG.

- 2) Sur la base du point 1) ci-dessus et de la prise en compte de la modification rétroactive au 1er janvier 2020, de prendre acte du fait qu'au 31 octobre 2020, la société est redevable vis-à-vis des administrateurs des montants correspondants à la rémunération de leur présence et de leur activité au sein du Conseil d'Administration (anciennement "jetons de présence") suivant :

Pour l'année 2017 :	18.000 €
Pour l'année 2018 :	65.060 €
Pour l'année 2019 :	120.500 €
Jusqu'au 31 octobre 2020 :	150.000 €
Soit un total jusqu'au 31 octobre 2020 :	353.560 €

- 3) De prévoir un plan de paiement afin de rembourser la rémunération de leur présence et de leur activité au sein du Conseil d'Administration (anciennement "jetons de présence") impayée due aux administrateurs jusqu'au 31 octobre 2020 visée au point 2) ci-dessus sur 12 mois en versements égaux. Le montant dû sera calculé sur la base du montant restant dû à chaque directeur divisé en 12 versements égaux. Dans le cas où la disponibilité des flux de trésorerie de la Société s'améliore, le plan de paiement de la dette proposé devrait être accéléré dans la mesure du possible.
- 4) Que la rémunération de la présence et de l'activité des administrateurs au sein du Conseil d'Administration (anciennement "jetons de présence") à compter du 1er novembre 2020 puisse leur être réglée avant le 7ème jour du mois suivant, sous réserve de la capacité financière de la Société.

L'Assemblée Générale Mixte du 30 novembre 2020 a voté une enveloppe au titre de la rémunération de l'activité des administrateurs au Conseil d'Administration fixée à 250.000 € au titre de l'exercice 2020.

Au titre de l'exercice 2020 :

Monsieur Paul-Emmanuel de Becker Remy, administrateur depuis le 15 novembre 2005 a perçu en 2020 une somme de 13.000 € sur les sommes qui lui sont dues et il lui reste à percevoir au titre des exercices 2017, 2018 et 2019 la somme de 97.917 €.

Monsieur Alex Van Hoeken, administrateur depuis le 23 juillet 2018, a perçu en 2020 une somme de 13.000 € sur les sommes qui lui sont dus et il lui reste à percevoir au titre des exercices 2018 et 2019 la somme de 70.917 €.

Monsieur Miguel de Pombo, administrateur depuis le 19 novembre 2018, a perçu en 2020 une somme de 13.000 € sur les sommes qui lui sont dus et il lui reste à percevoir au titre des exercices 2018 et 2019 la somme de 49.417 €.

Monsieur José Maria Aragone, représentant Brexia International, administrateur depuis le 19 novembre 2018, a perçu en 2020 une somme de 13.000 € sur les sommes qui lui sont dues et il lui reste à percevoir au titre des exercices 2018 et 2019 la somme de 59.917 €.

Monsieur Fernando Jaramillo, administrateur depuis le 26 juin 2019, a perçu en 2020 une somme de 13.000 € sur les sommes qui lui sont dues et il lui reste à percevoir au titre de l'exercice 2019 la somme de 33.500 €.

Monsieur Juan Carlos Rodriguez Charry, administrateur depuis le 26 juin 2019, a perçu en 2020 une somme de 13.000 € sur les sommes qui lui sont dues et il lui reste à percevoir au titre de l'exercice 2019 la somme de 31.000 €.

10 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS

10.1 Réduction de capital non motivée par des pertes

Faisant usage de la délégation de pouvoir conférée par la 10ème résolution de l'assemblée générale Mixte du 30 novembre 2020, le Conseil d'Administration a décidée de la réduction du capital social non motivée par les pertes d'un montant de 136.967.145,25 euros, par voie de diminution de la valeur nominale de chaque action de 0,5 € à 0,0005 €, avec subdélégation au Directeur Général afin de pouvoir procéder aux formalités requises. Cette réduction de capital est devenue définitive le 23 mars 2021.

10.2 Financement de la croissance du Groupe

Le 6 mai 2021, le Groupe a contracté un emprunt convertible auprès du fonds d'investissements Rare Earth Global Investments Ltd. L'utilisation de cet emprunt est multiple, financer le développement du Groupe par d'éventuelles acquisitions mais également à restructurer la dette financière et commerciale du Groupe.

La mise en place d'un financement d'un montant total potentiel maximum de 50 M€, renouvelable deux fois sur demande de la Société. Ce financement s'opère via l'émission de bons d'émission (les "Bons") donnant droit à la souscription d'obligations remboursables en numéraire et/ou en actions nouvelles et/ou existantes de la Société (les "ORNANE") assorties de bons de souscription d'actions (les

"BSA") intégralement réservée à Rare Earth Global Investments Ltd. ("l'Investisseur"), (ii) fait le point sur l'arrêté de ces comptes. Premier tirage d'un montant net de 2,58 M€.

11 JUSTIFICATION DE LA CONTINUITÉ D'EXPLOITATION

Les administrateurs sont convaincus que la Société et le Groupe disposent de ressources suffisantes pour continuer à opérer dans un avenir prévisible.

Les sources de financement initiées sont diverses et permettent au Groupe de faire face à ses obligations envers les tiers. De plus les actionnaires de référence confirment donner le support financier nécessaire au financement du Groupe. Par conséquent, les administrateurs adoptent la continuité d'exploitation dans le cadre de la préparation des états financiers.

Le Groupe a obtenu tout au long de l'exercice 2020 le support de ses actionnaires de référence, la dette financière est détenue majoritairement par ces derniers. Dans le cadre du support octroyé, ceux-ci n'ont pas l'intention de demander le remboursement à court terme des dettes encours.

La prise de contrôle de CMT, AMG possédant et la majorité au Conseil d'administration et une participation de 37,04% permet également au Groupe de démontrer une évolution positive dans ces capacités de financements et de levées de fonds. En effet, CMT a initié en 2021 une levée de fonds d'un montant estimé à 300 M MAD soit approximativement 30 M€.

Enfin, depuis le début du mois d'octobre 2020, l'usine de "Dieu Merci" a été remise progressivement en production, il est prévu qu'elle atteigne sa production nominale en 2021.

12 PARTIES LIÉES

Les parties liées sont les personnes (administrateurs, dirigeants du Groupe ou des principales filiales) ou les sociétés détenues ou dirigées par ces personnes. Les transactions suivantes réalisées au cours de l'exercice avec des parties liées ont été identifiées :

En '000€	TNFR/SAIL/SAS/ G2M	Autres parties liées
Compte de résultat		
Chiffre d'affaires		
Autres produits		
Achats et charges externes		(240)
Prestations de R&D activées		
Produits & (Charges) financières		
Résultat des activités non poursuivies		
Bilan		
Clients		
Débiteurs		
Fournisseurs & créiteurs divers	-	(103)
Avances en compte-courant		0
Dépôts et cautionnements reçus		
Emprunt obligataire		
Obligations souscrites		
Dettes diverses	58.951	
Intérêts courus sur emprunt obligataire		
intérêts courus sur Obligations souscrites		

13 HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE 2020	MANDAT DE COMMISSAIRES		AUTRES MISSIONS	TOTAL
	Mandat 2020	Compléments 2019		
DELOITTE	150.000,00 €	75.000,00 €		225.000,00 €
RSM	178.421,50 €	56.400,00 €		234.821,50 €
ERNST & YOUNG	\$ 41.300,00			\$ 41.300,00
COOPERS AUDIT MAROC	125.000,00 MAD		85.000,00 MAD	210.000,00 MAD
A.SAAIDI & ASSOCIES	130.000,00 MAD		85.000,00 MAD	215.000,00 MAD

